LE FIL ROUGE

Démocratie, fascisme, socialisme



Le Fil Rouge n. 6

Démocratie, fascisme, socialisme

pour contact:
lefilrouge17@gmail.com
http://lefilrouge17.blogspot.fr/

Nous sommes des camarades qui veulent travailler de manière collective. Est camarade celui qui a su oublier, renier, s'arracher de l'esprit et du cœur la classification dans laquelle l'a rangé l'état civil de cette société en putréfaction; celui qui se voit et s'intègre dans la perspective millénaire qui unit nos ancêtres des tribus en lutte contre les bêtes féroces aux membres de la communauté future, vivant dans la fraternité et la joyeuse harmonie de l'homme social. Ainsi entre hier, aujourd'hui et demain, il existe un fil rouge auquel il faut se tenir.

Notre intention est de remettre au centre de l'analyse les catégories marxistes. Négateurs, falsificateurs, modernisateurs du marxisme: nous les combattons tous.

Pour l'autonomie prolétarienne
Pour le parti de classe

La clé qui permet de remettre tous ces messieurs à leur place est donc simple; la succession n'est pas: fascisme, démocratie, socialisme – elle est au contraire: démocratie, fascisme, dictature du prolétariat. (...) Les communistes marxistes, et il y en a encore, ne sont pas progressistes – puisque le marxisme ne voit pas l'histoire avancer par degré mais facere saltus- mais ils sont convaincus que la phase totalitaire et fasciste ne sauvera pas la société bourgeoise de la catastrophe et ramènera devant l'histoire, en un nouveau et immanquable cycle, l'exigence de la guerre des classes et de la victoire totalitaire de la révolution.

Tendances et socialisme, 1947 Prometeo

Sommaire

Présentation

Ce numéro 6° du Le Fil Rouge, intitulé *Démocratie, fascisme, socialisme* est consacré à l'analyse de la fascisation de la société et des effets historiques qu'elle provoque sur les classes: *Fascisme et fascisation*. Vous trouverez ensuite un article sur la définition de la classe moyenne: *Socialisme scientifique et classe moyenne* et enfin, une critique des idéologies liées à ces classes fondées sur les postulats de la philosophie postmoderne: *Pour la critique de la philosophie postmoderne*. Ces trois matériaux sont des produits semi-finis issus d'un travail éditorial collectif.

Nous publions en supplément trois textes 'historiques' de la gauche communiste 'italienne' inhérents à l'objet de ce numéro: *Le cycle historique de la domination politique bourgeoise*, Prometeo, 1947, *Le cycle historique de l'économie capitaliste*, Prometeo, 1947, *Le principe démocratique*, Amadeo Bordiga, 1922.

Jamais nous ne courrons après l'actualité, néanmoins il est évident que le processus de fascisation de la société s'accélère en temps de crise. Cette accélération saute aux yeux avec l'actuelle épidémie du coronavirus du printemps 2020.

Le Fil Rouge, printemps 2020

Fascisme et fascisation

Communément, le fascisme et la démocratie sont considérés comme des systèmes politiques opposés alors qu'en réalité ils sont complémentaires.

Le fascisme trouve son origine dans le développement des relations de production, donc dans l'économie réelle. Celle-ci a des effets à la fois techniques et sociaux et la tentative de les contrôler génère une superstructure politique, à son tour élément matériel de contrôle de l'économie. Le fascisme est produit par la maturité du capitalisme, un phénomène qui doit être vu en termes mondiaux et pas seulement italien ou allemand. Le fascisme représente un phénomène généralisé à tous les pays qui, dans les années 1920, ont atteint un certain stade d'accumulation du capital: le phénomène a partout les mêmes racines et les différences doivent être liées à l'état dans lequel se trouvent les relations sociales dans les différents pays. En Italie et en Allemagne, il y a eu une attaque directe du prolétariat contre la bourgeoisie, tandis qu'aux États-Unis il n'y a pas eu de danger. Mais le fascisme était un New Deal mondial qui a fini par impliquer la Russie socialiste dans les années 1930 avec différents aspects particuliers.

Ce n'est pas un hasard si Keynes, le principal théoricien de la recette pour revitaliser l'accumulation par l'intervention de l'État, publie ses études au cours de la même période historique, car ce n'est pas un hasard si l'ancien réformisme social-démocrate a trouvé son réalisateur dialectique dans le fascisme. Le monde capitaliste est devenu trop vaste et complexe, trop puissant et intégré pour que les facteurs économiques et le contrôle de leurs effets soient laissés à l'initiative d'individus ou de groupes. Le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale a été défait militairement, mais a gagné sur le plan politique.

«*Le fascisme est un phénomène historique mondial, expression de la politique de la classe bourgeoise dominante, dans la phase où l'économie capitaliste prend des caractères monopolistes et impérialistes. Une caractéristique essentielle du mouvement fasciste est l'attaque et la destruction des organisations autonomes et des formations de classe des travailleurs. Dans cette attaque, le fascisme utilise, outre les forces du nouveau parti bourgeois de classe qu'il constitue, celles de l'Etat et de tous les autres partis bourgeois qui sont ses complices dans cette tâche de contre-*

offensive et de contre-révolution préventive pour le maintien des privilèges de classe. La thèse que le fascisme consiste en une réaction féodale ou absolutiste médiévale, tendant à détruire les conquêtes sociales et politiques de la bourgeoisie capitaliste industrielle, est repoussée comme anti-historique».

Platforme politique du Parti, 1945, Parti Communiste Internationaliste[1]

---

1 https://www.international-communist-party.org/BasicTexts/Francais/45Platef.htm

Le parti communiste d'Italie et le mouvement fasciste

Pour notre part, nous analyserons la naissance du fascisme à travers les thèses de la gauche communiste 'italienne'. Ce courant a initialement dirigé le Parti communiste italien (1921) déterminant ses thèses et ses actions, le seul courant qui a vu dans la montée du fascisme un phénomène de capitalisme mature[2].

Ce parti représentait l'aile gauche marxiste intransigeante de l'Internationale communiste. Le Parti est resté sur ces positions dans ses premières années de vie et a ensuite dégénéré comme toute l'Internationale vers des positions socialistes démocratiques (stalinisme), éliminant, expulsant, éloignant la gauche communiste 'italienne' au sein du Parti.

L'histoire du fascisme a été étudiée par la gauche communiste 'italienne' sur un temps très long, depuis ses premières manifestations en Italie en 1919-1920, jusqu'au fascisme de la société qui, avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, a trouvé sa pleine réalisation[3].

L'interprétation du phénomène fasciste part de la prise en compte de l'intégration et de la régulation de l'État dans l'économie.

L'originalité de la gauche communiste 'italienne' était de donner une interprétation scientifique et moderne du fascisme. Elle voyait dans le fascisme non pas une anomalie capitaliste mais un développement historique nécessaire du capitalisme mature. En tant que phénomène moderne, le fascisme ne tire pas ses origines d'un retard particulier de la structure économique et sociale de l'Italie, encore moins d'une régurgitation du féodalisme, mais s'est développé dans un pays qui, plus d'un point de vue qualitatif que quantitatif, était à un stade relativement avancé de l'évolution du mode de production capitaliste. Pour la gauche communiste, l'importance du phénomène fasciste plutôt que national était internationale, liée à la phase impérialiste.

Le fascisme italien est déjà présent avant même d'être un mouvement politique, il existait déjà comme tendance au moins depuis 1914-1915 lorsqu'une partie de la bourgeoisie a décidé de partir en guerre. Les groupes nationalistes étaient hétérogènes, mais guidés par les intérêts de la grande bourgeoisie industrielle et,

avant d'invoquer l'intervention aux côtés de l'Entente contre l'Autriche et l'Allemagne, ils avaient recommandé une guerre contre elle. Il y avait à l'intérieur des groupes républicains irrédentistes, unionistes et syndicalistes révolutionnaires, radicaux libéraux, anarchistes et anciens socialistes. C'est l'aile syndicaliste et renégat d'extrême gauche qui a fourni son Etat-Major au fascisme politique d'après-guerre. Mussolini était l'un des principaux dirigeants du Parti socialiste italien avant la Première Guerre mondiale et le directeur d'Avanti, le journal le plus important du parti. On peut observer des similitudes évidentes à la naissance du mouvement national-socialiste en Allemagne, tout en tenant compte des déterminations sociales et politiques de la réalité allemande dans les années 1930[4].

Le phénomène fasciste ne doit pas être analysé à partir de ses composantes politiques, même s'il donnera cette impression aux discours et documents de l'action quotidienne. La démobilisation d'après-guerre (Première Guerre mondiale), la reconversion industrielle, le danger d'une révolution interne (la vague révolutionnaire a traversé toute l'Europe, de la Russie à l'Allemagne de la Hongrie à l'Italie etc ...), posaient à la bourgeoisie un problème gigantesque. Elle ne pouvait pas le résoudre d'un point de vue technique ou militaire par une lutte ouverte contre le prolétariat (ce qu'il faisait quand même dans certaines situations), il devait le résoudre d'un point de vue politique. La bourgeoisie a fait des concessions, mais a en même temps renforcé son arsenal militaire et policier interne. Et elle a continué à payer les officiers démobilisés qui sont allés instruire l'appareil militaire fasciste.

La bourgeoisie a dû éviter et lutter contre la montée de la vague révolutionnaire et c'est pourquoi le fascisme italien prend comme premier aspect celui de la garde blanche contre révolutionnaire. Une organisation centralisée et hautement disciplinée de la bourgeoisie et des classes qui gravitaient sur son orbite a permis de multiplier par cent la force de résistance contre-révolutionnaire.

Il s'agit d'un aspect immédiat, et souvent considéré comme encore principal dans l'interprétation démocratique et libérale, mais il n'a jamais été central.

Le fascisme n'a pas de programme spécifique, il n'a pas sa propre idéologie, mais un ensemble chaotique d'idéologies de la bourgeoisie, des classes moyennes et des secteurs du prolétariat qui représentent sa main d'œuvre armée. Le fascisme a

utilisé le réformisme socialiste, le mythe du progrès, du travail, du suprématisme (lié aux politiques coloniales), tous les éléments qui ont traversé le mouvement ouvrier de l'époque, mais en même temps la tradition, les mythes religieux tribaux, le localisme, le famille, l'hédonisme sexuel, etc...

À sa naissance, le fascisme a pris part au jeu parlementaire (ce que le mouvement national socialiste allemand fera plus tard). Il ne représente pas la 'droite' de la bourgeoisie, mais une union de tous les besoins bourgeois, à ce moment donné. Il ne veut pas idéologiquement la domination violente d'une classe sur l'autre, mais copie la collaboration maximale des classes de la démocratie bourgeoise libérale.

Concernant de la nature sociale du fascisme italien, bien qu'il se soit développé dans les régions agricoles du nord (l'agraire engageait les fascistes pour détruire les ligues et les syndicats d'ouvriers agricoles), il était aussi l'expression des intérêts de la grande industrie (le centre du mouvement fasciste était au Milan, ville de la grande bourgeoisie industrielle italienne), du grand commerce et du capital financier. Ce n'est qu'avec un examen superficiel que le mouvement fasciste peut apparaître comme l'expression des intérêts de la classe moyenne. Bien sûr, il y a eu une énorme mobilisation idéologique, politique et organisationnelle et leur mécontentement a été organisé. Le 'programme' radical initial du mouvement fasciste avait certainement été un pôle d'attraction pour eux, également en raison du retrait du mouvement prolétarien. Pour la gauche communiste depuis le début, le fascisme avait un double visage sur le plan social: une défense des intérêts de la grande bourgeoisie et, d'autre part, une mobilisation des classes moyennes, toutes deux soutenues par l'appareil d'État pré-fasciste. Cependant, il n'y avait pas d'identification pure et simple entre les intérêts des classes moyennes et les intérêts du grand capital, la relation entre les aspects structurels et superstructurels du fascisme italien a créé une dichotomie entre la réalité et les illusions, entre les aspirations de la base sociale du mouvement et la politique de la Parti fasciste. Le centre de l'organisation fasciste était le 'profiteurisme', le parasitisme patronal et la machine d'État et à la périphérie un mélange d'idéalismes et d'appétits chaotiques et sans forme.

Lorsque les fascistes formulèrent un 'programme' organique, ils n'inventèrent rien de nouveau car ils exprimèrent simplement un mélange de propositions sociale-démocrates et réformistes, à travers un langage radical et démagogique, utilisant même l'expérience de la révolution soviétique, copiant ce dont ils avaient besoin

concernant l'organisation, la discipline, la centralisation, le parti unique qui, dans l'interprétation fasciste, devient le peuple.

L'essence du fascisme n'est cependant pas dans ces aspects superstructuraux, même si la bourgeoisie en avait besoin parce qu'ils représentaient la justification politique de la contre-révolution. La vraie réponse à la question de savoir pourquoi la bourgeoisie prenait cette voie est qu'à l'ère de l'impérialisme, le fascisme est la structure de toute forme de gouvernement bourgeois. L'impérialisme est la phase suprême, c'est-à-dire la dernière phase du capitalisme. Cette phase correspond à une manière de gouverner les faits économiques et sociaux déterminés par la maturité des conditions économiques dans lesquelles le capital financier prédomine. La phase suprême du capitalisme exige une phase suprême du mode de gouvernement. Le processus est irréversible, donc la nouvelle forme de gouvernement bourgeois est indispensable pour la bourgeoisie.

L'analyse, bien que pas encore pleinement explicite, de la nécessité du fascisme se trouve dans Lénine et précisément dans L'impérialisme, la phase suprême du capitalisme. Pour Lénine, l'adjectif suprême signifie putréfié. Le texte se termine sur ce constat: l'impérialisme, c'est-à-dire la putréfaction du capitalisme, est la phase suprême, c'est-à-dire la socialisation de la production. Il s'agit du capitalisme de transition ou du capitalisme mourant.

Et pour ne pas mourir, le capitalisme doit se donner cette forme extrême de domination résumée dans le mot 'fascisme'. Le fascisme n'est donc pas un recul historique, il ne représente pas une plus grande défaite pour le prolétariat que la démocratie; en effet, plus les rapports de classe sont modernes et simplifiées, mieux c'est pour la future révolution.

Grand scandale pour tous les opportunistes, au lieu d'observer le travail de la taupe, 'bien creusée', au lieu de se préparer à la riposte armée contre la bourgeoisie et ses milices, l'opportuniste revient lâchement à la défense de la démocratie et du parlementarisme, tandis que le l'histoire simplifie les rapports et les frictions entre les classes, l'opportuniste les complique en revenant aux liens sociaux antérieurs, aujourd'hui à travers les ismes du post-moderne...

Le fascisme lui-même n'est pas plus contre-révolutionnaire que d'autres formes de régime bourgeois, il le devient en raison de la réaction antifasciste qui jette le prolétariat dans l'alliance mortelle avec d'autres couches sociales pour défendre la

démocratie bourgeoise perdue.

Le fascisme politique italien (comme celui allemand) n'a utilisé ni plus ni moins la violence et le meurtre que les régimes précédents ou ultérieurs, en Italie ou ailleurs. La violence contre l'humanité n'est pas due à la forme phénoménale, fasciste ou autre, du capitalisme mais au capitalisme lui-même[5].

Sur le plan idéologique, le fascisme n'a rien apporté de nouveau, il s'est limité à copier ce dont il avait besoin dans ce qui existait déjà, à droite et surtout à gauche. Ce qui est vraiment nouveau, c'est une nouvelle organisation étatique, un seul parti bourgeois centralisé, une puissante organisation militaire et sociale qui impliquait le prolétariat lui-même. Tout cela a survécu après la fin du fascisme formel (le parti fasciste et le nazisme allemand) comme l'intégration des syndicats dans l'État[6].

«Le mouvement syndical lui-même sera emprisonné exactement de la façon inaugurée par le fascisme, c'est-à-dire par une reconnaissance juridique tendant à le transformer en un organe de l'Etat bourgeois. La coïncidence entre le révisionnisme réformiste (labourisme en Angleterre; économisme en Russie; syndicalisme pur en France; syndicalisme réformiste à la Cabrini-Bonomi et ensuite à la Rigola-d'Aragona en Italie) qui consistait à vider le mouvement ouvrier de tout contenu de classe et la plan du syndicalisme fasciste le corporatisvisme mussolinien ou hitlérien, apparaîtra alors dans toute son évidence. La seule différence qui les sépare est que la première méthode correspondait à une phase où la bourgeoisie pensait seulement à se défendre, et la seconde à une phase où elle dut passer à l'offensive sous la pression accrue du prolétariat. Dans aucun des deux cas elle n'a avoué faire œuvre de classe, prétendant vouloir satisfaire certaines revendications économiques des travailleurs et réaliser avec eux une collaboration de classe».

Course historique du mouvement prolétarienne, Programme Communiste, 1960[7]

Non seulement le fascisme n'a pas détruit les syndicats, mais il a développé des coopératives, des associations sportives et récréatives de couches populaires. Ce n'est qu'au début qu'il s'est opposé militairement aux associations économiques et sociales prolétariennes et populaires, afin de freiner leur vague révolutionnaire.

Ces organisations, changeant de nom, devinrent l'une des expressions maximales du consensus au fascisme italien. Ici aussi, nous sommes confrontés à un système moderne, l'intégration de grandes couches sociales dans la nation, à travers des

structures intermédiaires, nécessaires à un consensus de masse. Cette dynamique s'est greffée dans le sillage du réformisme socialiste dans la lente pénétration de la société et son hypothétique transformation pacifique de l'État... La lutte pour arracher l'hégémonie fasciste dans ces structures a été l'un des chevaux de bataille de la composante stalinienne qui peu de temps après dirigeait le Parti communiste d'Italie précédemment contrôlé par la gauche communiste. Ce sont les mécanismes d'intégration dont la phase impérialiste a besoin pour son existence même, qui rend légaux et officiels ces organes c'est-à-dire des ramifications de l'Etat. Intervenir pour arracher le contrôle à la bourgeoisie, aux réformistes, les organes sociaux, économiques et culturels et la direction n'est pas une erreur car c'est une lutte politique nécessaire pour les communiste; en revanche l'erreur consistait à croire que ces organes pouvaient être neutres à la logique de l'Etat bourgeois[8]. Il est donc clair que l'idée d''hégémonie culturelle' parrainée par les staliniens italiens était et devint en réalité soumise à la logique de l'État, qui n'est jamais une structure neutre mais toujours représentante des intérêts de classe précis.

Le fascisme italien parviendra à rationaliser l'économie en régulant d'une part l'anarchie capitaliste et d'autre part la tendance naturelle au monopole. Ainsi, la contradiction fondamentale de l'anarchie productive et distributive est amortie, mais la tendance à une concentration monopolistique excessive, facteur d'expropriation et de limitation du 'marché libre', est également combattue. L'Etat achètera des entreprises en concurrence, les fermera ou les renouvellera selon leurs conditions, puis les remettra sur le marché. Le crédit sera réglementé, de grands travaux publics seront prévus. Un phénomène matériel, une exigence vitale du capitalisme ne pourrait pas rester une exception «*nous sommes d'avis que le fascisme a tendance à se répandre hors d'Italie d'une certaine manière, en général on peut s'attendre à une copie du fascisme italien extérieure qui se croisera des formes démocratiques et pacifistes».*

Il Comunista, 1924

Fascisme et vague démocratique et pacifiste? On peut imaginer le sentiment de perplexité des lecteurs dans un tel passage. Ce fut l'un des retards les plus graves du mouvement ouvrier et de ses organisations révolutionnaires. La gauche communiste 'italienne' était le seul courant à avoir une vision claire de ce que le fascisme représentait d'un point de vue structurel, le Parti bolchevik lui-même et

l'Internationale communiste n'ont pas compris cette étape, le payant un prix très élevé dans les années suivantes . En Allemagne, les sociaux-démocrates Scheidemann et Noske ont déjà ouvert la voie[9].

N'ayant pas compris cela, ce fut un désastre pour le mouvement syndical mondial, précipité sous l'influence d'un produit social pire que le fascisme lui-même: l'antifascisme démocratique. En résumé, opposer un bon capitalisme à un mauvais.

---

2 Pour une exposition historique complète des positions du PcdI nous nous référons aux textes suivants: *Les partis communistes d'Italie face à l'offensif fasciste, n.45-46 Programme communiste*, 1969. *Communisme et fascisme*, Programme des éditions PCI, 2001. Pour une histoire organique de la Gauche communiste 'italienne': *Histoire des éditions «Gauche communiste* (5 volumes), Le programme communiste https://www.internationalcommunistparty.org/

3 Les positions de la gauche communiste 'italienne', après l'expulsion complète des partis qui ont rejoint l'Internationale communiste, se retrouveront dans les mouvements marxistes orthodoxes, à travers plusieurs revue et groupes dont nous mentionnons les principaux: Bilan, Prometeo, Battaglia Comunista, Il Programma Comunista.

4 *Nazionalismo e internazionalismo nel movimento comunista tedesco*, Edizioni Il Programma Comunista, 2014

5 Il suffit de lire la tentative de la gauche communiste 'italienne' de donner une interprétation du problème juif en Allemagne en refusant les interprétations opportunistes et moralistes: Auschwitz ou le grande alibi, Parti Communiste International, 1960 http://www.sinistra.net/lib/upt/prolac/muua/muuainucaf.html

6 «*Au cours de la reprise du mouvement après la révolution russe et la fin de la guerre impérialiste, il s'agit précisément de faire le bilan de la désastreuse faillite de l'encadrement politique et syndical; on tenta de conduire le prolétariat mondial sur le terrain révolutionnaire en éliminant par des scissions les chefs politiques et parlementaires traîtres, et en faisant en sorte que les nouveaux partis communistes, travaillant dans les rangs des organisations prolétariennes les plus larges, parviennent à en éliminer les agents de la bourgeoisie. Face aux premiers vigoureux succès dans beaucoup de pays, le capitalisme se trouva dans la nécessité, pour empêcher l'avancée révolutionnaire, de frapper par la violence et de rendre illégaux, non seulement les partis mais aussi les syndicats où ceux-ci travaillaient. Cependant ces totalitarismes bourgeois, dans toute la complexité des situations, ne décidèrent jamais l'abolition du mouvement syndical. Au contraire, ils préconisèrent et réalisèrent la constitution d'un*

nouveau réseau syndical pleinement contrôlé par le parti contre-révolutionnaire, et, quel que soit sa forme, déclaré unique et unitaire et strictement lié à la mécanique administrative et étatique.

Même là où, après la seconde guerre mondiale, suivant la formulation politique courante, le totalitarisme capitaliste semble avoir été remplacé par le libéralisme démocratique, la dynamique syndicale a continué à se développer de façon ininterrompue vers le plein contrôle par l'Etat et vers son insertion dans les organismes administratifs officiels. Le fascisme, réalisateur dialectique des vieilles aspirations réformistes, a accompli celle de la reconnaissance juridique du syndicat de façon qu'il puisse être titulaire de contrats collectifs avec les patrons jusqu'à l'emprisonnement effectif de tout l'appareil syndical dans les structures du pouvoir bourgeois de classe.

Ce résultat est fondamental pour la défense et la conservation du régime capitaliste précisément parce que l'influence et l'utilisation d'associations syndicales est une étape indispensable pour tout mouvement révolutionnaire dirigé par le parti communiste.

Il est évident que ces modifications radicales du rapport syndical ne relèvent pas uniquement de la stratégie politique des classes en contraste et de leurs partis et gouvernements, mais sont aussi en rapport étroit avec les modifications du rapport économique entre le donneur de travail et l'ouvrier salarié. Lors des premières luttes syndicales avec lesquelles les travailleurs cherchaient à opposer au monopole des moyens de production celui de la force de travail, l'âpreté du contraste découlait de ce que le prolétariat, privé depuis longtemps de toute réserve de consommation, n'avait absolument aucune autre ressource que le salaire quotidien; toute lutte contingente se transformait donc en une lutte à mort.

Il est indéniable que la théorie marxiste de la misère croissante est confirmée par l'augmentation continuelle du nombre des purs prolétaires et par l'expropriation sans retenue, centuplée par les guerres, les destructions, l'inflation monétaire, des dernières réserves des couches sociales prolétariennes et des couches moyennes, et que dans beaucoup de pays le chômage voire le massacre des prolétaires atteint des chiffres énormes; cependant là où la production industrielle fleurit, toute la gamme des mesures réformistes d'assistance et de prévoyance pour les salariés, crée pour les ouvriers occupés un nouveau type de réserve économique qui représente une petite garantie patrimoniale, analogue dans une certaine mesure à celle de l'artisan et du petit paysan; le salarié a donc quelque chose qu'il risque de perdre ce qui (phénomène déjà constaté par Marx, Engels et Lénine en ce qui concerne les dites aristocraties ouvrières) le rend hésitant voire opportuniste au moment de la lutte syndicale et, pire encore, de la grève et de la révolte.»

Théorie et action dans la doctrine marxiste, Publié dans *Bollettino Interno*, N° 1, 10 septembre 1951 du Parti Communiste International. Paru en français dans *Programme communiste*, N°56, 1972, http://www.pcint.org/15_Textes_Theses/07_01_fr/1951-theorie-action-dans-doctrine-marxiste.htm

7 https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/gauchecommuniste/gauchescommunistes-ap1952/pci/programmecommuniste/pc-n13.pdf

8 Le Parti communiste d'Italie à sa naissance était présent au sein de diverses associations sociales et culturelles, ainsi que dans le monde coopératif et dans les diverses organisations syndicales présentes en Italie dans les années 1920, mais il n'a pas considéré ces structures comme une anticipation du socialisme et encore moins, comme la pénétration des communistes dans l'État, mais comme des lieux d'organisation et des écoles de lutte et de formation pour les prolétaires.

9 Les voies que counduisent au Noskisme, *Il comunista* 14 luglio 1921 (*Communisme et fascisme*, ed il *Programme Communiste*)

Fascisme et antifascisme

Les interprétations du fascisme sont différentes et suivent évidemment l'alignement de classe dont elles sont le porte-parole. Cela distingue non seulement l'interprétation marxiste de l'interprétation bourgeoise, mais, comme nous le verrons, également la séparation des différentes interprétations au sein du mouvement ouvrier, témoignage des positions interclassistes et contre-révolutionnaires du socialisme réformiste, libertaire et de la dégénérescence de l'Internationale communiste.

Dans l'historiographie officielle, la gauche communiste 'italienne' a été accusée d'avoir sous-estimé le 'danger fasciste' et d'avoir organisé l'action du Parti communiste italien, depuis sa fondation, essentiellement contre la social-démocratie[10].

Le rôle de la social-démocratie démontre suffisamment le rôle joué dans la préparation de la place au fascisme, à la fois en freinant le prolétariat face à l'offensive armée de la bourgeoisie, et là où il était déjà au pouvoir, comme en Allemagne, en détruisant de manière armée les organisations ouvrières. Le Parti communiste d'Italie a été le seul parti d'Europe occidentale à accepter, dans des conditions extrêmement difficiles, de combattre le fascisme sur son terrain en appelant le prolétariat à répondre à la préparation par préparation, à l'organisation par l'organisation, au cadre par le cadre, à la discipline par la discipline, à la force par force, aux armes par les armes.

La gauche communiste n'a cédé à aucune ambition démocratique, à aucun accord visant à 'accroître la force' et à diminuer la solidité et la clarté de l'organisation et du programme révolutionnaires. Le parti devait lutter contre l'État démocratique, les gangs fascistes et la social-démocratie. Face à la victoire du fascisme, le Parti communiste d'Italie, dans l'illégalité comme dans la légalité, a poursuivi son travail de préparation révolutionnaire. Il ne s'est pas laissé distraire et découragé au moment de la défaite, mais surtout - et c'est l'un des enjeux centraux - il n'a pas pris la défaite comme prétexte pour modifier et changer le programme et embrasser ce qui oppose la loi à l'illégalité, la démocratie au totalitarisme , antiparlementarisme antifasciste (comme nous le verrons) au Parlement emporté

par le fascisme. La défaite n'était pas une cause de désespoir. Au lieu de cela, une tentative a été faite pour maintenir une orientation sûre, sans fluctuations ni déviations, une orientation qui devait faire du parti un pôle d'attraction vers le nord révolutionnaire et ne pas prendre, comme cela s'est produit pour le parti italien et l'International, la voie opposée à la poursuite du mirage démocratique et antifasciste. Au lieu de cela, le mal de la victoire non révolutionnaire a aussi détruit totalement l'organisation de classe révolutionnaire, le Parti communiste. Déjà à l'été 1921, l'Internationale communiste, après le IIIe Congrès, a proposé de relancer l'unification entre communistes et socialistes pour un grand parti de masse et a poussé à une 'front uni' (politique) de mobilisation contre le fascisme, et a critiqué l'attitude du Parti communiste d'Italie envers l'Arditi del Popolo.

La lutte du PcdI contre la fusion avec les socialistes n'était pas un sectarisme aveugle, mais une analyse lucide du rôle de la social-démocratie.

Moscou se concentrait fortement sur cette fusion pour créer un parti de masse qui aurait dû mieux contraster et vaincre le fascisme. Cette tactique s'est avérée contradictoire et en fait perdante en mutilant et en désarmant le Parti communiste d'Italie face à la bourgeoisie et à son État. Le rôle de la social-démocratie a toujours été d'être le courant de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier.

Le processus qui conduit l'opportunisme et le réformisme au sein du mouvement ouvrier à jouer de tels rôles est un processus objectif de maturation impérialiste de la société bourgeoise. Lénine l'appelle social impérialisme et y classe une série de variantes qui enrichissent le phénomène d'une infinité de nuances. Le rôle de la social-démocratie ou du social impérialisme est déterminé par le développement de la structure capitaliste. La social-démocratie sera toujours le 'premier' ennemi des prolétaires, car elle est dans ses rangs et donc plus dangereuse et nuisible! Dans les années 1920, ce qui affaiblit considérablement le prolétariat italien, et en particulier le prolétariat allemand et européen, fût le recours à la lutte pacifique, à la lutte dans la légalité dont les anciens partis socialistes réformistes avaient fait le principal mode de lutte, etc. Le Parti communiste d'Italie lui-même, bien que développant immédiatement un appareil parallèle, clandestin et militaire (le Parti communiste est toujours un parti politico-militaire) ne pouvait dépasser les limites de la préparation dont l'organisation armée et clandestine a besoin[11]: la récupération des armes, les dépôts, les communications et la logistique de la clandestinité, la même préparation militaire tactique et stratégique en intervention

directe. Ce sont des problèmes qui affectent immédiatement le jeune parti italien, écartant les retards de l'ancien parti dont il est sorti: le Parti socialiste italien. Le PSI a parlé verbalement de révolution (et seulement dans ses composantes déterminantes), s'installant comme la plupart des partis de la II internationale dans l'illusion du progrès et la lenteur du socialisme pacifique. En ce sens, le parti bolchevique avait été paradoxalement 'favorisé' par des années de clandestinité, où les règles élémentaires militaires et conspiratifs étaient une pratique quotidienne pour les militants du parti.

En ce qui concerne l'échec du PcdI à participer à l'action antifasciste unitaire, les communistes italiens ont promu un front des organisations économiques ouvrières, structures où c'est le contenu de classe qui a déterminé l'adhésion et non le contenu politique comme les partis. Le Parti communiste, parti armé du prolétariat, n'a pas pu et ne peut pas faire d'alliances avec des partis qui représentent des intérêts opposés dans des situations où il n'y a plus de problèmes liés à la question nationale, c'est-à-dire des retards dus au développement inégal de l'impérialisme. En même temps, elle se bat pour une unité de classe sur le terrain des associations économiques et sociales[12]. Ce n'est pas un hasard si, sur ce terrain, les socialistes ont été les premiers à saboter cette unité de classe, à démilitariser les formes de lutte et à boycotter les grèves des syndicats ouvriers.La non-fusion du PcdI avec l'Arditi del Popolo, en revanche, doit être lue comme la défense de l'autonomie politique et militaire du parti. Le programme confus de l'Arditi del Popolo[13] ne visait rien d'autre qu'un rétablissement, contre la violence fasciste, de 'l'ordre de la vie civile'. Une alliance avec eux aurait été l'aperçu de l'avenir... Comité de libération nationale formé pendant la Seconde Guerre mondiale, qui finira par réunir des staliniens, des socialistes, des catholiques et des libéraux au service de l'impérialisme américain... une chose similaire aura lieu en France entre gaullistes, staliniens, radicaux et catholiques.

Rien n'empêchait les communistes italiens de se battre, avec les 'Arditi' dans les rues et les places: le Parti communiste s'interdisait de transférer son organisation militaire à une organisation totalement étrangère à ses fins.

Une fois le but de l'Arditi del Popolo atteint, qu'auraient fait les forces auxquelles le Parti aurait dû se subordonner sinon de tourner leurs armes contre les communistes, ennemis de cet ordre bourgeois? Le Parti a donc refusé à juste titre de fusionner son cadre militaire dans celui d'un mouvement politiquement

équivoque dont l'orientation était fondée sur la légalité démocratique.

Le problème des alliances ne signifie pas embrasser le dogme, pas d'alliance - pas de compromis - pas de coalition, cela signifierait avoir une position métaphysique, basée sur des idées préconçues morales ou esthétiques. Le problème des alliances possibles du prolétariat dans les luttes sociales se pose dans la succession des temps de manières très différentes; il faut analyser dans la succession historique l'enchaînement des classes au pouvoir et dans les différentes phases du capitalisme, et cela se produit à un rythme différent dans les différents pays du monde. Il n'a jamais été exclu que le problème soit résolu différemment dans les différents pays, malgré le fait que, depuis son origine, le marxisme a annulé la devise, idéaliste et abstraite, «*tous les hommes sont frères*», pour mettre devant en avant la devise historique et internationaliste: «*prolétaires de tous les pays unissez vous*». Les alliances demandées aux communistes des différents fronts antifascistes, hier comme aujourd'hui, cachent l'abandon total des positions de classe, appelant les prolétaires à se battre et à se sacrifier pour défendre les institutions bourgeoises démocratiques contre les illusoires fantômes du passé.

---

10 *LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE FACE À L'OFFENSIVE FASCISTE*, *Programme Communiste*, n. 45-46, 1969

11 Nous informons les camarades et les lecteurs que nous proposerons dans les prochains numéros de la revue de consacrer un travail spécifique sur la question militaire, un thème trop souvent caché et sous-évalué, en réalité au cœur de la dialectique politique des communistes.

12 *Théses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie*, Rome, mars 1922, *Programme Communiste*, n 105, 2019

13 Groupe diversifié qui a réuni d'ex soldats d'inspiration républicaine socialiste et nationaliste. *La politique du Parti communiste vise directement un but précis: la Révolution*, Les Comités Exécutifs du Parti et de la Fédération des Jeunesses Communistes, Il Comunista, 1921: «*Les dispositions claires et précises qui ont été prises pour l'encadrement militaire du Parti n'ont pas été une improvisation sportive: elles correspondent à un travail commencé il y a des mois et des mois dans les rangs de la jeunesse communiste. Malgré ces dispositions, plusieurs camarades et quelques organisations du Parti insistent pour proposer (et parfois pour réaliser) la participation des communistes, jeunes ou adultes, à d'autres formations militaires constituées sur une initiative étrangère à celle de notre Parti, comme les Arditi del Popolo; au lieu de développer leur travail dans le sens*

indiqué, ils vont même jusqu'à prendre l'initiative de constituer des groupes locaux des Arditi del Popolo. Nous rappelons tous ces camarades à la discipline et déplorons que des militants communistes qui doivent en toutes circonstances faire preuve de sang-froid et de fermeté autant que d'esprit de décision révolutionnaire se laissent guider par des considérations romantiques et sentimentales qui peuvent conduire à des erreurs graves et avoir des conséquences dangereuses. A l'appui de ce rappel péremptoire, nous indiquons une fois de plus à ces camarades les raisons évidentes des directives adoptées par les organes centraux responsables de la ligne de conduite à adopter dans des situations ayant une valeur nationale, indépendamment des faits particuliers Étant la forme extrême et la plus délicate de l'organisation prolétarienne, l'organisation militaire doit présenter le maximum de discipline et reposer sur la base du Parti. Son organisation doit dépendre strictement de l'organisation politique du Parti de classe. L'organisation des Arditi del Popolo, elle, dépend d'organes directifs mal définis. Leur centrale nationale, dont il est difficile de repérer l'origine, prétendait récemment dans un communiqué être au-dessus des partis et invitait les partis politiques à se désintéresser 'de l'encadrement militaire du peuple travailleur sur le plan technique'. Le contrôle et la direction de celui-ci resteraient ainsi dans les mains de pouvoirs mal définis et seraient du même coup soustraits à l'influence de notre Parti. Or le Parti communiste se propose par définition d'encadrer et de diriger l'action révolutionnaire des masses: il y a donc là une évidente et criante incompatibilité. Outre la question d'organisation et de discipline, il y a la question de programme. Les Arditi del Popolo insistent beaucoup plus sur la nécessité de constituer une organisation que sur les objectifs et les buts qu'elle vise, ce qui représente des dangers faciles à comprendre. À ce qu'il semble, néanmoins, s'ils veulent réaliser la réaction prolétarienne aux excès du fascisme, c'est dans le but de rétablir 'l'ordre et la vie sociale normale'. L'objectif des communistes est bien différent: ils tendent à conduire la lutte prolétarienne à la victoire révolutionnaire; ils nient qu'il puisse exister une vie sociale normale et pacifique avant que le conflit de classe, parvenu aujourd'hui à sa phase extrême et décisive, ait été révolutionnairement dénoué. Ils se placent donc du point de vue de l'antithèse irréductible entre dictature de la réaction bourgeoise et dictature de la révolution prolétarienne. Cela exclut toute distinction entre défensive et offensive des travailleurs et en révèle le caractère insidieux et défaitiste. Les travailleurs sont en effet frappés non seulement par la violence matérielle du fascisme, mais aussi par toutes les conséquences de l'exaspération extrême du régime d'exploitation et d'oppression, dont la brutalité des chemises noires n'est qu'une manifestation inséparable de toutes les autres. Il ne devrait pas être nécessaire de rappeler ces considérations à des communistes, car la pratique en confirme et en confirmera toujours davantage la justesse. C'est sur cette base que les organes centraux du Parti communiste ont pris l'initiative de constituer une organisation militaire prolétarienne et communiste indépendante, sans se laisser détourner de cette voie par d'autres initiatives qui, tant qu'elles agiront dans le même sens que

la nôtre, ne pourront naturellement pas être considérées comme hostiles, mais dont la plus grande popularité apparente ne saurait nous détourner de la tâche spécifique que nous avons à assumer contre une série d'ennemis - et de faux amis d'aujourd'hui et de demain. Nous ne pouvons pas ne pas déplorer que des camarades communistes se soient mis en contact avec les organisateurs des Arditi del Popolo à Rome pour leur offrir leur aide et leur demander des instructions Si cela devait se reproduire, les mesures les plus sévères seraient prises. Le C.E. du Parti communiste d'Italie et celui de la Fédération des Jeunesses communistes d'Italie avertissent tous les camarades et les organisations communistes qu'aucune confiance ne doit être accordée à quiconque proposerait directement ou indirectement la constitution de groupes d'Arditi del Popolo ou encore préconiserait les initiatives militaires de cette organisation en prétendant avoir été mandaté pour cela par les organes du P.C. ou en invoquant de prétendus accords en contradition avec les dispositions précises déjà publiées. Les camarades et les organisations ne reçoivent de directives que par la voie intérieure: toute autre voie doit être écartée et repoussée».

Interprétations du fascisme

Au IVe Congrès (novembre 1922), qui se tenait juste après la 'Marche sur Rome', le fascisme a été largement discuté. Le rapport de Bordiga (PcdI) a été précédé d'un large rapport de Radek sur le même thème. Zinoviev, président de l'Internationale, a ainsi introduit le thème: «*Parmi les camarades italiens existe-t-il un différend sur la signification des événements qui se déroulent en Italie à cette époque: un coup d'État ou une comédie? Peut-être les deux. Du point de vue historique c'est une farce. Dans quelques mois, la situation tournera en faveur de la classe ouvrière*»[14].

Les analyses de Radek étaient très différentes de celles soutenues par l'intervention du Parti italien. Dans le rapport de Bordiga, le fascisme est «*un grand mouvement unitaire de la classe dirigeante*», pour Radek, la matrice la plus importante du fascisme est la petite bourgeoisie: le fascisme est la petite bourgeoisie qui accède au pouvoir.

En juin 1923, se tenait le III Exécutif élargi de l'Internationale communiste, dans lequel une résolution sur le fascisme était approuvée, visant à mettre en évidence la crise et les contrastes que le fascisme suscite au sein des forces bourgeoises et sa fin rapide est attendue. Important, toujours dans cet exécutif élargi, est le rapport de Clara Zetkin qui, dans son exposition, vise à re-proposer le front politique unique dans la lutte antifasciste. Le problème des alliances ouvrières et du frontisme antifasciste se pose à nouveau.

Le 5e Congrès de l'I.C., qui s'est tenu en juillet 1924 à la suite des événements survenus en Allemagne (et en Bulgarie) à l'automne 1923, montre un net changement dans les positions de l'Internationale.

Dans les conclusions *Sur la tactique communiste*, il sera dit[15]:

«*Déjà depuis longtemps (les dirigeants sociaux-démocrates) de l'aile droite du mouvement ouvrier, ont de plus en plus dégénéré pour devenir l'aile gauche de la bourgeoisie et parfois une aile du fascisme. Pour cette raison, il est historiquement faux de parler de la victoire du fascisme sur la social-démocratie. Le fascisme et La social-démocratie (en ce qui concerne les dirigeants) est la main droite et la main gauche du capitalisme contemporain, ébranlée par la première guerre impérialiste*

mondiale et la première révolte ouvrière».

Staline lui-même écrira en septembre 1924:

«*Le fascisme est l'organisation combattante de la bourgeoisie qui repose sur le soutien actif de la démocratie. La social-démocratie est, objectivement, l'aile modérée du fascisme. Il n'y a aucune raison de supposer que l'organisation combattante de la bourgeoisie puisse obtenir des succès décisifs dans les batailles et dans le gouvernement d'un pays sans le soutien actif de la social-démocratie. Il y a tout aussi peu de raisons de supposer que la social-démocratie peut obtenir des succès décisifs dans les batailles et dans le gouvernement d'un pays sans le soutien actif de l'organisation combattante de la bourgeoisie. Ces organisations ne s'excluent pas mutuellement mais se complètent. Ce ne sont pas des antagonistes mais des jumeaux*».

La gauche communiste 'italienne' répétera son analyse dans un long discours au 5ème congrès (IC) et ne se laissera pas influencer par les virages à gauche, les considérant comme des mouvements contingents qui excluent d'autres virages, mais réitérera la continuité des positions marxistes intransigeantes. Quant au rapprochement que pourrait supposer la nouvelle théorie du 'social fascisme', il sera répété que la social-démocratie et le fascisme restent deux modes de gouvernement distincts qui alternent selon la nécessité de défendre la domination capitaliste. En effet, avec la formule du 'social fascisme', le meilleur terrain de développement a été fourni à la social-démocratie qui n'a plus à se défendre contre l'accusation d'être une force au service du capitalisme, mais contre celle, beaucoup plus facile à contrer, d'être fasciste. L'Internationale communiste à ce moment dégénérée et au service de l'Etat national russe, viendra proposer les fronts populaires et l'interclassisme le plus extrême, changeant complètement de position, proposant ainsi une alliance entre toutes les forces démocratiques bourgeoises (catholiques, libérales et socialistes) contre le 'méchant' capitalisme archaïque nazi-fasciste. Revenant donc à l'ancien socialisme réformiste, dans une vision progressiste de la société et de sa nécessaire forme démocratique contre les poussées les plus autoritaires.

«*Tout ceci conduisit directement à la situation défaitiste, du point de vue prolétarien, de la Seconde Guerre mondiale. Tandis qu'après la première, tout l'effort du mouvement orienté vers la victoire communiste en Russie était porté à la*

formation du parti de classe international qui se levait menaçant contre la bourgeoisie de tous les pays, après la seconde guerre, les staliniens liquidèrent l'orientation classiste et de parti et, avec cent partis petits-bourgeois, renversèrent toutes les forces que, malheureusement, ils contrôlaient, dans le mouvement de type légionnaire.

Les militants révolutionnaires se muèrent en aventuriers d'un type peu différent de celui fasciste des premiers temps. Au lieu d'être des hommes de parti, gardiens de l'orientation marxiste et de l'organisation autonome solide des partis de l'Internationale, ils devinrent des caporaux, des colonels ou des généraux d'opérette. Ils ruinèrent l'orientation révolutionnaire du prolétariat en le faisant terriblement reculer d'au moins un siècle. Ils appelèrent tout cela progressisme. Ils convainquirent les ouvriers de France, d'Italie et de tous les autres pays que la lutte de classe - naturellement offensive et ayant un caractère d'initiative délibérée et déclarée - se concrétisait en une défense, en une résistance, en une inutile et sanguinaire hémorragie contre les forces capitalistes organisées qui ne furent expulsées que par d'autres forces non moins régulières et non moins capitalistes, tandis que la méthode adoptée empêchait absolument, dans le mouvement en cours, une tentative d'attaque autonome de la part des forces ouvrières. L'histoire démontrera que de telles tentatives ne manquèrent pas comme celle de Varsovie durant laquelle les soviétiques attendirent impassibles à quelques kilomètres que l'armée allemande rétablisse l'ordre classique. Mais ce furent des tentatives condamnées à cause du fourvoiement démocratique et partisan des énergies de classe.

La dégénérescence opportuniste de 1914-1918, battue par le bolchevisme, c'est-à-dire par le marxisme dans sa vraie conception, se présente dans le même rapport vis-à-vis du chemin difficile de la classe travailleuse socialiste que la dégénérescence partisane de 1939-1945»[16].

Il est évident que ces pages écrites en 1949 décrivent encore aujourd'hui l'attitude bâtarde du militantisme de gauche et son déclin dans toute attitude de classe et révolutionnaire.

L'interprétation de Trotsky du totalitarisme (fasciste et stalinien) sera affectée par le concept de 'bonapartisme', c'est-à-dire d'un régime non pas de la classe bourgeoise, mais d'un régime qui contrôle la classe bourgeoise elle-même. Comme

la plupart des marxistes, Trotsky n'a pas nié le caractère strictement impérialiste du phénomène fasciste «*en fait, les cliques dirigeantes de tous les pays considèrent la démocratie, la dictature militaire, le fascisme, etc. comme différents outils et méthodes de subordination de leurs peuples aux fins impérialistes; d'autre part, au sein de l'un de ces régimes politiques, la démocratie est contenue depuis ses origines, par exemple sous la forme de l'état-major, d'un autre régime, la dictature militaire*» 1938.

Pour Trotsky, il fallait utiliser tactiquement la démocratie contre la bourgeoisie forcée d'utiliser le fascisme. Trotsky n'a pas pensé à changer la nature de la démocratie, il a pensé à changer son utilisation. Mais l'usage qu'une classe fait d'une forme politique n'est pas subjectif mais conditionné par le développement des classes et la lutte des classes.

N'ayant pas accepté ou assimilé la théorie de Marx, vigoureusement reprise par Lénine, pour laquelle la clarification des rapports de production entraîne automatiquement la clarification des rapports de distribution entre les classes. Trotsky a été amené à poser la question principalement en termes de tactique des forces politiques[17].

En effet, cette prévalence le conduit à une inclinaison 'tacticiste' quand il dit en attaquant directement les positions de la gauche communiste 'italienne': «*Ces sectaires refusent de reconnaître que nous menons la moitié, les trois quarts ou, à certaines périodes même 99 % de la préparation de la dictature du prolétariat sur la base de la démocratie, et ce faisant, nous défendons chaque centimètre carré des positions démocratiques conquises. Mais si les positions démocratiques de la classe ouvrière peuvent être défendues, pourquoi alors ne pourrait-on pas se battre pour elles alors qu'elles n'existent pas encore?*» En ne traitant que de la forme et non du contenu, Trotsky ne relie pas la lutte pour la démocratie à la lutte pour le contenu de la démocratie dans toute la phase pré-impérialiste du capitalisme. A ce stade, lutter pour la démocratie, c'est lutter pour le développement des forces productives, pour le développement du prolétariat. Que dans une telle situation le prolétariat défende les positions démocratiques qu'il a acquises est plus que naturel aussi parce que le prolétariat doit défendre ses positions dans toutes les situations. La défense des positions du prolétariat ne peut être confondue avec la défense d'une forme politique particulière, cette dernière n'est pas nécessairement dans les intérêts de la classe. Les positions du prolétariat ne peuvent être déterminées par des formes

politiques idéalistes mais toujours par les rapports de force entre les classes.

Ainsi Trotsky dans *Conversation with a Social Democratic Worker*, février 1933, après la prise de pouvoir d'Hitler, s'exprimait au sujet de la relation entre fascisme et démocratie: «*Si Hitler décide de liquider le Reichstag et si la social-démocratie se montre résolue à le défendre, les communistes aideraient la social-démocratie de toutes ses forces (...) Dans le cadre de la démocratie bourgeoise et au cours de la lutte incessante contre elle, les éléments de la démocratie prolétarienne se sont formés sur plusieurs décennies: partis politiques, presse ouvrière , syndicats, comités d'usine, clubs, coopératives, clubs de sport, etc. La mission du fascisme n'est pas tant de porter le coup définitif aux ruines de la démocratie bourgeoise que d'écraser les premiers germes de la démocratie prolétarienne. Quant à notre mission, elle consiste à placer les éléments de la démocratie prolétarienne à la base du système soviétique de l'Etat ouvrier. C'est pourquoi nous devons briser l'écorce de la démocratie bourgeoise et libérer son noyau de démocratie prolétarienne. C'est là l'essence de la révolution prolétarienne. Le fascisme menace le noyau vital de la démocratie ouvrière. Ce même fait détermine clairement le programme du front uni. Nous sommes prêts à défendre vos presses et les nôtres, mais aussi le principe démocratique de la liberté de la presse; vos maisons ouvrières et les nôtres, mais aussi le principe démocratique de la liberté de réunion et d'association. Nous sommes matérialistes et pour cette raison, nous ne séparons pas l'âme du corps. Tant que nous n'avons pas la force d'établir le système soviétique, nous nous plaçons sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Mais en même temps, nous ne nous faisons aucune illusion* ».

Ici, la grande illusion concerne en fait la 'démocratie prolétarienne' (instituts prolétariens, organisations syndicales, coopératives, etc.) qui se nourrirait de la démocratie bourgeoise. Et, puisqu'elle est considérée comme indispensable à la révolution et au futur État soviétique. Et puisqu'il n'est pas possible d'établir immédiatement l'État soviétique, il a été décidé de défendre la démocratie bourgeoise. Et cela en pensant que si elle était détruite, les institutions prolétariennes de cette prétendue 'démocratie prolétarienne' seraient automatiquement détruites, et tout serait perdu.

En réalité, tout était déjà perdu, pour la classe prolétarienne en Allemagne et dans le reste du monde, précisément à cause des déviations de la route révolutionnaire marxiste et de la concession aux illusions démocratiques, illusions qui ne

pouvaient certainement pas se transformer en perspectives réelles grâce à l'ajout de l'adjectif prolétarien au nom démocratie.

En ce sens, le déclin lent et inexorable du trotskysme doit être lu, en retournements continus et en expédients tactiques, comme l'une des nombreuses variantes de la social-démocratie.

Une interprétation spécifiquement idéaliste et bourgeoise du fascisme était celle d'Antonio Gramsci[18] qui, dans ses premiers pas au sein du jeune Parti communiste, avait encore du mal en 1921 à digérer l'idée que le pouvoir d'État est toujours, quelle que soit son enveloppe extérieure, un instrument de dictature de classe, au point qu'à la question: «*Qu'est-ce que cela signifie, du point de vue constitutionnel, que dans un État la dictature d'une classe est en vigueur et non un régime démocratique?*», il réponde: «*Cela signifie ceci: que les pouvoirs public, gouvernemental, législatif et judiciaire ne sont pas divisés et indépendants les uns des autres, mais sont unis en un seul pouvoir: le pouvoir gouvernemental*».

Pour Gramsci, le fascisme se présente comme un phénomène de régression historique et il devient donc nécessaire de relancer un processus de progrès contre la réaction. À bien des égards, son interprétation anticipe les politiques staliniennes et démocratiques liées aux fronts populaires. Les implications d'une telle politique reposent également sur le rôle joué par les figures sociales progressistes, voir par le rôle des intellectuels, de la bourgeoisie culturelle, véritables pierres angulaires sur lesquelles baser l'action politique.

À certains égards, c'est un retour à la bataille des Lumières. Les pages écrites par Gramsci dans les carnets de prison sont certes suggestives, mais elles se réfèrent plus à la sociologie qu'à la critique marxiste de la politique. C'est la perplexité face à la phase impérialiste, sa destruction des mythes progressistes des années 1800. Gramsci saisit le passage imposé par l'impérialisme et son besoin de contenir la gigantesque anarchie du marché qu'elle produit, mais ne saisit que ses aspects superstructurels comme dans son texte, L'américanisme et le fordisme, restant dans une vision idéaliste où la volonté détermine la matière et non l'inverse.

Gramsci va jusqu'à nier l'interprétation du fascisme en tant qu'agent du capital financier, se plaçant encore plus à droite que l'Internationale communiste désormais stalinisée elle-même en donnant un rôle actif et managérial aux classes moyennes dans le cadre de l'impérialisme. Ces classes ne sont plus seulement des

acteurs politiques et militaires capables de bloquer la menace révolutionnaire des classes subalternes, dans l'intérêt des élites sociales et économiques incapables de se sauver, mais peuvent potentiellement imposer à ces élites un ensemble de pouvoirs (les 'Forme') et des choix politiques (le 'contenu') avec lesquels façonner le nouvel État, non plus libéral mais complètement contre-révolutionnaire. Nous avons donc le fascisme en tant que représentant des classes moyennes au pouvoir. Des classes qui exploitaient, selon l'interprétation gramscienne, la dimension irrationnelle, les instincts et le besoin de certitudes dont une société immature avait un besoin particulier. Les portes de la 'société du mal' sont donc ouvertes, l'irrationnel devient un étalon.

Selon Gramsci, le signal révélateur de la volonté du fascisme de construire une relation religieuse avec les masses a été d'instituer 'l'École de mystique fasciste' à Milan, avec laquelle le terme 'mystique' a perdu le sens négatif qui lui est généralement attribué - c'est-à-dire, «*d'un état d'exaltation politique non rationnelle et irraisonnée, un fanatisme permanent qui ne peut être corrigé par des manifestations corrosives*» - pour en prendre un positif.

La religion politique fasciste trouve son objectif principal pour Gramsci dans la tentative de créer un homme collectif, un conformisme social qui annule les individualités donc croise les processus de massification et de dépersonnalisation déclenchés par les systèmes de rationalisation productive d'origine américaine (taylorisme et fordisme).

Le résultat du projet totalitaire du régime, visant à imprégner pleinement la vie sociale et l'univers privé des individus a été un fanatisme généralisé sur lequel reposait le vaste consensus au régime.

Pour Gramsci, cela a entraîné la nécessité non seulement de comprendre le fonctionnement de l'appareil religieux du fascisme, mais aussi, comme observé dans un autre endroit dans les Cahiers, d'étudier et d'élaborer les éléments de la psychologie populaire. D'où l'intérêt pour Freud, auquel ses notes se réfèrent plusieurs fois[19].

Dans ce cas également, le mécanisme du fascisation de la société identifié par la gauche communiste italienne n'a été mis en évidence qu'en surface, mettant en exergue les aspects les plus impromptus. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde massifié où l'individu est placé au centre de tout, précisément parce qu'il ne compte

pour rien…

L'idéalisme de Gramsci se manifeste également dans la même interprétation de la catégorie du prolétariat. Gramsci a vu dans le prolétariat non pas une classe objectivement révolutionnaire mais toujours le quatrième État des vieux socialistes, imprégné de valeurs humanistes et solidaires, un ordre parmi d'autres, luttant pour l'hégémonie dans le but d'améliorer une société plutôt que pour la détruire complètement et en faire advenir une autre.

---

14 *Moscou sous Lénine*, Alfred Rosmer, https://www.marxists.org/francais/rosmer/works/msl/index.htm

15 *Correspondace Internationale*, 2 septembre, 1924

16 *Marxisme ou partisanat*, Battaglia Comunista, 1949, http://www.sinistra.net/lib/bas/battag/ceju/cejueduzuf.html

17 C'est autour de ce point que se manifestent les limites historiques de Trotsky dans l'analyse de la société soviétique. L'exemple classique est la théorie de Trotsky sur la nature sociale de l'URSS considérée comme un 'État ouvrier dégénéré' dans lequel les rapports de production seraient socialistes et ceux de distribution seraient bourgeois. Par conséquent, la re-proposition de la forme politique démocratique comme forme complètement éloignée du mode de production et de la conséquente distribution du produit entre les classes devient récurrent. Très souvent, la re-proposition de la forme démocratique est indiquée comme la possibilité de lutter pour un type de distribution différent de celui qui dérive automatiquement du mode de production.

18 Nous signalons ces deux textes, pourtant non disponibles en français: *Il Gramscismo, malattia di ogni età del comunismo*, Edizioni Il Programma Comunista, 2004 e C. Riechers, *Gramsci e le ideologie del suo tempo*, Graphos, 1993

19 Le psychanalyste et psychiatre autrichien Wilhelm Reich, après avoir observé pendant quelques années la montée en puissance du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne, écrivit en 1933 l'essai *Psychologie de masse du fascisme*, dont la publication et la diffusion a été immédiatement interdite par les nazis. Reich a utilisé la théorie de Freud de la psychanalyse pour tenter de formuler un diagnostic psychologique du phénomène fasciste et de l'idéologie nazie, tous deux considérés par Reich comme l'expression du déclenchement d'une 'hystérie de masse', effet de la répression sexuelle qui prévalait au début du XXe siècle et déchaînement des pulsions libidinales destructrices. Reich a soutenu que les mouvements de masses aliénées, faisant l'éloge de la guerre, du racisme, du lynchage, de la cruauté et de la mort, sont victimes de la soi-disant 'peste émotionnelle'. Il tire ce concept de celui de psychologie de masse de Freud et de la notion d'aliénation de Marx. Il y a quelques fétiches qui mènent à la 'peste', comme le

nationalisme, le patriotisme, la tradition, le patriarcat, l'autoritarisme, le familisme, la religion, l'obéissance et les hiérarchies, tous les processus de déshumanisation dans lesquels les individus se transforment en une masse mécanisée, par les classes dirigeantes 'psychopathes' de la société. Au-delà des indices impliqués, Reich a fini par définir le phénomène fasciste comme une aberration de l'histoire, en introduisant des catégories morales et éthiques qui n'ont rien à voir avec le marxisme. Dans le livre, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, écrit à l'hiver 1844-1845, Engels dresse le portrait de la famille ouvrière. Il souligne que la débauche sexuelle est l'un des vices majeurs du travailleur qui n'est pas encore devenu un membre conscient de l'armée ouvrière révolutionnaire et qui reste soumis à l'ordre social de la bourgeoisie. «*Lorsque vous placez les hommes dans une situation qui ne convient qu'aux bêtes, ils n'ont plus qu'à se rebeller ou sombrer dans l'animalité. Et puisque, de plus, la bourgeoisie elle-même contribue courageusement à l'augmentation directe de la prostitution [...], elle n'a pas vraiment le droit de blâmer les travailleurs pour leur brutalité sexuelle*». Selon Engels, les conditions dans lesquelles la société bourgeoise place les travailleurs rendent la sexualité joyeuse impossible.

Démocratie et fascisation de la société

La centralisation du capital et la concentration des moyens de production accentuent la tendance au capitalisme d'État dans les deux rôles, prévus par Lénine, de contrôle et de propriété. Dans la pratique, ces deux rôles sont donc divisés en de nombreuses variantes, de l''État contrôlant' à l''État propriétaire', de l''État entrepreneur' à l' 'État actionnaire', de l''État banquier' à l''État financier'. Cependant, l'entreprise capitaliste caractérisée par la relation entre capital constant et capital variable reste au centre de chaque variante. Le capitalisme d'État né dans les années 20-30 (dans sa variante autoritaire italienne, primitive russe et démocratique américaine) ne change pas cette relation. Le capitalisme d'État ne peut être que le capitalisme, mais si tout se limitait à cette constatation, il n'y aurait même pas besoin d'en parler puisque le problème n'existerait pas. Si, en revanche, dans la théorie et la pratique marxistes, le problème existe, c'est parce que le processus global du capital et de la société divisée en classes ne se termine pas dans le processus de production et dans les relations de production mais implique l'ensemble des fonctions du capital et l'ensemble des rapports sociaux.

Le capitalisme d'État, comme l'impérialisme, est le capitalisme, mais tout comme nous identifions les traits caractéristiques ou spécifiques de l'impérialisme, qui n'annulent pas ceux typiques du capitalisme car ils sont générés par lui, nous devons également identifier les traits caractéristiques ou spécifiques du monopole et du capitalisme d'État. Ceci est essentiel pour comprendre avec quelles formes politiques s'exprime la tendance au capitalisme monopolistique dans l'impérialisme. L'oscillation de la forme anti-démocratique et démocratique parlementaire est liée à la défense de la bourgeoisie et de ses déterminés rapports sociaux. La tendance à la centralisation économique reste invariante peu importe l'oscillation. Mais la fascisation de la société (cadre de classe, militarisation, déclin de forme) est le seul processus à pouvoir freiner ces gigantesques contradictions nées du même mode de production capitaliste. Plus cela se manifeste dans ses aspects politiques 'totalitaires', plus nous sommes confrontés à une faiblesse de la classe bourgeoise.

Mûri à des époques et des conditions différentes, chaque État totalitaire a ses propres caractéristiques, même si l'expansion et la concentration du capitalisme

sont deux aspects du même problème et donnent lieu au même phénomène: la centralisation du pouvoir économique et politique. Si les nations monopolistes doivent copier les formes organisationnelles et les méthodes militaires du totalitarisme, elles doivent également lui emprunter sa propagande. Même s'il existe des différences substantielles entre le totalitarisme de l'AXE et le monopole démocratique anglo-américain, les mêmes processus de fascisation sont toujours atteints:

«*Dans les démocraties, si les monopoles soutenus par l'État parviennent à atteindre leur objectif... - servira principalement à défendre le capital privé et ses bénéfices. Les super monopoles garantiront des bénéfices supplémentaires qui réduiront encore les bénéfices des concurrents affaiblis. Les monopoles d'État des nations vaincues seront éliminés, nous aurons le contrôle américain, le libre-échange, à la fin de la guerre. Bien sûr, ce sera un échange particulier - libre -, semblable à celui défendu dans le passé par une épée tirée d'Angleterre en raison de sa position monopolistique sur le marché mondial. Le libre échange américain signifiera simplement la monopolisation par les États-Unis de la pratique monopolistique interdite aux autres nations*»[20].

Opposer au capitalisme autoritaire la démocratie, c'est faire une fausse opposition, il faut commencer par s'attaquer au problème des formes politiques du capitalisme monopoliste dans l'impérialisme.

La théorie marxiste du développement capitaliste est claire à ce sujet. Engels voit le capitalisme d'État comme un débouché historique pour le processus de centralisation du capital et de concentration des moyens de production. Lénine a vu ce débouché émerger pendant la Première Guerre mondiale. Ce qui a pris forme dans les années 30 n'est donc pas une nouveauté pour le marxisme mais une confirmation de la prédiction scientifique énoncée un demi-siècle à l'avance.

Le capitalisme d'État étant le résultat d'un processus et non d'une apparition soudaine, il ne peut en aucun cas se présenter comme un pur phénomène social. Les secteurs des capitaux privés et des capitaux publics coexistent à court, moyen et long terme. Pour mieux dire, les différents rôles, privé et étatique, du processus de production et du mouvement des capitaux sont combinés dans un entrelacement multiforme qui, par sa nature, est toujours spécifique, n'étant typique que de la relation capitaliste fondamentale de production, c'est-à-dire la

relation entre capital et salaires.

Aujourd'hui, le terme néolibéralisme est utilisé de manière inappropriée, pensant qu'après une phase étatique, il est passé à une phase non étatique, les États existent et sont de plus en plus présents dans la vie économique et sociale. Le libéralisme classique lui-même s'est développé grâce au rôle de l'État. Il est banal de rappeler que face à toutes les turbulences ou 'guerres économiques' liées à la concurrence et aux monopoles, les différents secteurs de la bourgeoisie reviennent toujours à la demande de 'protection' de l'Etat, ressemblant ainsi aux acrobates qui prétendent défier la mort mais qui veulent avoir une feuille de protection sûre si jamais ils tombent au sol. Face aux marées financières et à leur dimension transnationale, l'État bourgeois essaie de freiner, mais est de plus en plus submergé par cette marée, néanmoins il ne perd pas, voire renforce, sa dimension militaire de guerre préventive contre le prolétariat.

Le capitalisme monopoliste n'est pas un nouveau mode de production et ce n'est pas une nouvelle formation socio-économique. Sa superstructure ne représente pas la domination de la politique sur l'économie, comme l'affirment les théoriciens du totalitarisme, sans pouvoir le démontrer. Ils appellent 'totalitarisme' la tendance naturelle au capitalisme d'État et ce n'est pas un hasard s'ils établissent une nouvelle opposition, fausse, entre le 'totalitarisme' et la démocratie. L'analyse de la combinaison multiforme, qui concrétise spécifiquement la tendance au capitalisme étatique et monopoliste, implique donc une analyse de la forme politique cohérente avec l'approche générale du problème.

C'est entre les années 1920 et 1930 que l'impérialisme, durci par la crise, accentua cette tendance au capitalisme d'État qui avait déjà fortement stimulé le conflit mondial. Cette tendance s'exprimait sous la forme stalinienne[21] en Russie, sous la forme fasciste en Allemagne et en Italie et sous la forme démocratique aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France. La tendance au capitalisme d'État, comme on peut le voir, a pris diverses formes qui reflétaient les différents niveaux de domination de la bourgeoisie impérialiste, mais la nécessité pour la bourgeoisie de contrôler les poussées anarchistes produites par le développement capitaliste et de lutter contre l'inévitable lutte des classes que cette contradiction entraîne est restée incontestable. La nationalisation n'est pas nécessairement liée à la présence de partis fascistes et réactionnaires. En fait, nous avons également un étatisme sous des formes démocratiques et totalitaires.

La tendance au capitalisme d'État réside dans la dynamique de centralisation et de concentration des capitaux qui sont entrées dans le stade suprême de l'impérialisme. À la suite de cela, on peut donc affirmer que l'impérialisme est réactionnaire dans son ensemble pour les forces productives qu'il détruit dans les crises et les guerres, plus qu'il ne crée. En effet, c'est précisément parce qu'elle crée d'énormes forces productives que ses crises et ses guerres sont si destructrices. Lénine dit à juste titre que la phase impérialiste, où le capitalisme d'État augmente, accélère le développement des forces productives dans le monde. L'histoire d'un siècle l'a montré, tout comme elle a montré à quel point la destruction a conduit à un développement régi par les lois du capitalisme: une production volcanique et une anarchie du marché, c'est donc uniquement à partir de ce processus historique que nous devons commencer à analyser la tendance historique de la fascisation du capitalisme.

La concentration du capital n'est pas l'exception mais la règle du processus historique dans le mode de production capitaliste: l'intervention de l'État, l'étatisme et le régime de monopole en sont la conséquence directe. Le vieux mythe de la 'démocratie' du 'libéralisme pur' des illuministes (des mercantilistes), de la bourgeoisie 'révolutionnaire', du mythe de la volonté individuelle des bourgeois du début du capitalisme se décompose à mesure que le capital se concentre. La concentration du capital détermine le centralisme politique donc, plus les forces productives entrent en collision avec les anciennes relations sociales et donc avec les classes qui détiennent le pouvoir par leur État, plus cette tendance historique se manifeste de façon accélérée. Il ne faut donc pas tomber dans l'erreur grossière d'associer mécaniquement les mouvements fascistes à la fascisation, les fascistes sont et ont été une tendance née dans un contexte historique spécifique qui répondait à certains besoins de la bourgeoisie (en plus ils étaient l'expression directe d'États qui devaient accélérer face à la concurrence inter-impérialiste). La fascisation est une tendance continue du capitalisme à son époque impérialiste. Il est évident que la 'démocratie' est la meilleure enveloppe du capitalisme comme l'écrivait Lénine et pas seulement pour la domination de classe. C'est la meilleure enveloppe pour le développement de la classe dirigeante, c'est-à-dire pour le développement du capitalisme et de sa loi de concentration. La 'démocratie' est la forme directe qui favorise et n'entrave ni la centralisation et la concentration du capital, ni la dynamique de l'impérialisme, mais elle perd sa signification historique grâce aux contradictions mêmes du capitalisme. Pendant la Première

Guerre mondiale, Lénine (en 1916) a observé dans l'impérialisme que: «*La différence entre la bourgeoisie impérialiste démocratique républicaine et la bourgeoisie impérialiste monarchique réactionnaire est en train de disparaître parce que les deux se décomposent tout en continuant à vivre*». Nous sommes face à la bourgeoisie qui s'est développée de manière impérialiste et qui, en raison de sa décadence et des anciennes relations sociales qu'elle incarne, ne libère pas le potentiel des forces productives. Les forces productives, constituées principalment par les hommes aptes à la production, leurs regroupements et les outils et moyens mécaniques qu'ils utilisent, agissent dans le cadre des formes de production.

Nous entendons par formes l'organisation et les rapports de dépendance dans lesquels se développe l'activité productive et sociale. Sont compris dans ces formes toutes les hiérarchies constituées (familiales, militaires, théocratiques, politiques), l'Etat et tous ses organismes, le droit et les tribunaux qui l'appliquent, les règles et les disposition de nature économique et juridique qui résistent à toute transgression.

La société revêt un type donné tant que les forces productives se maintiennent dans le cadre de ses formes de production. A un moment donné de l'histoire, cet équilibre tend à se rompre. Des causes diverses, parmi lesquelles les progrès de la technique, la croissance de la population, l'élargissement des communication, augmentent les forces productives. Celles-ci entrent en conflit avec les formes traditionnelles et tendent à en briser le cadre ; quand elles réussissent, on se trouve en présence d'une révolution: la communauté s'organise suivant de nouveaux rapports économiques, sociaux et juridiques, de nouvelles formes prennent la place des anciennes.

Dans un texte de la gauche communiste 'italienne' que nous avons republié dans le numéro 2 de Le Fil Rouge, *Le programme révolutionnaire immédiat*, nous parlons du socialisme en tant que société qui réduit les forces productives, aujourd'hui monstrueusement amplifiées. Nous vivons maintenant dans une société où l'abondance règne et la pénurie est créée artificiellement par les relations sociales de plus en plus anciennes qui dominent l'espèce humaine.

La décadence ne signifie en aucune façon une stagnation dans le développement des forces productives; c'est la qualité du développement des forces productives qui change la direction historique et non la quantité. Le développement des forces productives, que l'impérialisme accélère même, ne génère plus de progrès et de

dépassement de la barbarie, comme dans la phase ascendante de la bourgeoisie; il génère des guerres et des destructions.

Pour Lénine: «*La réaction politique à tous les niveaux est une caractéristique de l'impérialisme*», Lénine dit essentiellement qu'avec l'impérialisme, la démocratie est devenue réactionnaire. Par conséquent, c'est la 'meilleure enveloppe' du capitalisme pour cela, nous l'appelons 'fascisation'. En aucun cas Lénine ne parle de la décadence de la démocratie ou de l'opposition entre la démocratie et la dictature directe, en effet, selon Lénine, la démocratie est la meilleure dictature pour la bourgeoisie impérialiste, réactionnaire à tous les niveaux.

La victoire de la Seconde Guerre mondiale a été strictement américaine, ni russe ni encore moins anglaise ou française... C'est la victoire du capitalisme monopoliste américain qui a soumis le travail futur de milliards d'êtres humains, 'aidé' par le plan Marshall dans la reconstruction de leurs pays et dans la stimulation de leurs économies effondrées. En réalité, c'est le monde réduit qui a aidé les États-Unis à surmonter leur crise d'exubérance productive et de capitaux.

La guerre est rentable mais pas au sens moraliste simple: il ne s'agit pas de soulever l'indignation contre les politiciens, les fabriquants d'armes qui s'enrichissent de sang répandu, ni d'exploiter les populations de pays entiers à dessein humanitaire contre les souffrances que cette guerre implique et qui excite tellement la propagande de la gauche démocratique officielle mais comprendre que la guerre est le résultat du capitalisme qui a atteint sa phase impérialiste. C'est ce qui doit être mis en accusation, pas les gouvernements ni les hommes. La question de la dette publique (liée au capitalisme d'État et monopoliste) n'est pas une question de mauvais gouvernement, mais le principal ressort du capitalisme depuis sa naissance et qui représente aujourd'hui le seul moyen de donner de l'oxygène à l'économie des pays développés.

La dette publique, américaine et européenne, était le seul moyen de soutenir le flux de capitaux, et inversement, de supporter le fardeau des prêts. Dans ces conditions, la domination des États-Unis sur le monde entier se renforce et devient totale et seuls les imbéciles peuvent dire que si le bastion russe n'avait pas été là 'cela aurait été pire'.

Quel est le pire capitalisme: le capitalisme développé américain ou le capitalisme russe croissant? Comment mesurer cela?

Comme Marx considérait historiquement le renforcement du pouvoir totalitaire de l'État comme le dernier obstacle contre lequel la révolution aurait dû concentrer ses énergies, nous disons donc que, malgré tous les actes de terrorisme idéologique, c'est au fil des choses que s'affirme un seul monstre impérialiste mondial contre lequel la révolution également mondiale doit enfin se lancer après avoir dispersé et affaibli ses forces.

La révolution doit donc avant tout frapper le bastion contre révolutionnaire américain sous toutes ses formes, afin que l'effondrement interne puisse se souder avec le chaos 'barbare' créé par les masses de peuples opprimés qui dans le monde sont pousées par la faim et surtout, souder le prolétariat international dirigé par son parti par son programme de classe historique: le programme communiste. Ce n'est qu'avec un guide sûr dans la doctrine et la tactique que le prolétariat révolutionnaire pourra tirer parti de ces immenses forces de la société mondiale fallacieuse maintenant pleinement intégrées dans le réseau des intérêts capitalistes. Cependant, diaboliser l'Amérique est inutile. Comme il est inutile de nommer révolutionnaires ceux qui, sont fatalement submergés par l'avancée du rouleau compresseur américain: la fonction révolutionnaire d'une éventuelle guerre générale contre les États-Unis réside dans ses prémisses et dans l'éventuel débouché objectif.

Aujourd'hui, il est nécessaire de pouvoir saisir la situation moins favorable à l'encadrement de la classe ouvrière et de son internationalisme, mais cela n'a rien à voir avec le soutien des marxistes à la possible coalition bourgeoise anti-américaine, soutien que nous devons résolument nier.

---

20 P. Mattick, *Competition and Monopoly* , New Essays Vol. 6. N°3 - 1943

21 Par 'stalinisme', nous entendons non pas la doctrine d'une personne, mais l'attitude politique et sociale induite par la contre-révolution en Europe depuis le milieu des années 1920. Il est clair pour nous qu'il y a des invariances importantes entre le stalinisme et les structures idéologiques et politiques bourgeoises, comme il y a en comparaison avec les autres 'ismes' desquels s'est nourrie la politique du dernier siècle. Le stalinisme était le produit de bouleversements sociaux matériels, en Russie et au-delà, qui ont conduit le monde entier à adopter des politiques totalitaires d'intervention de l'État dans la vie des citoyens pour la préservation de la société capitaliste. Et, s'il est idiot d'unir Staline, Hitler et Mussolini sur la base du seul paramètre de la violence de classe explicite, il est plutôt correct d'identifier l'invariant de la conservation à travers la direction étatique de l'économie et de la société tout entière. Plaidoyer pour Staline , *Il*

programma comunista, 1956, http://www.sinistra.net/lib/pro/innuacacaf.html

Intégration et dé-intégration

La fascisation est un processus d'intégration qui implique l'économie et la politique, il se répercute dans la classe à travers des politiques socio-culturelles-politiques, telles que l'organisation des syndicats dans l'État[22]. Mais ce processus n'est plus suffisant pour contenir les contradictions impérialistes, phase suprême et finale du capitalisme, qui produit une dé-intégration croissante au niveau social. L'Etat reste, ou plutôt se renforce, comme une forme de domination de classe militaire, à exercer sur le front extérieur et intérieur.

La nécessité d'une vie économique de plus en plus centralisée, comme celle d'une production menant au monopole, se reflète dans la nécessité du totalitarisme dans le domaine politique, résultat de la centralisation du pouvoir bourgeois dans l'exécutif, représenté par des marionnettes dociles aux ordres du Capital. Par conséquent, le système dans son ensemble tend à supprimer efficacement l'activité de classe immédiate en cooptant les syndicats en 'intérêts généraux', qui deviennent ainsi des courroies de transmission entre le capital et la force de travail.

Le perte de sens de la politique parlementaire pour les factions bourgeoises elles-mêmes est évident. Tous participent à des tables rondes, des talk-shows, des forums grand public, pour discuter avec 'égale dignité', tout en conservant des petits excès verbaux et des excès de civisme, juste assez pour effacer l'ennui des élections et de la 'politique'. Il ne suffit pas de dire que cette sale institution du Parlement ne sert pas le prolétariat. Il ne sert plus à personne dans cette ligne de tendance.

La désintégration n'annule pas les anciens mécanismes de fascisation de la société. Les classes moyennes et avec elles l'aristocratie ouvrière sont en crise, et cela détermine un retour à la souveraineté la plus myope, mais elles ne sont pas destinées à mourir, comme base vitale pour la bourgeoisie parce qu'à travers elle elle exerce son contrôle et influence le prolétariat lui-même par opportunisme:

«*Pour la Gauche, l'opportunisme n'est pas un phénomène de nature morale et réductible à la corruption des individus, mais un phénomène de nature sociale et historique qui fait qu'au lieu de combattre le front réactionnaire de la bourgeoisie et des couches petites bourgeoises plus conservatrices encore, l'avant-garde*

prolétarienne tend à établir une soudure entre le prolétariat et les classes moyennes. En cela, le phénomène social de l'opportunisme ne diffère donc pas du fascisme, puisqu'il s'agit toujours d'asservir le prolétariat aux couches petites-bourgeoises ('intellectuels', 'classe politique' et classe bureaucratique administrative), qui en réalité ne sont pas des classes douées d'une vitalité historique propre, mais des couches marginales et parasitaires tout à fait méprisables. Il ne s'agit pas là de ces déserteurs de la bourgeoisie dont Marx décrit le passage fatal dans le camp de la classe révolutionnaire, mais au contraire des meilleurs serviteurs et défenseurs de la conservation capitaliste, qui vivent de la plus-value extorquée aux prolétaires.

Le nouveau mouvement faillit même tomber dans l'illusion selon laquelle il y avait encore quelque chose à faire dans les parlements bourgeois, en se plaçant sans doute dans l'optique des fameuses thèses de Lénine, qu'il s'efforçait de ressusciter, mais sans comprendre qu'un bilan historique irrévocable avait montré que cette tactique ne pouvait aboutir, quelles qu'aient pu être en 1920, à un moment où l'histoire tout entière semblait prête à basculer, la grandeur et la noblesse des perspectives révolutionnaires visant à faire sauter les parlements de l'intérieur; mais tout se réduisit au contraire à la triviale revanche sur le fascisme: 'Vive le parlement!'».

Thèses de Naples, Parti Communiste International, 1965[23]

La tourmente économique rend évidemment ces secteurs plus faibles qui, bien qu'ils n'aient pas leur propre programme, 'évoluent' nécessairement dans les rapports de force actuels déterminés par la lutte des classes.

Les contradictions battent le capitalisme actuel, cela se manifeste également dans la difficulté des États capitalistes à intégrer et à développer des politiques sociales, et cela se reflète dans la 'courte' vie des classes politiques parlementaires elles-mêmes. Nous assistons à un mouvement magmatique et chaotique de capitaux (masse financière amplifiée qui domine le monde) qui se mangent les uns les autres comme des bêtes féroces, où les machines (travail mort) continuent de manger les travailleurs (travail vivant).

Cette accélération se reflète dans la durée de vie des différentes expériences politiques. Des 'gros partis', nous sommes passés à des partis et mouvements 'fluides' qui ont de moins en moins d'adhérence et de consensus sur le tissu social.

Cette accélération a son implication dialectique dans la 'vitesse' avec laquelle se

propagent les mouvements de protestation classiste et interclassiste. Les mouvements actuels qui traversent la planète sont imprégnés de tous les retards causés par des années de contre-révolution: pacifisme, localisme, nationalisme, interclassisme, etc., mais on assiste au fil des années à leur radicalisation, du fait de l'exacerbation des phénomènes de dé-intégration et, à partir de là, au recours à la force dirigée contre ces mouvements, un symptôme de faiblesse et non de force étatique. Nous ne sommes pas confrontés à des mouvements qui ont développé des forces centralisatrices d'énergie. Le manque de l'organe de classe, le parti, est évident, par exemple le problème du monopole de la violence et l'État ne se pose pas[24]. Le Parti ne peut pas être 'fondé' ou 'construit', mais devra jaillir du choc des grandes forces mises en mouvement par les contradictions du capitalisme lui-même. De profonds bouleversements économiques et sociaux, voire des guerres généralisées, feront ressortir ces immenses potentiels.

Par le terme 'parti', nous n'entendons pas une simple organisation politique, mais l'antithèse organique de toute forme d'organisation exprimée jusqu'à présent par les sociétés de classe. Dans une période comme la présente, la possibilité d'une action du parti se rétrécit beaucoup, mais ne l'amène pas à rompre la ligne historique de préparation pour une future grande reprise du mouvement de combat prolétarien, qui englobe tous les résultats et l'équilibre des expériences passées. Il est essentiel que le mouvement révolutionnaire actuel lutte pour le socialisme scientifique, le seul qui représente le futur programme de classe historique dans la lutte titanesque entre le capitalisme et le communisme. Contre la fluidité de la politique bourgeoise, nous répondrons toujours par un monolithisme révolutionnaire, pour le programme communiste.

La fluidité de la politique bourgeoise ne doit cependant pas nous distraire de ce qu'est le monopole de la violence, qui reste ferme entre les mains des États bourgeois, d'intégration ou de dé-intégration ...

L'utilisation de voies fortes par l'appareil d'État n'est qu'un des moyens de perpétuer l'oppression capitaliste, en ce sens la relation entre l'agression et l'oppression est dynamique et certainement pas statique et linéaire. Dans la véritable histoire sociale, la préservation de la domination, c'est-à-dire l'oppression d'une classe sur une autre, est souvent effectivement réalisée avec l'arme de l'intégration. Ce qui échappe à la pensée réformiste, c'est le fait que l'accumulation est la fin, et que la fin, selon les circonstances, est poursuivie dynamiquement par

l’arme de l’agression violente, ou par l’arme de l’intégration sociale (ces derniers, également avec la soi-disant redistribution des revenus et des garanties sociales plus importantes à certaines franges de la classe).

Nous avons souligné le terme arme, conçu comme un moyen de parvenir à une fin, tout d’abord pour indiquer le fait qu’à certains moments l’agression n’exclut pas l’intégration et, en effet, très souvent, on peut voir la présence simultanée de ces deux aspects dans la même période historique et dans le même type de société, avec la prévalence tantôt de l’un, tantôt de l’autre. En ce sens, la relation se révèle dynamique et discontinue, se matérialisant, selon les phases historiques du conflit de classe, dans une prévalence plus ou moins grande d’intégration ou d’agression. L’intégration, au-delà de son apparence pacifique et démocratique, n’est qu’un outil et une arme pour perpétuer un système social basé sur la violence substantielle de la domination de classe. Le choix politique du réformisme social-démocrate, en embrassant l’arme d’intégration dominante avec ses implications parlementaires, est donc destiné à devenir un instrument objectif de l’oppression capitaliste. Certes, dans certains événements historiques, le réformisme a également utilisé l’arme alternative de l’agression violente sans problèmes de conscience (il suffit de penser au rôle du Parti communiste italien dans les années 70 en Italie contre les luttes prolétariennes).

La dé-intégration par la militarisation et le rétrécissement général des conditions de vie, qui se manifeste dans la perception d’un ‘pas d’avenir’, sont les effets d’une polarisation qui non seulement érode les classes moyennes et l’aristocratie ouvrière, mais augmente l’armée de prolétaires sans réserve dans le monde entier. La fascisation de la première période d’intégration est aujourd’hui exclue. Au-delà des fleuves de mots, c’est la réalité qui a exécuté ceux qui parlaient de l’intégration du prolétariat au capital, alors que c’est le même capital qui aujourd’hui le dé-intègre[25]...

Ce processus ne doit pas être lu de manière catastrophiste, le capital à travers les guerres peut développer de nouveaux cycles d’accumulation, ce n’est pas un hasard si aujourd’hui la guerre devient permanente, même si elle est localisée et multiforme. Nous avons l’exploitation de la catastrophe écologique, qui pourrait représenter un nouveau cycle d’accumulation avec le terme ‘économie verte’, avec ses multiples facettes en matière de production et de distribution, de l’utilisation des énergies renouvelables à une nouvelle production masse d’objets. Ce n’est pas

un hasard si les plus grands géants de l'automobile s'affrontent aujourd'hui sur ce terrain. Dans l'utilisation de la catastrophe écologique, nous mentionnons par exemple la compétition impérialiste pour conquérir la glace du pôle nord. La fonte des glaces au Groenland a ouvert de nouvelles voies de navigation, l'extraction vierge de matières premières et d'aliments tels que la pêche. Les principaux États se sont lancés dans la conquête de ce monde petit mais nouveau et inexploré. Faire des profits sur les catastrophes n'est pas nouveau. D'un autre côté, il est criminel de croire que tout cela peut être contré dans les logiques capitalistes, qui ont créé tout cela.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à un capitalisme toujours plus total (autonomisation du capital)[26] et donc de plus en plus ancien, où les contre-tendances qu'il met en place portent les contradictions à un niveau supérieur, avec une polarisation de classe plus marquée. L'organisation totale de la durée de vie des hommes, pas seulement celle du travail, typique du fascisme, est prolongée dans l'armure démocratique actuelle de la société avec ses syndicats comme une annexe du ministère du Travail, avec des partis politiques aux programmes nécessairement conformes aux besoins des 'marchés', avec la guerre psychologique constante qui bourre les crânes, avec les excuses exaspérées de la merveilleuse société riche et démocratique souhaitée par tous (mais la police, l'armée et les services secrets aident beaucoup). L'ordre et l'organisation d'en haut sont indispensables lorsque le système est en danger en raison de sa propre nature, étant donné que, par exemple, la libre concurrence conduit en fait à l'expropriation entre capitalistes et donc au monopole; ou quand il vacille avec crainte à cause de la diminution du flux de valeur des secteurs productifs et à cause de la 'surpopulation relative' croissante que l'on est obligé de garder improductive et parasitaire. Ensuite, l'État (chaque État) intervient avec des manœuvres correctives totalitaires dans l'économie. L'organisation tend à neutraliser les mouvements de concurrence anarchistes, d'où la fascisation irréversible et planétaire de la société, y compris la répression ouverte, tant que la démocratie est idolâtrée.

Le capitalisme d'État monopoliste, que nous appelons la fascisation de la société, du Keynes démocratique américain au fascisme nazi italo-allemand, représente un processus de régulation et de défense non seulement contre les intérêts des classes prolétariennes, mais contre la bourgeoisie libérale elle-même. Cette tentative est toujours en cours et parallèlement les poussées anarchistes du capitalisme de la

phase impérialiste sont maintenant encore plus accélérées, les rendant moins efficaces contre les tendances mises en œuvre par le système lui-même. Plus ces contre-tendances sont inefficaces, plus il sera possible pour le prolétariat et son organe révolutionnaire (le parti politico-militaire) de briser la machine de l'Etat bourgeois.

Les problèmes historiques d'aujourd'hui et d'hier ne sont pas résolus par la légalité mais par la force! Quand les esclaves se sont battus pour s'émanciper, ont-ils proposé une république d'esclaves, ou une république sans esclaves? Les prolétaires se battront pour une société sans salaire!

Le Fil Rouge 2020

22 Cela ne signifie cependant pas absolument renoncer à l'action syndicale économique et sociale. Les syndicats 'de gauche' et 'de droite' restent toujours des associations économiques, ils rendent encore plus évidentes les limites du syndicalisme révolutionnaire, et les théories spontanéistes de la lutte ouvrière. «*Le parti ne dissimule pas que, dans une phase de reprise, il ne réussira à se renforcer de façon autonome que s'il naît une forme d'associationnisme économico-syndical des masses.*

Bien qu'il n'ait jamais été libre de l'influence des classes ennemies et qu'il ait servi de véhicule à des déviations et des déformations profondes et continues, bien qu'il ne soit pas un instrument révolutionnaire spécifique, le syndicat ne peut cependant rester indifférent au parti, qui ne renonce jamais volontairement à y travailler, en se démarquant nettement de tous les autres groupements politiques. Tout en reconnaissant qu'aujourd'hui son travail syndical ne peut se faire que de façon sporadique, le parti n'y renonce jamais; dès lors que le rapport numérique concret entre ses membres, ses sympathisants, et les syndiqués d'une branche donnée sera d'une certaine importance, et à condition que cette organisation n'ait pas exclu jusqu'à la dernière possibilité virtuelle et statutaire d'y mener une activité autonome de classe, le parti entreprendra d'y pénétrer et s'efforcera d'en conquérir la direction». Action du parti en Italie et dans les autres pays en 1952, Parti Communiste International, 1952, http://www.sinistra.net/lib/bas/progra/vami/vamimfebif.html#u4

23 http://www.sinistra.net/lib/bas/progra/vana/vanaidudaf.html

24 «*L'aspect le plus important de la lutte politique au sens marxiste est la guerre civile et l'insurrection armée par lesquelles une classe renverse le pouvoir de la classe dominante ennemie et instaure le sien. Une telle lutte ne peut aboutir à la victoire que si elle est dirigée par l'organisation du parti*». *Thèses caractéristique du parti*, Parti Communiste International, 1951, http://www.sinistra.net/lib/bas/progra/vami/vamimfebif.html#u4

25 P. Mattick, *Les limites de l'integration: l'homme unidimensionnel dans la societé de classe*, (Integration capitaliste et ropture ouvriere), EDI Paris, 1972

26 *Robot et finance*, Le Fil Rouge, n.5 2019

Socialisme scientifique et classes moyennes

«La lutte entre le capitaliste usurier et le capitaliste industriel se déroule au sein de la bourgeoisie elle-même, et bien qu'assurément un certain nombre de petits-bourgeois soient poussés vers nous par la certitude de leur prochaine expropriation de la part des boursiers, nous ne pourrons jamais espérer les gagner en masse. Ce n'est d'ailleurs pas désirable, car ils apportent avec eux leurs étroits préjugés de classe. En Allemagne, nous n'en avons que trop, et ce sont eux qui forment ce poids mort qui enfonce la masse du parti. Ce sera toujours le sort des petits bourgeois pris dans leur masse, de flotter avec indécision entre les deux grandes classes, les uns devant être écrasés par la centralisation du capital, les autres par la victoire du prolétariat. Au jour décisif, ils seront comme d'habitude chancelants, hésitants et impuissants; ils se laisseront faire, et c'est tout ce que nous demandons. Même s'ils se convertissent à notre point de vue, ils diront: le communisme est naturellement la solution finale, mais elle est lointaine, il faut peut-être cent ans avant qu'elle puisse se réaliser – en d'autres termes: nous n'avons pas l'intention d'œuvrer à sa réalisation ni pendant notre vie, ni pendant celle de nos enfants. C'est bien ce que nous constatons en Allemagne.»

Lettre d'Engels à Laura Lafargue du 2 octobre 1886

Cela fait bien longtemps (mais surtout depuis les trente glorieuses) que le discours dominant, celui des sociologues, des politiciens, des philosophes, des journalistes, etc., nous parle de la classe moyenne ou des classes moyennes, si bien qu'on peut lire et entendre une quantité infinie de débats concernant cette classe présumée centrale et nouvelle... Pour le socialisme scientifique, cependant, ce n'est pas un fait nouveau parce que, dès le début, le marxisme identifie le rôle de pendule politique et social à ces secteurs, secteurs ballottés entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Prolétaires et bourgeois

Le socialisme scientifique n'a jamais réduit l'histoire de la lutte des classes au seul conflit entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans le *Manifeste du Parti communiste* écrit par Marx et Engels, il est certainement affirmé que la société est essentiellement composée de bourgeois et de prolétaires, mais cela ne signifie pas qu'elle se compose uniquement de ces deux classes.

Ce sont les deux classes essentielles de la société moderne, mais elles ne sont pas les seules à exister. Une société capitaliste 'pure' composée uniquement de capitalistes et de prolétaires n'a jamais existé et n'existera jamais.

Le marxisme a analysé un modèle de société capitaliste 'pure' pour mettre en évidence les aspects du mode de production capitaliste, pour identifier les tendances fondamentales de cette forme sociale. Ce modèle d'investigation est le même que celui de toutes les sciences: pour étudier une classe de phénomènes, nous commençons par la construction d'un modèle 'idéal-typique', en éliminant les aspects secondaires qui, dans la réalité, perturbent toujours les 'formes-idéales' typiques. Une fois que le modèle théorique a fourni la clé de la dynamique du capitalisme, les antagonismes sociaux qu'il déchaîne et sa dimension historique, donc sa fin, la société réelle est analysée en tenant compte de tous les facteurs historiques qui peuvent ralentir, altérer ou accélérer le développement.

Marx a montré que les maux dont cette société est affligée trouvent leur origine dans le caractère contradictoire du capitalisme lui-même. Le capitalisme a une énorme force d'expansion, mais cela découle de ses propres contradictions. Le capitalisme surmonte une contradiction pour en préparer une autre plus violente demain.

Sa tendance irrésistible est de se généraliser à la planète entière et d'éliminer tout résidu des formes précédentes, comme l'a montré Lénine dans *L'Impérialisme*[27], rendant ces contradictions encore plus explosives. Dire que le capitalisme domine le monde ne signifie pas que les formes de production archaïques n'existent pas et ni ne survivent, elles se déplacent en parallèle et en synchronisation avec le capitalisme lui-même. Nous avons montré dans le numéro 3 du *Fil Rouge*, consacré au marxisme et à l'immigration, comment l'esclavage lui-même devient moderne

dans le capitalisme, hier dans les champs des États-Unis asservis par les industries cotonnières d'avant-garde de Manchester, aujourd'hui dans les mines en Afrique pour la production d'outils de communication modernes[28].

Le prolétariat se retrouve toujours inséré dans un capitalisme 'impur'', ce qui implique que dans ses luttes il doit faire non seulement avec la classe bourgeoise, mais avec d'autres classes, des 'demi-classes', pas toujours faciles à définir, qui constituent une fraction importante de la population mondiale, non seulement à la périphérie, mais également au sein des métropoles impérialistes.

Ignorer son existence serait une erreur monstrueuse. L'avancée du capitalisme n'élimine jamais ces classes intermédiaires, qui oscillent constamment entre les deux classes principales. Il est encore plus sérieux de considérer tout ce qui n'est pas une grande bourgeoisie en tant que 'peuple', en fusionnant le prolétariat avec ces demi-classes. Erreur ancienne mais toujours jeune chez ceux (des anarchistes, des libertaires, des socialistes démocrates, des rebelles, des fascistes, etc) qui y voient les vrais protagonistes de l'histoire.

Les classes sociales sont le produit des rapports de production et d'échange d'une époque donnée. Les classes sociales n'existent pas toujours et ne sont pas les mêmes dans l'histoire de l'espèce humaine[29].

La position dans le système économique de la société détermine une classe, plus précisément un groupe de personnes identifié par rapport à leur relation avec les moyens de production. Le prolétariat en particulier est cette classe qui, n'ayant aucun moyen de production, est contrainte de vendre sa force de travail.

Le prolétariat est séparé des outils de son travail, privé de la propriété des moyens de production et privé de la propriété du produit fini. La classe travailleuse est divisée en son sein entre le secteur productif et le secteur improductif en ce qui concerne la plus-value.

Le travail productif est le travail qui, échangé contre de l'argent, produit une plus-value. Le travail improductif, en revanche, est un travail qui, échangé contre de l'argent, ne produit pas d'augmentation de capital. Cette distinction est faite du point de vue de la croissance du capital[30].

Pour Marx, le résultat du processus de production capitaliste n'est «*ni un simple*

produit (valeur d'usage) ni une marchandise, c'est-à-dire une valeur d'usage qui a une valeur d'échange déterminée. Son résultat, son produit, c'est la création de plus-value pour le capital et donc la transformation effective d'argent ou de marchandise en capital, ce qu'ils ne sont, avant le procès de production, qu'en intention, en soi, par destination. Dans le procès de de production il est absorbé plus de travail qu'il n'en est acheté, et cette absorption, cette appropriation de travail étranger non payé, qui s'accomplit dans le procès de production est le but immédiat du procès de production capitaliste; en effet ce que le capital en tant que capital (et donc le capitaliste en tant que capitaliste) veut produire, ce n'est pas immédiatement de la valeur d'usage pour l'autoconsommation, ni de la marchandise pour la transformer d'abord en argent et ensuite en valeur d'usage. Sa fin, c'est l'enrichissement, la valorisation de la valeur, son accroissement, donc la conservation de l'ancienne valeur et la création de plus-value. Et ce produit spécifique du procès de production capitaliste, il ne l'atteint que dans l'échange avec le travail qui, pour cette raison, s'appelle travail productif»

Karl Marx *Théories sur la plus-value* Tome 1 Annexes p. 467-468 ES 1974

En effet, au sein du système capitaliste, le processus de production et le processus de circulation constituent une totalité. Il est donc nécessaire de distinguer la création de plus-value de sa distribution, car la distinction entre travail productif et travail improductif est atténuée par le fait que tant dans le domaine de la production que dans celui de la circulation, les salaires sont payés et les profits réalisés. La division du travail, produit historique du développement capitaliste, soumise en tant que telle à des changements constants, fait que le capital est réparti entre les différents secteurs de l'économie de marché et, par conséquent, que le capital utilisé improductivement reçoit une part de la plus-value sociale mondiale. Comme le créateur de capital de plus-value, le capital improductif prend la forme d'entreprises qui fournissent un rendement moyen sur le capital qui y est investi. L'unité des deux types de travail peut également être appréhendée en dehors du processus de production capitaliste considéré dans son ensemble. Si nous analysons les entreprises qui génèrent de la plus-value, nous voyons également une division du travail, selon laquelle une partie de la main-d'œuvre crée directement de la plus-value, tandis que l'autre la crée indirectement.

Selon Marx, «*C'est précisément le propre du mode de production capitaliste que de séparer les différents travaux, donc aussi les travaux intellectuels et manuels - ou les*

travaux dans lesquels l'un ou l'autre aspect l'emporte – et les répartir entre des personnes différentes, ce qui n'empêche pourtant pas que le produit matériel est le produit commun de ces personnes ou encore leur produit commun matérialisé dans une richesse matérielle; d'un autre côté, cela n'empêche pas davantage, ou ne change absolument rien au fait que le rapport de chacune de ces personnes, individuellement, au capital, est un rapport de travailleur salarié et, en dans le sens fort, de travailleur productif. Non seulement toutes ces personnes sont employées immédiatement dans la production de la richesse matérielle, mais elles échangent leur travail immédiatement contre de l'argent en tant que capital, et reproduisent donc immédiatement, en plus de leur salaire, une plus-value pour le capitaliste».

Karl Marx *Théories sur la plus-value* Tome 1 Annexes p. 481 ES 1974

Outre les professions liées à la production de biens et à leur circulation, il existe de nombreuses professions qui, sans participer à l'une ou l'autre de ces sphères, produisent des services et non des marchandises.

Leurs membres tirent leur salaire des travailleurs ou des capitalistes, ou des deux. D'un point de vue capitaliste, leur travail, si utile ou nécessaire qu'il soit, doit être considéré comme improductif; que leurs services soient achetés comme des marchandises ou rémunérés avec de l'argent des impôts, tout ce qu'ils perçoivent provient des revenus des capitalistes ou des salaires des travailleurs.

L'énorme diffusion du travail improductif, du point de vue du système capitaliste, typique de la 'société de services' moderne, constitue une soustraction ou un déplacement ou une consommation improductive de la grande masse de plus-value produite dans le monde, et donc, en dernière analyse, est l'une des contradictions en soi du capitalisme.

«*La production de survaleur relative, c'est-à-dire la production de survaleur fondée sur l'accroissement et sur le développement des forces productives, exige la production de nouvelle consommation; exige qu'à l'intérieur de la circulation le cercle de la circulation s'élargisse autant que précédemment celui de la production. Premièrement) élargissement quantitatif de la consommation existante; deuxièmement) création de nouveaux besoins par l'extension des besoins existants à un cercle plus large; Troisièmement) production de nouveaux besoins et découverte et création de nouvelles valeurs d'usage*».

Karl Marx, *Grundrisse*, tome 1 p. 347-348 ES 1980

Pensons par exemple à tout le travail improductif consommé dans les centres d'appels, la publicité, le marketing, etc.

À ce stade, une difficulté semble se poser. En effet, parmi ces professions, nombreuses sont celles dont les membres, bien que ne produisant que des services, ne sont que des salariés et rapportent un bénéfice à l'entrepreneur qui leur donne du travail. C'est la raison pour laquelle ce dernier considère le travail qu'il a payé et qui lui a permis de réaliser un profit, de valoriser son capital, comme productif. Pour la société, cependant, ce travail est improductif car le capital ainsi valorisé fait partie de la valeur et de la plus-value créées dans la production.

Il en va de même pour le capital commercial et bancaire et pour les salariés de ces deux secteurs; dans ce cas également, le surplus de travail est produit et capitalisé, même si les salaires et les bénéfices concernant ces secteurs sont nécessairement prélevés sur la valeur et la plus-value créées dans la production. En outre, il existe encore des artisans et des paysans indépendants qui n'emploient pas de travailleurs et ne produisent donc pas en tant que capitalistes.

«*... ils se font face comme vendeurs de marchandises, non comme vendeurs de travail; ce rapport n'a donc rien à voir avec l'échange de capital et de travail, ni donc avec la distinction entre travail productif et travail improductif, qui ne repose que sur ceci: le travail est-il échangé contre de l'argent en tant qu'argent ou contre de l'argent en tant que capital!? Ils n'entrent donc ni dan la catégorie des travailleurs productifs ni dans celle des travailleurs improductifs, bien qu'ils soient producteurs de marchandises. Mais leur production n'est pas subsumée sous le mode de production capitaliste*».

Karl Marx *Théories sur la plus-value* Tome 1 *Annexes* p. 476 ES 1974

Nous pourrions discuter sans cesse du caractère productif ou improductif des travaux concrets individuels, spécifiques à la division capitaliste du travail[31], en particulier dans certains 'secteurs frontaliers' tels que le transport et la logistique, mais cette discussion ne modifie pas l'hypothèse de base. Les coûts nécessaires au maintien du système capitaliste sont devenus si élevés qu'ils représentent un frein à l'accumulation du capital et donc à sa reproduction élargie, contribuant ainsi à accroître les contradictions objectives de la forme de production capitaliste.

Le passage de Marx, sur la loi générale de l'accumulation: «*L'armée industrielle de réserve est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accroissement, donc aussi la masse absolue du prolétariat et la force productrice de son travail, sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais plus cette armée de réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit la surpopulation consolidée, excédent de population, dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste. L'action de cette loi, comme tout autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières*»

Karl Marx, *Le Capital*

Au fur et à mesure que s'accroît l'accumulation capitaliste, l'excès et le gaspillage du travail social de la classe prolétarienne, par rapport à la masse des produits utiles à la consommation, dépassent des dizaines de fois le taux de plus-value créé. La production de machines, de plantes et de biens a atteint son paroxysme, et les énergies humaines et physiques - sang, chair, nerfs, cerveau, acier et pétrole - sont appelées à participer si massivement au monstrueux cycle de production que les cellules individuelles dont elle est composée, l'organisme global de notre espèce, se rebelle dans de nombreux cas, devient déprimé, tombe malade, se tue et souvent tue. Et bien sûr le cycle de production infernal en profite, générant une industrie de rébellion, de pharmacologie dépressive, d'assistance sociale ou des forces de l'ordre chargées de vérifier la stabilité du système. D'une part, il s'agit de nouvelles productions matérielles et immatérielles fournies par des entreprises qui ont pour objectif le profit, répartissent les salaires et contribuent à la valeur totale entrée ex novo dans la société. D'autre part, il s'agit d'un service improductif payé avec une répartition de la valeur existante; dans ce dernier cas, ce sont des parts de salaire et de profit recueillie par l'État et réparties selon des critères plus ou moins rationnels, ou des parts de valeur d'autrui accaparées par des franges pirates de la société capables de s'insérer en utilisant la violence dans les cycles traditionnels ou de créer des circuits alternatifs de pillage de des valeurs (spéculations, sous-

gouvernements, mafias, etc.). Il y a une marche inexorable de tous les pays vers la financiarisation et la sénilité, mais surtout un passage irréversible de la production de la plus-value absolue par la diminution des salaires et un allongement de la journée de travail à celle de la plus-value relative par l'application de la science et de la technologie au processus de travail et à son automatisation. Dans la composition du prix du marché d'une voiture, le salaire des employés est inférieur à 10%, mais en même temps, toute la plus-value de la voiture en question est produite par ceux qui reçoivent un salaire; par conséquent, la distribution sociale de la valeur devient une obligation imposée par un capital qui ne sait pas et ne peut être valorisé d'aucune autre manière. Il existe un besoin toujours croissant de plus-value relative, c'est-à-dire de productivité, d'exploitation intensive, et c'est précisément pour cette raison que l'antidote représenté par les secteurs en croissance à plus-value absolue (et donc productivité parasitaire et exploitation extensive) se développe. Un développement plus capitaliste équivaut à un capital plus constant pour exploiter moins de main-d'œuvre, et donc augmenter l'armée de réserve industrielle.

L'augmentation de la productivité est un trait incontournable, tout comme le taux relatif d'exploitation. Mais cela ne signifie pas du tout que le taux de profit augmente également, c'est-à-dire le profit par rapport au capital avancé; en effet, nous savons que la tendance internationale historique est la diminution. Alors que le capitalisme conquiert le monde, le phénomène prédit par Marx dans le livre III chapitre XIII du *Capital* se manifeste de manière de plus en plus virulente: «*Le développement de la productivité sociale du travail s'exprime par une tendance à la chute progressive du taux de profit et, d'autre part, par une augmentation constante de la masse absolue du profit accaparé, de sorte que, dans l'ensemble, à la baisse relative du capital variable et du bénéfice correspond une augmentation absolue des deux. Ce double effet ne peut se traduire que par une augmentation du capital total en progression plus rapide que celle du taux de profit. Pour utiliser un capital variable augmenté dans l'absolu... le capital total doit croître non seulement proportionnellement à la composition élevée, mais encore plus rapidement. Il s'ensuit que plus le mode de production capitaliste se développe, plus il est nécessaire d'augmenter le capital pour employer la même main-d'œuvre. Sur une base capitaliste, la productivité croissante du travail entraîne donc une surpopulation ouvrière permanente*».

Une augmentation de la production avec des coûts fixes signifie une diminution de la valeur unitaire des marchandises. Si un capitaliste réussit son coup, il vendra au prix habituel et empochera un profit différentiel. Normalement, le jeu ne dure pas longtemps en raison de la concurrence: dès que les autres capitalistes se comportent de la même manière, l'ensemble du système trouvera plus de biens avec une valeur unitaire inférieure et à un prix inférieur en raison du nivellement du marché. Par conséquent, le capitaliste individuel est poussé à 'innover' et à modifier sa composition organique.

L'explosion de la productivité, qui augmente en fonction de l'augmentation de la composition organique, conduit à une paupérisation de la classe prolétarienne et à une plus grande exploitation des prolétaires actifs au travail, à travers le système complexe de l'économie moderne privée associée et publique.

De plus, le *Manifeste du Parti communiste* avait déjà affirmé que l'une des raisons pour lesquelles la bourgeoisie doit crever est donnée par son devenir même:

«*Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui.*»

Quel est l'effet du mouvement d'accumulation capitaliste sur le sort de la classe salariée?

L'augmentation du capital social, ou accumulation, détermine généralement, avec le progrès technique, une proportion plus faible du capital-salaire que le capital total. En règle générale, cependant, la masse du capital-salaire a continué d'augmenter.

Dans la phase ascendante, d'expansion et de prospérité:

- le nombre d'employés dans l'industrie augmente;
- le taux de salaire augmente également;
- la productivité du travail augmente également.

Dans une phase descendante, de contraction et de crises successives:

- augmentation, mais trop lentement, ou stabilisation du capital-salaire total;
- le nombre de prolétaires a continué de croître;
- celui des ouvriers diminue;
- l'excédent relatif de la population active ou de l'armée de réserve se forme et s'élargit.

Marx divise l'ensemble de la population prolétarienne, en couches suivantes:

1. Armée industrielle active.
2. Armée de réserve industrielle: surpopulation flottante, latente et stagnante[32].

Toute cette masse perd, en raison des procédures d'expropriation, toute possibilité de vivre s'il n'a pas de salaire et seule une minorité 'chanceuse' reçoit un salaire.

Les autres vivent comme ils peuvent.

L'antagonisme découvert par Marx ne relève pas du domaine des entreprises bourgeoises, ce n'est pas l'antagonisme entre le produit de l'ouvrier et le profit du patron. C'est l'antagonisme qui relève du domaine de la société: entre les classes, la bourgeoise qui rétrécit, la prolétaire qui se dilate.

Dans le calcul de la répartition de la plus-value entre la consommation personnelle des patrons, la destination des nouveaux investissements et des installations et matériaux fixes, et la destination des nouveaux salaires, il faut faire attention à ce point: ne pas diviser la masse salariale par le nombre de travailleurs employés, mais par le nombre prolétaires totaux.

Dans le premier cas, on voit augmenter le taux de profit et par conséquent un éloge du capitalisme civilisé et progressiste. Dans le second, nous voyons croître la famine et la misère de la surpopulation; l'antagonisme social identifié par Marx, prémisse de la révolution sociale, grandit. Plus d'accumulation, moins de bourgeois. Plus d'accumulation, plus de travailleurs encore plus de prolétaires semi-occupés et chômeurs, donc de surpopulation sans ressources. Plus d'accumulation, plus de richesse bourgeoise, plus de misère prolétarienne.

Cette condition de ‘sans réserve’, qui caractérise le prolétaire, n’est qu’apparemment atténuée par l’amélioration du niveau de vie, très précaire et changeant. Ces dernières années, nous avons vu comment la flexibilité de la production et la financiarisation de l’économie ont favorisé une précarité généralisée, traduite en contrats ‘précaires’ et en malaise social (immigration, logement, écoles, santé, etc ...), diminuant drastiquement la montée de l’aristocratie ouvrière[33], bien qu’elle ne disparaisse jamais complètement, compte tenu du rôle politique qu’elle joue pour la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat.

Cependant, il faut être clair sur ce que l’on entend par misère, trop souvent réduite à la division entre pauvres et riches. La misère du prolétariat n’est pas le bas niveau des salaires et le coût élevé des marchandises qu’il consomme. La victoire du capitaliste dans la lutte des classes n’est pas la réduction, la stabilisation du salaire réel, qui monte incontestablement dans l’histoire au sens général. La misère dans le dictionnaire économique socialiste scientifique ne signifie pas ‘faible rémunération du temps de travail’. Si le capitalisme monopolise de telles forces productives - déchirées par l’effort de tous - pour avoir le même produit avec dix fois moins de travailleurs, il peut se vanter, le cœur léger, d’avoir doublé les salaires. La plus-value relative et absolue a énormément augmenté et il en est de même de l’accumulation capitaliste. La misère, en revanche, signifie «*pas de provision de réserves économiques destinées à la consommation en cas d’urgence*».

La diffusion ‘progressive’ dans la société de ces conditions de vie est la caractéristique fondamentale historique du temps capitaliste: la précarisation de masse. À l’époque pré-bourgeoise, l’artisan, le paysan et le serf lui-même n’étaient pas dans un état de paupérisme, même ceux avec un niveau de vie inférieur. Il n’y avait presque pas de classe moyenne, et beaucoup moins de petits propriétaires, de petits exploitants, de fonctionnaires, etc. L’épargne et le crédit n’avaient pas été inventés et il était rare de se retrouver totalement démuni. Une grande partie de la monnaie était encore en or et en argent. Avec son accumulation primitive, le capitalisme vide les sacs, les maisons, les champs, les magasins de tout ces sujets, et en nombre croissant il les rend pauvres: pauvres, sans réserve, non occupés, réduits à être des ‘esclaves salariés’ au sens où l’entend Marx. La misère augmente et la richesse est concentrée parce que le nombre absolu et relatif des prolétaires non occupé croît hors de toute proportion, devant manger chaque jour ce qu’ils ont gagné ce jour-là.

Le prolétariat n’est pas plus misérable si les salaires baissent, comme il n’est pas plus riche si les salaires augmentent et les prix baissent. Il n’est pas plus riche lorsqu’il est occupé que lorsqu’il est au chômage. Il est misérable au sens absolu. Il n’y a pas de relativisme, pas de progressisme qui tient. Le régime de salaire est un régime dans lequel ceux qui travaillent n’accumulent pas et ceux qui ne travaillent pas accumulent. Ce n’est pas par hasard que le *Manifeste du Parti communiste* dit, décrivant la crise: les salaires deviennent de plus en plus incertains, la condition de vie des travailleurs est plus précaire. Indemnisation incertaine, pas de condition inférieure, précaire, plus modeste. Le capitalisme ne peut pas vivre et ne peut se développer sans exproprier les petits exploitants et augmenter le nombre de prolétaires. Cette grande armée sociale, à son tour, ne peut pas progresser en faisant reculer l’ennemi; elle ne peut espérer qu’un seul succès, celui de l’anéantir[34].

La bourgeoisie est le support vivant de l’accumulation du capital[35]. La raison d’être du capitaliste, dit Marx, la justification de son existence, est de parvenir à une reproduction élargie du capital: à tel point que le capitaliste qui remplit mal sa fonction sociale se retrouve rapidement ‘liquidé’ par la concurrence et cesse de être, sinon un homme, au moins un capitaliste. Historiquement, il a fait son apparition en tant que propriétaire de capital, uniquement parce que la propriété privée a précédé le capitalisme, qui s’est greffé sur son tronc grâce au développement du travail salarié. De façon tout à fait naturelle, le détenteur d’argent s’est alors chargé de faire fonctionner cet argent en capital, en assumant l’exécution de toutes les opérations du cycle du capital. En raison de cette évolution historique, beaucoup confondent la propriété du capital avec son administration, tout comme certains confondent encore le capitaliste avec l’usurier[36]. Marx a montré que si la confusion des deux rôles était historiquement inévitable, le développement du capitalisme lui-même devait y mettre fin, dépassant de plus en plus le titre de propriété par ses fonctions de capitaliste. On peut arriver à des situations apparemment paradoxales: comme des travailleurs qui possèdent un capital géré par des ‘capitalistes’ qui sont de purs salariés (exemple des caisses d’épargne ou des participations populaires). Le bourgeois est la personnalisation du capital en action, ce n’est pas le titre de propriété, qui ne représente souvent rien de plus qu’un droit sur une fraction de la plus-value produite.

Le tableau tracé par le capitaliste et les prolétaires même s’ils sont fidèles à la

réalité est insuffisant pour définir la bourgeoisie et le prolétariat comme des classes. En fait, une classe n'est pas une simple catégorie socio-économique, mais une unité collective qui poursuit des objectifs historiques, qui cherche à promouvoir ou à défendre une forme sociale donnée.

Pour faire de la bourgeoisie une classe, il ne suffit pas que les intérêts de la bourgeoisie s'identifient à ceux de la reproduction élargie du capital. La bourgeoisie devient une classe dans la mesure où elle s'organise politiquement et lutte pour établir, puis développer et défendre la société capitaliste.

De même, pour faire du prolétariat une classe, il ne suffit pas que les intérêts immédiats des prolétaires coïncident avec ceux du capital. Le prolétariat devient une classe dans la mesure où il s'organise dans la classe puis dans le parti politique, pour renverser le pouvoir politique de la bourgeoisie et devenir la classe dominante (exercer sa dictature) et rompre les relations de production capitalistes pour donner naissance plus tard à la société communiste.

La bourgeoisie et le prolétariat sont des classes au sens propre, dans la mesure où leurs intérêts immédiats respectifs les obligent à être porteurs de modes de production historiques, le capitalisme pour les premiers, le communisme pour les seconds. Le prolétariat ne peut se libérer de l'exploitation qu'en supprimant le capital et le travail salarié, qu'en se supprimant et, en même temps, toutes les relations d'échange et la division sociale du travail. La bourgeoisie a réalisé la socialisation de la production, mais sur la base de l'appropriation privée des forces productives et des produits par des individus, des catégories ou des unités de production plus ou moins importants. Les convulsions multiples et multiformes de sa société proviennent, en dernière analyse, de cette contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation privée à la suite de laquelle les forces productives (hommes et instruments) et les produits (destinés à la production ou à la consommation)) ne peut circuler et servir que par échange. Le prolétariat ne pourra pas s'émanciper s'il n'abolit pas le travail salarié et le marché, afin de mettre toutes les forces productives et les produits à la disposition de toute l'espèce humaine.

Cette révolution sociale est la tâche historique du prolétariat, car elle est la seule à être complètement étrangère à la propriété capitaliste, la seule à être pleinement exploitée dans la relation capitaliste. Il ne peut pas échapper à son état, mais

simplement l'assumer. Le prolétariat devient classe lorsque, prenant possession du programme communiste, il assume sa tâche historique qui consiste à rompre les relations sociales capitalistes actuelles. Et cela se produit lorsque la forme politique et militaire est donnée, par le biais du parti révolutionnaire, le seul qui puisse rompre les relations de pouvoir actuelles et la machine d'État bourgeoise.

Ce besoin historique du prolétariat n'est pas une lutte générique entre dominé et dominant, ce n'est pas une morale de rédemption. C'est un point de vue bourgeois (au sens politique du terme) de parler de la loi morale du salut contre la domination. Les Noirs, les femmes, les homosexuels, les chauves, les obèses, etc. devraient selon cette approche 'assumer' qui leur 'négritude', qui leur propre féminité, qui leur homosexualité, qui leur calvitie ou qui leur obésité pour pouvoir mieux la 'surmonter' et/ou s'en 'émanciper'[37]. Pour le socialisme scientifique, l'émancipation exprime une nécessité sociale et historique liée à la succession de modes de production déterminés dans l'histoire de l'espèce humaine.

Il est absurde de tracer formellement les voies de l'émancipation prolétarienne sur toutes les catégories possibles, qui sont au contraire tout à fait spécifiques et impliquent l'élimination de chaque catégorie (sociale, économique, politique, culturelle, etc...). Catégorie inférieure de cette société, le prolétariat ne peut s'émanciper qu'en renversant toutes les catégories qui le dépassent, en supprimant toute propriété, garantie et sécurité individuelle ou collective, pour instaurer l'appropriation collective, la garantie et la sécurité de l'espèce humaine.

---

27 Lénine, *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* http://www.sinistra.net/lib/bas/progra/vami/vamimfebif.html#u4

28 *Le marxisme et l'immigration*, Chap 8 - *Colonialisme, esclavage et racisme*, LFR n°3 2017 *Le travail des enfants dans les mines de cobalt*, n°237, L'internationaliste, 2019

29 *Succession des formes de production et des sociétés dans la théorie marxiste*, LFR n°2, 2017

30 La valeur et la richesse proviennent du travail. Les échanges n'ont lieu qu'entre équivalents. La plus-value n'est pas nécessairement créée là où il y a un travail productif et des échanges de produits. Elle représente un surplus de travail ou un travail non rémunéré, et pour qu'il soit produit, la condition nécessaire est un rapport social de force qui sépare le travailleur de l'outil de production et du produit, et qui l'oblige à aliéner sa main-d'œuvre comme seul moyen de subsistance. La cause et la mesure du profit capitaliste résident dans une appropriation du surplus de travail. La thèse selon laquelle il ne peut y avoir de

travail productif sinon là où il y a un surplus de travail est fausse. Il n'est pas vrai que dans le passé, lorsque le travail est apparue, la plus-value est apparue avec lui: tant que le producteur reste en possession de son outil de travail, il est en mesure d'obtenir les matières premières et reste l'arbitre de l'aliénation de la sienne, ou en tout cas les aliène à son avantage exclusif. Il travaille assez dur pour lui fournir les choses dont il a besoin, c'est-à-dire uniquement le temps de travail nécessaire. Dans les premiers temps de la société, si la main-d'œuvre acquise est minime, les besoins le sont aussi, et surtout là où le climat et la fertilité des sols sont favorables, le temps de travail nécessaire est faible. Une intervention énergique est nécessaire pour soumettre les membres de la société les uns aux autres de manière forcer certains à travailler du temps supplémentaire au profit des autres. S'il est donc vrai qu'un certain degré de productivité du travail est nécessaire pour que la plus-value apparaisse, il n'est pas vrai que cela ait sa cause immédiate dans le travail, car historiquement on trouve des exemples de travail sans plus-value. Il est donc clair que la disparition de la plus-value et avec elle le capitalisme sera possible dans la société socialiste, tout en maintenant la productivité du travail avec les formidables augmentations reçues par le développement des forces productives. Ce passage est non seulement possible mais nécessaire pour l'espèce humaine.

31 Dire que les purs prolétaires industriels ont diminué ne signifie pas qu'il n'y a pas eu d'augmentation générale de la population active dans le monde. La masse des prolétaires et des salariés sans réserve retenus dans des emplois improductifs a considérablement augmenté. Des hommes jetables qui vivent constamment au bord de la poubelle sociale. La tendance historique à une baisse du nombre de travailleurs industriels est évidente compte tenu de l'interpénétration de la financiarisation de l'économie et de l'automatisation de la production. Partout dans le monde, le pourcentage de robots utilisés dans la production industrielle augmente. Si en 2015 la moyenne mondiale était de 66 robots industriels pour 10000 employés, en 2016, cette valeur est passée à 74 - selon les données recueillies par la Fédération internationale de robotique. Plus précisément, pour l'Europe, la valeur atteint 99 unités pour 10 000 travailleurs, 84 sur le continent américain alors qu'elle est de 63 en Asie. En 2016, la Corée du Sud avec un taux de 631 robots industriels pour 10 000 employés était la nation en tête de liste. Singapour s'est qualifié en deuxième position avec une densité de 488 robots pour 10 000 employés. Les troisième et quatrième places sont l'Allemagne et le Japon, qui dépassent légèrement 300 robots pour 10 000 travailleurs.

32 Le numéro 7 de la revue sera consacré à l'armée industrielle de réserve.

33 Lénine, *Impérialisme*. Nous soulignons, comme dans le socialisme scientifique, que la catégorie de l'aristocratie ouvrière est purement politique et non sociologique.

34 *Marxisme et misère*, Battaglia Comunista, 1949, http://www.sinistra.net/lib/bas/battag/ceju/cejumkizuf.html

35 «*L'étude récente sur la question agraire dans le marxisme a mis à disposition les éléments nécessaires pour comprendre quel est le 'modèle' marxiste de la société actuelle qui a succédé aux grandes révolutions de la bourgeoisie dans les pays avancés d'Europe. Selon notre*

doctrine, une classe qui arrive au pouvoir alors même qu'un des grands 'modes de production' succède au précédent a une connaissance et une conscience idéologique tout à fait approximative du procès qui s'est déroulé et de ses développements ultérieurs; en tout cas, au sein de la jeune bourgeoisie victorieuse et romantique, on admet unanimement qu'un type social ayant des caractéristiques différentes et opposées à celle du monde féodal a fait son apparition, et on reconnaît que les nouveaux rapports économiques sont radicalement différents des anciens: la loi et l'État n'opposent d'obstacle à aucune catégorie et ordre de sujets dans l'accomplissement des opérations d'achat et de vente sans exception; ils excluent que quiconque puisse être contraint à donner de son temps de travail sans compensation et à ne pouvoir s'éloigner de son lieu de travail.

Les résidus des vieux rapports féodaux ne manquent pas et les lois les plus 'draconiennes' ne peuvent enlever tout caractère graduel à leur disparition: c'est ainsi que dans les premiers temps la redevance en nature des terrains prend les formes de l'ancienne prestation de produits, les dîmes au seigneur, au clergé ou à l'État. Mais toute chose tend à revêtir la forme unique du rapport mercantile et de l'accès volontaire à un marché ouvert à tous. La formule libérale affirmant: toussont citoyens, molécules interchangeables face à un État unique pour tous, affirme aussi bien: tous sont de libres acheteurs-vendeurs au sein d'un marché unitaire et ouvert, au niveau national puis international.

Il n'y a pourtant nul besoin d'attendre Marx pour trouver des modèles ou l'essaim d'insectes économiques isolés et leurs innombrables rapports est remplacé par un schéma impliquant quelques groupes sociaux - les classes - entre lesquels se déroulent effectivement le mouvement et le flux de la 'richesse'.

Pour Marx, dans la complexe société de son temps où se déroulent encore, dans de grands pays du centre de l'Europe, les conquêtes propres au capitalisme et où, donc, les objectifs réels sont de portée individuelle et nationale, du droit électoral à l'indépendance ethnique et linguistique, le modèle pur de la nouvelle grande forme de production qui est en train de triompher est à trois classes: entrepreneurs capitalistes, prolétaires salariés et propriétaires fonciers.». Volcan de la production ou marais du marché ?, Il Programma Comunista n° 1 à 19 1950. Traduction française sur le site de l'UQAC: http://classiques.uqac.ca/classiques/bordiga_amedeo/volcan_production/volcan_production.pdf

36 *Propriété et capital*, Battaglia Comunista, 1952 http://classiques.uqac.ca/classiques/bordiga_amedeo/propriete_et_capital/propriete_et_capital.html

37 Cela ne veut pas nier leur spécificité et leur fonction dans la lutte des classes, rappelez-vous les femmes,

et leur double exploitation: en tant que travailleurs par rapport au capital et en tant femmes par rapport aux hommes.

Les classes moyennes

Si la bourgeoisie et le prolétariat sont les deux classes fondamentales de la société capitaliste, produites par le mouvement du capital lui-même et situées aux deux pôles d'un rapport social même, elles ne sont pas seules classes existantes.

Certaines catégories sociales sont l'expression de formes archaïques qui ont survécu aux modes de production précédents, comme les petits producteurs indépendants ou les petits commerçants. Ces petits-bourgeois ne sont 'indépendants' que dans la mesure où ils forment des unités de production (ou de circulation) et de comptabilité autonomes, mais ils dépendent strictement du marché dominé par les grands capitaux et le capital bancaire. Il en va de même pour les petits entrepreneurs capitalistes.

La survivance de ces groupes sociaux a immédiatement divisé le mouvement ouvrier, entre révolutionnaires et réformistes. Ces derniers ont vu dans la survivance des classes moyenne une erreur du marxisme, étant donné qu'elles n'avaient pas éliminées par la concentration du capital. Cela justifiait pour eux, sinon l'abandon définitif de la révolution, du moins son report à une avenir indéterminée et son remplacement par un mouvement plus 'réaliste' de réformes graduelles.

La concentration de capital annoncée par Marx, et qui a effectivement eu lieu, n'entraîne pas l'élimination de la petite et moyenne production et distribution. Le fait est que cette concentration n'est pas linéaire, mais dialectique: en fusionnant les petits capitaux en grandes unités de production, elle régénère par la concurrence d'autres petits capitaux destinés à être absorbés à leur tour.

Souvent, l'introduction de nouveaux secteurs de production ou de nouvelles techniques est effectuée par de petites entreprises innovantes, qui sont ensuite englouties par les grandes entreprises (voir le cas du développement du secteur informatique).

La grande masse des produits provient de gigantesques usines à haute productivité. Ce phénomène favorise la création d'un réseau de fournisseurs, réparateurs, designers qui dépendent étroitement d'elles en matière de chaîne de production et de distribution. Cela intervient dans la production comme dans le

commerce. La survivance de la petite entreprise se retrouve également dans l'agriculture[38]. Cela ne signifie pas que l'industrie proprement dite a évincé l'agriculture dans le monde entier, mais que l'agriculture elle-même a été intégrée dans le cycle industriel.

Les formes de production individuelle ou de petite production capitaliste, continuellement absorbées par le capital industriel et continuellement renaissantes, sont l'une des matrices des classes moyennes, celle de la petite-bourgeoisie traditionnelle; l'autre matrice se trouve dans la production capitaliste elle-même. Entre le capitaliste d'un côté et le prolétaire de l'autre, l'évolution du capitalisme insère des catégories intermédiaires.

Si, au début du capitalisme, un seul individu, aidé par des surveillants, pouvait remplir toutes les fonctions du 'patron' envers les travailleurs, la constitution d'énormes unités productives et distributives, la division internationale du travail et la complexité technique croissante de la production, ont brisé ces fonctions et les ont réparties horizontalement, selon leur nature, et verticalement, sur des employés salariés. Tout comme le développement du mercantilisme a tout transformé en marchandise, même des choses qui ne sont pas des produits du travail humain, la généralisation du capitalisme tend à donner à chaque emploi la forme de travail salarié, même celui du capitaliste ou de l'artiste. En réalité, il n'est pas toujours facile de distinguer correctement les tâches de celui qui surveille (ou s'autosurveille) de celui qui est surveillé. Il n'est pas non plus toujours facile de les séparer des tâches découlant des impératifs économiques de production et du marché capitaliste.

Ces couches intermédiaire subissent par ailleurs un mouvement dialectique analogue à celui des moyens et petits bourgeois 'classiques': le développement du capitalisme tend à les rejeter dans le prolétariat avec l'élévation du niveau moyen d'éducation; mais dans la même mesure où il rejette certaines catégories dans le prolétariat, il en crée de nouvelles de sorte qu'il est inutile de s'attendre à l'apparition de deux pôles absolus qui englobent l'ensemble de la société.

Ce fait de l'existence d'une infinité de catégories intermédiaires qui relient en permanence petits et grands capitaux, du chômeur au manager, a toujours été exploité par les ennemis (de gauche ou de droite) pour nier la réalité de la division sociale en classes.

Comme nous l'avons déjà dit, une classe n'est pas une simple catégorie socio-économique. Ce sont les luttes sociales et politiques qui démontrent le clivage séparant les classes. Comme la bourgeoisie ou le prolétariat, les classes moyennes ne peuvent être définies simplement sur la base de leur situation économique et de leurs intérêts immédiats. Celles-ci toujours divisées en mi-bourgeois et mi-prolétaires, sont très hétérogènes et divergentes. Ce qui forme l'unité des classes moyennes, c'est leur but historique, la forme de société qu'elles représentent. Mais cette finalité est inévitablement illusoire, s'agissant de formes archaïques, locales et particularistes, par rapport au développement monopolistique et capitaliste mondial. La centralisation capitaliste n'est pas une hypothèse parmi tant d'autres; elle entretient et développe un vaste réseau en concurrence continue, mais est lié à la concentration du capital et à la production de parts toujours plus grandes de parasitisme (qui n'est pas une catégorie morale!) économique et sociale. Tout cela se traduit par la financiarisation et l'accroissement de l'armée industrielle de réserve et de toute une série de secteurs situés parmi les classes moyennes, chez lesquelles cependant le niveau d'insécurité devient l'élément central de l'existence.

En d'autres termes, ces classes ne représentant pas un mode de production historique, elles ne sont porteuses d'aucune forme sociale.

Cette absence de forme sociale propre aux classes moyennes découle du fait que le capitalisme a poussé la socialisation de la production au point de contredire toutes sortes d'échanges, avec toutes sortes d'appropriations privées. A moins de supposer que l'humanité puisse retomber à un niveau primordial ou dégénéré, sa survie passe par la mise en place du socialisme, un plan pour toute l'espèce humaine: il n'y a pas d'autre rapport de production possible.

La bourgeoisie et le capitalisme étaient révolutionnaires lorsqu'ils sont apparus par rapport aux classes et aux formes de production qui les ont précédés; ils ont brisé les barrières de l'économie localiste et les vieux dogmes, mais aujourd'hui ils sont obsolètes et archaïques. La bourgeoisie s'accroche et défend bec et ongles son vieux corps contre la société future. La dimension archaïque de la bourgeoisie se manifeste également dans son enveloppe politique: l'État. Au cours de sa révolution, la bourgeoisie s'était donnée un organe puissant et perfectionnant: l'État. Mais même cet élément souffre des contradictions de toute la société. Il a perdu de l'énergie, passant d'abord à la sclérose, puis au désordre. Si, au début, l'État semblait capable de dominer les forces économiques, désormais trop

gigantesques pour être laissées aux décisions des individus, il a ensuite dû s'incliner devant les forces aveugles de l'économie, car aucune force politique n'est désormais en mesure de les garder sous contrôle.

La perte d'efficacité des États et de leurs gouvernements va de pair avec la perte de vitalité de l'ensemble du système économique. Ce que nous vivons est une grande confirmation de tout le patrimoine du socialisme scientifique: la structure économique sur laquelle flotte la superstructure idéologique et politique est brisée, elle produit une dissipation de l'énergie humaine ainsi que celle qui déplace les moyens de production ou est consommée par les populations. La superstructure ne pouvait éviter de refléter tout cela: elle entre en crise, elle n'arrive plus à être cohérente, elle ne s'appuie plus sur des disciplines qui tentent de donner une dignité théorique aux écoles économiques, elle navigue à vue, elle tombe dans une guerre civile endémique qui implique une nombre croissant de pays. L'instabilité systémique actuelle est essentiellement liée à ce passage où l'État ne disparaît pas, mais au contraire assume de plus en plus directement militaire et d'exercice du monopole de la force.

Le prolétariat, écrasé par le capital, représente la société future. Les classes moyennes sont entre les deux: à la fois solidaires du capital (qui les a générées ou maintenues), mais écrasées par lui. Elles sont solidaires des fondements du capitalisme: propriété privée, marché, loi de la valeur, vente individuelle de la capacité de travail, etc… qui sont à la base de leur existence, mais en même temps elles luttent contre les conséquences inévitables du capitalisme, crises, guerres, ruines, dont elles souffrent. Le populisme et le nationalisme (qui persistent notamment sous la forme du 'souverainisme') sont des éléments, non seulement utilisés idéologiquement par le grand capital, mais propres aux classes moyennes.

---

38 Cf. *La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia*, l'Unità, 1925 dans Marxisme et classes moyennes éditions PCI (programme communiste), http://pcint.org/40_pdf/18_publication-pdf/FR/36_marxisme-cl-moyennes-2017-w.pdf

La fonction politique des classes moyennes

L'absence d'une forme sociale propre aux classes moyennes a une double conséquence. Dans les luttes sociales, elles essaient certes de défendre leurs intérêts particuliers, mais elles sont réduites, lorsque la situation empire, à osciller entre la bourgeoisie et le prolétariat. Cette instabilité est en fait l'une des caractéristiques les plus stables de ces classes.

Mais cette instabilité pratique caractéristique s'accompagne d'une extraordinaire stabilité politique. Bien qu'elles ne représentent aucune forme sociale propre, les classes moyennes tendent vers un type de société qui, cependant, est impossible à réaliser. Coincées entre la bourgeoisie et le prolétariat, elles rêvent de les réconcilier; vivant du capital tout en étant écrasées, elles rêvent - contrairement à la bourgeoisie, essentiellement intéressée par le fait que tourne la roue du mécanisme économique et social - d'un capitalisme harmonieux sans contradictions ni conflits.

Voici comment Marx analyse leur politique:

«*Il ne faudrait pas s'imaginer platement que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée ni la lutte des classes évitée. Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de la transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité de mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont le revêt, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois*»

Karl Marx *Le Dix-Huit Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* (1852)

Une transformation qui laisse intacts les fondements du capitalisme. C'est encore la colle qui maintient ensemble ces catégories plus ou moins homogènes.

Leurs intérêts immédiats peuvent être convergents ou divergents selon les circonstances et les préoccupations quotidiennes. Ils se sentent très éloignés les uns des autres, cela ne signifie pas que leurs aspirations historiques sont les mêmes.

Tous les mythes défendus par les classes moyennes (démocratie, localisme, nationalisme, individualisme, harmonie sociale, etc…) sont des obstacles que le prolétariat doit détruire sur son chemin et en premier lieu ce que tout le monde comprend le mythe démocratique qui prétend fusionner les classes dans le 'peuple'.

L'influence idéologique de cette classe est fondée sur des bases matérielles. Le réformisme des classes moyennes repose essentiellement sur la capacité de drainer le flux de plus-value produit par d'autres, un mécanisme qui trouve aujourd'hui son maximum de développement dans la phase impérialiste mature et parasitaire. Cet élément affecte évidemment aussi une importante part de prolétaires sans réserve, ce qui provoque l'interclassisme apparent des mobilisations actuelles, entre ceux qui ne veulent pas rater le banquet et ceux qui sont déjà sortis de ce banquet.

Cette situation a contribué à donner de la force à l'opportunisme né de la défaite du prolétariat dans les années 1920 et persiste grâce à une relative période de prospérité ouverte par les destructions de la seconde guerre impérialiste. Cependant, il n'y a pas de relation mécanique à sens unique entre les conditions matérielles et l'idéologie, mais une relation dialectique. Les idées, les habitudes, les conceptions, les aspirations deviennent également des forces matérielles. Produits des relations économiques, sociales et politiques, elles survivent plus ou moins longtemps dans les conditions qui les ont engendrées et réagissent à ces rapports. La victoire de la contre-révolution et la domination matérielle écrasante du capital ont provoqué la destruction de toute position de classe prolétarienne. Au niveau des idées, la contre-révolution s'est traduite par l'alignement des organisations prolétariennes (partis et associations économiques) sur les positions théoriques, programmatiques et politiques des classes moyennes: attachement farouche à la propriété privée (personnelle ou nationale), à l'échange mercantiliste, à l'individualisme, au démocratisme sous toutes ses formes. C'est le vain rêve d'un capitalisme harmonieux dans lequel le Progrès, c'est-à-dire l'accumulation de capital, va de pair avec le Bien-être. C'est la recherche d'un programme de 'transformation de la société par la voie démocratique', d'une démocratie totale et

universelle, qui transforme enfin la société à l'image et à la ressemblance du petit-bourgeois.

Il est bien trop vrai que le pacifisme social, l'attachement à l'épargne individuelle et l'avidité de consommation, caractéristiques des classes moyennes, ont largement contaminé les couches supérieures des prolétaires. La destruction de chaque position de classe dans le prolétariat, son adhésion à l'idéologie petite-bourgeoise créée par la contre-révolution, est un support pour la domination du capital. Cependant, il est aussi vrai que nous vivons aujourd'hui le renversement du contrôle de l'État par le capital remplacé par le contrôle du capital sur l'État, entraînant la crise du réformisme et donc de tout ce qui est issu de la vague contre-révolutionnaire. La crise de la gauche officielle et ses ramifications sont la confirmation empirique de cette dynamique. De toute évidence, leur rôle ne disparaît pas, ni leur danger, mais leur influence et leur capacité de manœuvre diminuent.

Que faire des classes moyennes...

La condition de vie ou de mort du prolétariat en tant que classe est l'affirmation théorique et pratique, programmatique et de parti, de son originalité de classe, du fossé qui sépare ses fins et sa lutte de celles de toutes les autres classes. Il faut absolument d'abord se délimiter de tous les autres, distinguer, uniquement et exclusivement le prolétariat, et ensuite seulement déclarer que le prolétariat libérera tout le monde.

L'émancipation du prolétariat ne peut être que l'œuvre du prolétariat lui-même, puisque toutes les autres classes restent sur le terrain de la propriété privée des moyens de production et ont pour objectif commun la préservation des fondements de la société contemporaine. Même lorsque des secteurs de la petite bourgeoisie soutiennent le prolétariat, ils ne deviennent pas révolutionnaires:

«*De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, seul le prolétariat est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périclitent et disparaissent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique.*

Les classes moyennes, petits industriels, petits commerçants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour sauver leur existence de classes moyennes du déclin qui les menace. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires: elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat: elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer sur celui du prolétariat.»

Marx - Engels, *Manifeste du Parti communiste*

Il est évident que de nouvelles classes moyennes se sont alternées et se sont ajoutées à celles du capitalisme de l'époque où le Manifeste du Parti communiste a été écrit.

Cependant, la nouveauté qu'on peut accorder à ces 'nouvelles' classes moyennes, c'est qu'elles n'aspirent pas à une société précapitaliste et ne sont donc plus

réactionnaires au sens classique du terme: en revanche, elles sont ultra-conservatrices, puisqu'elles s'identifient au fonctionnement de l'économie capitaliste. Tout comme par le passé, ces classes moyennes ne peuvent pas devenir révolutionnaires si elles n'abandonnent pas leur propre point de vue de classe, c'est-à-dire la défense de leurs intérêts économiques et la prétention d'organiser et de gérer la 'production' (du capital ...) sur la base de critères simplement 'techniques' et 'harmonieux'.

En ce sens, rien ne peut changer tant que le prolétariat ne sera pas en mesure de former son organisation de classe pour mener la lutte politique contre les positions des classes moyennes, lutte qui, de plus, représente la seule possibilité de conquérir les classes moyennes à nos positions. Il ne sert à rien de faire du suivisme, de soutenir les revendications réactionnaires, démagogiques ou conservatrices des classes moyennes ou de flatter leurs aspirations (il suffit de regarder les positions du soi-disant Gilet Jaune), encourageant ainsi leurs illusions et utopies. On peut y gagner quelques votes ou certains applaudissements dans une assemblée, mais on est sûr de perdre toute influence à long terme: on ne peut pas promettre éternellement l'impossible. Et, en attendant, les positions de classe, le programme communiste, sont déformés, désorganisant théoriquement et pratiquement le prolétariat lui-même.

Nous devons dire aux classes moyennes qu'elles sont historiquement condamnées et qu'au lieu de défendre désespérément une cause perdue, elles doivent embrasser celle du prolétariat en adhérant à ses luttes et à ses objectifs historiques. Nous ne sommes pas naïfs, nous n'imaginons pas convaincre ces classes avec nos discours: ce sera l'expérience, l'échec de toutes leurs tentatives, qui s'en chargera.

Jusqu'à l'accomplissement de la révolution bourgeoise, le prolétariat et la petite bourgeoisie avaient en fait des objectifs partiellement communs: destruction des relations féodales, dissolution de l'économie précapitaliste, développement démocratique de la lutte des classes, réforme agraire, etc. Les objectifs représentaient la fin pour la petite bourgeoisie, pour le prolétariat le début de la révolution. L'autonomie politico-organisationnelle du prolétariat était déjà indispensable à l'époque, malgré la possibilité d'une lutte unitaire pour certains objectifs qui n'étaient pas spécifiquement prolétariens. Dans une société où la forme capitaliste est dominante et où l'impérialisme accélère toutes les contradictions, l'unité de lutte ne peut se réaliser que sur les objectifs de classe du

prolétariat: il n'y a pas d'autres objectifs communs, et chaque fois que le prolétariat a perdu son autonomie classe et accepté de se battre pour les objectifs des classes moyennes, sa défaite était acquise dès le départ, et celle des classes moyennes avec elle. Les classes moyennes devront embrasser les objectifs du prolétariat ou s'y soumettre; elles devront accepter, par amour ou par force, sa solution à la crise sociale. Cela est prouvé par la situation des personnes sans réserve, qui ne peuvent pas continuer à vivre dans les conditions actuelles; le besoin croissant de changement le prouve; cela est démontré par la situation dans laquelle se trouvent les éléments des classes vivant sur la plus-value produite par le prolétariat, qui s'aperçoivent qu'ils ne peuvent plus dominer comme par le passé parce que ce type de domination rendra le système complètement hors de contrôle. Cette situation qui met en évidence une perte de vitalité de l'ensemble du système est l'avertissement d'une prise de conscience des conditions de classe: le prolétariat d'une part, la bourgeoisie d'autre part, chacune des deux classes visant à défendre leurs propres conditions qui dégénèrent. C'est le début de ce que la gauche communiste 'italienne' a appelé la 'polarisation sociale', un phénomène accéléré par le gaspillage croissant d'énergie par le capitalisme. Il ne s'agit pas d'énergie au sens strict, au sens écologique, mais de l'énergie sociale, par un système qui glisse de plus en plus dans le désordre et dans l'incapacité d'y remédier en l'absence de tout programme théorique.

Parasitisme

La catégorie du ‘parasitisme’ développée dans le texte *L’impérialisme* de Lénine est le produit de l’interrelation toujours plus étroite et irréversible entre le capital industriel et le monde de la finance, qui se traduit par l’avancement objectif du secteur financier et l’autonomie du capital . Cette catégorie, comme nous l’avons mentionné, ne doit pas être considérée de manière moraliste, tout comme il n’a jamais existé de bonne économie ‘réelle’ qui s’opposerait à une économie ‘fictive’[39]. On a donc un parasitisme entre États, entre classes et au sein d’une même classe. Nous pensons qu’il est important de consacrer un chapitre à ce concept car il est souvent utilisé pour pointer le statut des classes moyennes. En réalité, la part de parasitisme des classes moyennes ne représente qu’une portion d’un mécanisme qui est en fait général et touche les fondements de la forme de production capitaliste.

Avec l’impérialisme, la dimension parasitaire prend des proportions gigantesques, produisant inévitablement dans les principaux pays impérialistes une augmentation de la population non directement liée à ceux qui produisent directement de la plus-value et une masse toujours plus importante de réserves. Les conditions de ces secteurs salariés sont dures, autant pour ce qui concerne le niveau des revenus, que pour les conditions de travail: on pense aux salariés du commerce et des services à la personne, mais c’est en même temps un fait objectif que ces secteurs, fonctionnels à certains égards au système de production capitaliste, ne génèrent pas de plus-value mais la drainent. Ces couches vivent grâce à l’énorme quantité de surprofits que leur impérialisme retire sur le marché intérieur et encore plus sur le marché mondial.

La masse de la production de plus-value dans le monde a atteint des niveaux, surtout après la Seconde Guerre mondiale, qui ne sont plus comparables à l’époque de Lénine. Les zones de parasitisme se sont propagées à un point tel qu’elles ont besoin de plus en plus de plus-value pour être maintenues. Ce mécanisme est général, on ne trouve pas de zones où le parasitisme se propage de façon écrasante et d’autres zones la production de plus-value est prépondérante; la prolifération parasitaire semble s’être insinuée à l’échelle mondiale, bien qu’il reste des spécificités géographiques, résultat de contextes historiques différents. La forme

naturelle d'appropriation de la plus-value dans le monde, ou l'exportation de capital fixe vers des régions plus reculées du monde, est aujourd'hui complètement parallèle à une acquisition qui a pour trait fondamental l'entrée dans les circuits financiers de la plus-value produite. Les activités financières les plus disparates des banques et des fonds d'investissement s'orientent vers l'acquisition de liquidité, résultat de l'extraction de plus-value et de profit, dans les domaines du capitalisme plus jeune ou dans les zones où la liquidité est la conséquence d'une rente, terrain, pétrole, etc.... La rapidité d'interception de ces richesses et la rémunération promise sont aujourd'hui un signe fondamental des conflits entre les différentes oligarchies financières; cette opération est fondamentale pour tout impérialisme aussi afin de pouvoir garder pour lui ses propres zones parasitaires.

Le prolétariat peine à se considérer comme une classe au sein d'une société où des millions d'individus cherchent, à travers des mécanismes de masse, des organisations corporatives, des lobbies politiques et des actions individuelles, à se tailler une place au banquet d'appropriation de la grande masse de plus-value toujours plus produite dans d'autres régions du monde. L'individualisme parasitaire est un trait objectif de la phase impérialiste capitaliste. Mais si d'un côté l'opportunisme, vu son caractère politique petit-bourgeois, contribue à faire baisser les salaires des prolétaires, il suffit de regarder les baisses de salaires dans les principales métropoles impérialistes, de l'autre il ne peut empêcher l'augmentation des taux de parasitisme. Le résultat est que non seulement le parasitisme ne diminue pas, mais augmente même énormément, rendant le système lui-même de plus en plus archaïque et lent, augmentant les dépenses improductives et sapant ainsi les mêmes fondements de la 'paix sociale' qui lui permettent d'avoir des couches énormes de salariés (productifs ou improductifs par rapport au capital, mais toujours sans réserve) et des classes moyennes.

Dans l'*Idéologie allemande*, Marx a nié les idéologues bourgeois qui voyaient la différence entre productif et non productif dans la consommation et non dans la production. Pour maintenir le revenu net du parasitisme social, la plus-value doit augmenter, mais cela diminue compte tenu de la dimension parasitaire et financière de l'impérialisme lui-même et de l'automatisation (travail mort qui mange du travail vivant). Dans le capitalisme, nous avons une production incessante, c'est-à-dire une introduction incessante d'un nombre croissant de biens sur le marché (marais du marché)[40]. Nombre de marchandises, donc

quantités discrètes, dont chacune subit une baisse naturelle de valeur et tôt ou tard, mais toujours rapidement, de prix. La marchandise idéale est donc celle continue dont parle déjà Marx, possiblement produite sous un régime de monopole (ou d'entente entre monopoles), qui est alors la particularité de l'ère impérialiste. Le service est la forme phénoménale de biens continus. En achetant une voiture, vous disposez d'un bien discret qui vous fournira sa valeur d'usage pour les délais prévus par le concepteur sur la base d'une étude de marché. Après cela, vous devez le remplacer par un autre, maudissant peut-être ceux qui, cependant, avaient déjà réussi à facturer le 'contrôle technique'. Si la voiture est louée, vous bénéficiez d'un service continu et vous avez également l''avantage' de ne pas aller à la casse. L'usine vend, la société de courtage prend son pot-de-vin et l'utilisateur paie généreusement le service, s'il le peut[41]. Il n'y a pas de commodité spécifique, mais l'argument de vente est tentant: parmi les valeurs d'usage qui sont proposées il y aurait la commodité, l'assurance totale, la conduite sans soucis...

L'impérialisme lui-même n'est rien d'autre qu'une évolution du système de production capitaliste qui déplace l'essence de cette forme sociale à un degré plus complexe et mondial, à savoir la production et l'appropriation de la plus-value. Elle apparaît sur la scène mondiale lorsque, pour les capitalismes les plus avancés, le besoin s'est fait sentir d'aller au-delà des frontières nationales pour acquérir des tranches de plus-value toujours plus importantes, du fait du degré de concentration toujours plus élevé du capital et de la productivité du travail. Même le concept de parasitisme serait inutilisable s'il n'était pas lié au concept de plus-value. Le parasitisme lui-même, en fait, a été présent sous diverses formes dans toutes les sociétés divisées en classes. Le phénomène parasitaire produit par l'impérialisme tant dans ses phases initiales que dans sa phase actuelle, celle de sa putréfaction et de sa transition, en plus de la génération de plus en plus cohérente de couches parasitaires, connaît maintenant une situation critique dans la gestion de ce qu'il a généré et nourri parasitiquement. L'impérialisme est un corps unitaire mais est en même temps divisé en bourgeoisies nationales représentées par leurs États, qui ne parviennent pas à trouver un équilibre, et sont condamnés à se déchirer de manière plus ou moins sanglante...

Chaque réalité impérialiste continue de produire sans cesse des couches de parasitisme et des masses de prolétaires sans réserve de plus en plus nombreuses. Il lui faudra donc extraire des parts de plus-value toujours plus importantes au

niveau international, mais cela n'a pas été suffisant et ne suffit pas et nous continuons donc sur la voie de l'endettement de l'État. Il n'est donc pas étrange que, dans la situation actuelle de déséquilibre, des crises de dette souveraine se produisent. La financiarisation elle-même, élément qui domine la phase impérialiste, génère ce problème, drainant des parts de plus-value, et affecte encore plus la dette souveraine à travers les mécanismes de la spéculation. Et cela fibrille les classes moyennes. Les tentatives de se protéger contre la spéculation internationale sont vaines, car elles ne peuvent même pas ralentir la relation entre la part du parasitisme interne dans les différents États et leur capacité à s'approprier la plus-value. L'augmentation de la liquidité circulant grâce à l'argent virtuel non lié à la production de biens s'avère être une drogue très dangereuse: limiter le parasitisme par le parasitisme lui-même!

---

39 Voir à ce sujet, Le Fil Rouge n°5, *Robot et Finance*

40 *Volcan de la production ou marais du marché?*, *Il Programma Comunista* n° 1 à 19 1950. Traduction française sur le site de l'UQAC: http://classiques.uqac.ca/classiques/bordiga_amedeo/volcan_production/volcan_production.pdf

41 Ce qui gonfle aussi énormément le nombre de travailleurs affectés à cette tâche.

Dictature du prolétariat sur toutes les classes

Si le prolétariat tend à briser la domination bourgeoise, à détruire l'appareil d'État capitaliste et à s'ériger en classe dominante (dictature du prolétariat), ce n'est pas d'avoir son tour et de perpétuer à son avantage des relations d'exploitation. Cette révolution politique n'est que le prélude, la condition nécessaire, d'une révolution sociale, de la destruction des rapports de production capitalistes qui reproduisent la division du travail et les classes opposées. Le prolétariat ne peut se libérer comme classe qu'en supprimant la société de classes en général. Les forces de production entrent aujourd'hui de plus en plus en collision avec les rapports sociaux capitalistes. Aujourd'hui, nous avons une production volcanique. L'homme s'est débarrassé de la lutte titanesque de la survie contre la nature; la faim dans le monde comme nous le rappelons est un problème artificiel créé par le capitalisme lui-même, par ses rapports sociaux liés à la division des classes! L'abondance est désormais possible parce que la pénurie n'existe que par la dimension archaïque d'une classe qui ne veut pas abandonner ses intérêts particuliers.

Cette révolution sociale se heurtera inévitablement à la bourgeoisie et aux classes moyennes elles-mêmes, non seulement parce qu'elle supprimera leurs privilèges de classe et de catégorie, mais aussi parce qu'elle ira à l'encontre de toutes leurs habitudes de pensée.

«Le plus caractéristique dans les événements de Cronstadt, ce sont justement les oscillations propres à l'élément petit-bourgeois. Très peu de choses concrètes, précises, définies. Des mots d'ordre vagues: 'liberté', 'liberté du commerce', 'affranchissement', 'Soviets sans bolcheviks', ou renouvellement des Soviets, ou suppression de la 'dictature du parti' , etc. Mencheviks et socialistes révolutionnaires déclarent que le mouvement de Cronstadt est 'leur' mouvement. Toute la garde blanche se mobilise "pour Cronstadt" aussitôt avec une rapidité radio-télégraphique. Les spécialistes militaires blancs à Cronstadt (...) dressent un plan de débarquement des troupes à Oranienburg, plan qui effraye la masse hésitante des Mencheviks, des Socialistes révolutionnaires et des sans-parti (...). Les grosses banques, les manitous du capital financier ouvrent des souscriptions pour soutenir Cronstadt. Le cadet Milioukov, ce chef intelligent de la bourgeoisie et des grands

propriétaires fonciers, explique patiemment (...) qu'il n'est pas nécessaire de se hâter avec la Constituante, que l'on peut et que l'on doit se prononcer pour le pouvoir des Soviets, seulement sans bolcheviks. Certes il n'est pas difficile d'être plus intelligent que ces nigauds épris d'eux-mêmes que sont les paladins de la phrase petite-bourgeoise ou les chevaliers du réformisme petit-bourgeois maquillés en 'marxisme' . Le chef politique de la grande bourgeoisie se montre plus clairvoyant de par sa situation de classe, il comprend la nature de classe des événements mieux que les chefs de la petite-bourgeoisie (...) car la bourgeoisie est effectivement une force de classe qui, en régime capitaliste domine inévitablement (...), tandis que la petite-bourgeoisie – c'est-à-dire tous les héros de la II° Internationale et de l'Internationale deux et demie – ne peut être, par son essence économique, rien d'autre que l'expression de l'impuissance de classe. De là ses hésitations, sa phraséologie, sa débilité. En 1789, les petits-bourgeois pouvaient encore être révolutionnaires; en 1848, ils étaient ridicules et pitoyables; en 1917-21, ils sont des auxiliaires répugnants de la réaction».

Lénine, *Sur l'impôt en nature*, 21 avril 1921.

Comme alors, ils ne peuvent accepter la thèse communiste selon laquelle la dictature est indispensable car il ne s'agit pas d'un changement de nature privée, mais de l'existence même de la bourgeoisie. Sur cette base, aucun accord n'est possible. Seule la force peut décider. Le pouvoir unique du prolétariat, à travers son parti, n'exclut bien sûr pas la possibilité d'accords partiels ou de grandes concessions transitoires vers les classes moyennes, ou comme ce fut le cas par le passé lors de la révolution russe vis-à-vis des masses paysannes. Mais le prolétariat ne peut accepter ces accords qu'après avoir pris le pouvoir et s'être assuré de la possibilité de décider librement des concessions à faire ou à rejeter dans l'intérêt du socialisme. Et c'est ce pouvoir des prolétaires de décider que les classes moyennes ne veulent pas à tout prix, car il supprime leur liberté de persister dans leurs vieilles habitudes à la fois dans le domaine économique et dans le domaine politico-social[42]. Ils n'accepteront pas les mesures politiques de la dictature, c'est-à-dire la centralisation militaire et administrative, le recours à la terreur dans tous les cas où il est nécessaire de briser la résistance à la transformation socialiste. Il est facile de prédire comment chacun d'entre eux réagira lorsqu'il y aura un arrêt de l'accumulation et de la production débridée (par exemple des voitures... ou des objets inutiles mais aujourd'hui considérés comme

nécessaires dans le capitalisme toxique actuel ..), quand ils bloqueront les bâtiments urbains en attendant de démolir les gigantesques métropoles qui ont réduit les hommes à vivre dans de boîtes de sardines, lorsque toute autonomie des entreprises sera supprimée (même si autogérée et solidaire…), lorsque la production et la consommation seront contrôlées de manière centralisée afin d'abolir la circulation mercantile et l'argent ou quand, enfin, certaines activités (inutiles et nuisibles) seront interdites et où chacun sera obligé de travailler (à l'aide de machines qui fonctionnent enfin pour l'espèce humaine et non pour l'accumulation capitaliste) dans le secteurs utiles. Toutes ces mesures apparaîtront comme des ''sauts dans le vide'' pour ceux qui considèrent les catégories du capitalisme éternelles et naturelles, et n'imaginent même pas une vie sociale qui ne les contemple pas[43].

Même si ces classes seront préparées aux mesures de la dictature prolétarienne par les convulsions qui précèdent la prise du pouvoir, puisque la révolution n'éclate que lorsque toutes les autres solutions ont échoué, la bourgeoisie et les classes moyennes devront être forcées au bouleversement de tous les rapports de production. La nécessité de la dictature du prolétariat, à travers son parti révolutionnaire, découle de l'impossibilité de passer du capitalisme au socialisme du jour au lendemain. Pendant la longue période de transition au cours de laquelle toutes les relations sociales subiront des transformations continues, la dictature prolétarienne brisera la résistance inévitable des autres classes, leur inertie historique, leurs aspirations illusoires et cette force d'habitude qui est, comme l'a dit Lénine, chez des millions d'hommes, une force terrible.

Il est certain que le rythme de ces transformations dépend essentiellement des besoins de la révolution mondiale, du rapport de force entre les classes à l'échelle internationale et, d'autre part, des conditions économiques et politiques locales. Incapable d'espérer parvenir au communisme en un jour, une fois au pouvoir, le prolétariat peut faire preuve d'un plus grand 'réalisme' et adapter le rythme de l'évolution aux conditions réelles. Même si aujourd'hui il y a inévitablement le problème de la transition, les temps peuvent être considérés comme beaucoup plus courts[44], étant donné la dimension transitionnelle dans laquelle le capitalisme lui-même s'est terminé, comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises Lénine parle du capitalisme en transition en mettant l'accent sur le niveau maintenant atteint par le développement des forces productives et leur relative

extension internationale, un capital qui, en se totalisant, sape les fondements de la loi de la valeur qui le maintient en vie. Le prolétariat pourra supprimer l'argent dans un laps de temps relativement court.

La socialisation des forces productives par le capitalisme lui-même a progressé à un point tel que le remplacement du mode de distribution mercantile et monétaire par le mode socialiste sera rapide. L'appareil productif est si pléthorique que même des destructions importantes pendant la guerre civile permettront à des forces productives suffisantes d'exister pour satisfaire les besoins rationalisés des populations et éviter le retour de tout l'ordre ancien.

Cette mesure facilitera également la lutte contre les trafics en tous genres, où se manifeste le génie des petits bourgeois. Il est certain que les classes moyennes tenteront d'échapper à la fois à l'obligation du travail social et à l'orientation de l'activité productive.

Il est clair que le travail apparaît comme une triste obligation, les machines elles-mêmes ont mis l'homme en cage, en son devenu son appendice, et la grande aspiration de chacun est de lui échapper. Cette habitude sociale ne changera que lorsque les mêmes conditions de travail auront complètement changé et que l'activité productive sera devenue, selon l'expression de Marx, le premier besoin de l'homme. En attendant, les fractions récalcitrantes doivent être obligés de travailler.

Toutes les formes de production forcées de travailler, et si les contraintes économiques et les habitudes suffisent aujourd'hui, le capitalisme naissant a utilisé la violence ouverte pour envoyer des humains au travail: au 16e siècle en Angleterre, des milliers de vagabonds ont été pendues dans la rue pour montrer la bonne voie à leurs frères. Si le capitalisme de notre époque n'utilise plus de tels systèmes, on ne sait pas pourquoi il est devenu humain, mais pourquoi, loin de chercher des armes, il faut avant tout se débarrasser des sans réserve, au moindre coût... jusqu'à ce que ce parasitisme ne le fasse pas mettre en danger....

En allant librement travailler, le prolétaire se rend aussi librement là où le capital a besoin de lui; ému par son libre arbitre, peut-être qu'il passe clandestinement les frontières, se laissant tromper et exploiter par les passeurs et emmené par les gardes à la frontière. Librement exilé d'une nation à l'autre, d'un continent à l'autre, attiré ou rejeté par les fluctuations du marché. Le travail libre actuel est

celui qui est soumis au capital et à l'anarchie du marché. Abolir l'anarchie de la production capitaliste, organiser la production à l'échelle mondiale selon les besoins sociaux, implique que la répartition des producteurs soit planifiée. Pour effacer la différence entre ville et campagne, c'est-à-dire détruire les villes, il faudra certainement, par exemple, inverser la tendance actuelle à l'urbanisation.

La société capitaliste a déjà largement éliminé le temps de travail. Machines, organisation scientifique, application de nouvelles théories à la dynamique du système de production, intégration des marchés et donc de la production et même du prolétariat mondial, passage de l'industrie lourde à de nouvelles productions de plus en plus 'légères' voire dématérialisées: tout cela a objectivement libéré l'homme de la nécessité de travailler pendant de nombreuses heures. Par conséquent, demain, la réduction de la journée de travail, comme beaucoup d'autres réalisations immédiates, ne sera pas tant le résultat d'un décret émis par un gouvernement, mais celui de la libération d'un potentiel déjà donné par le développement de la force productive sociale dans la phase capitaliste précédente. Seule une conception grossière et précommuniste peut suggérer une dictature du prolétariat qui obtienne des résultats révolutionnaires au moyen des décrets émis par les commissaires du peuple. La forme n'a pas d'importance, les décrets seront là, mais ils seront dictés par l'explosion réelle des possibilités avant le freinage.

Il existe au moins trois façons de diminuer le temps de travail:

1. éliminer les activités antisociales ou, comme le dit Marx, anti-humaines;
2. éliminer les déchets, les faibles performances, c'est-à-dire planifier, puis rationaliser, le complexe d'activités utiles;
3. répartir le travail sur la population mondiale, c'est-à-dire donner une activité à ceux qui sont sans travail aujourd'hui et donc soulager le travail de chacun, ce qui est très différent de la réduction du temps de travail dans l'espoir que le nombre de prolétaire augmente.

Il convient de noter que la critique adressée au communisme par ceux qui sont toujours liés à la société d'aujourd'hui - «*vous voulez une société organisée comme une caserne*» – et que l'on retrouve même chez Rosa Luxembourg et dans toute la littérature libertaire, est une critique fondée sur des clichés courants de

propagande ennemie. La bourgeoisie, si pointilleuse sur la ‘massification’ communiste, est la société qui a le plus massifié les hommes, leur faisant d’ailleurs croire qu’ils ont sauvegardé leur individualité sacrée en cultivant dans leur tête tous les égoïsmes possibles, du primordial à ceux plus sophistiqué de façon moderne.

En dehors de cela, elle a vraiment tiré pleinement parti des ‘problèmes de casernes’ faisant des usines le royaume du ‘despotisme industriel’, où l’homme compte pour ce qui sert le marché et est jeté dès qu’il n’est plus nécessaire, où l’on vit au rythme des chronomètres, où l’on mange à la cantine ou pire, dans la restauration rapide, et où il n’y a qu’un simple numéro de série ou un code marketing partout. Elle s’est largement inspirée des éléments plus spécifiquement militaires, dérivant la plupart des critères organisationnels modernes qui sont un résultat social révolutionnaire: sans les armées et le besoin de contrôle dans la mobilisation d’immenses forces pendant la Seconde Guerre mondiale, le concept de ‘qualité totale’, n’aurait pas été possible ni cette mentalité systémique aujourd’hui indispensable à quiconque veut diriger une entreprise. La science moderne de l’organisation du tissu productif social entre les industries ne serait pas non plus concevable; cela a permis, par exemple, la conquête spatiale super-idolâtrée.

Ce serait une erreur de croire qu’une répartition planifiée et autoritaire des producteurs signifie qu’une contrainte physique est constamment exercée sur tous les travailleurs. Dans la révolution, le prolétariat atteint la hauteur de ses tâches historiques, comprend les besoins de la lutte et des transformations sociales et y adhère spontanément: dans la révolution, des couches de plus en plus importantes de prolétaires suivent leur organe de direction historique; le prolétariat se discipline par rapport à son parti. Et les autres classes devront se soumettre volontairement ou non à cette discipline. Une terreur saine doit être instillée dans toutes ces classes en dehors du prolétariat et même dans les secteurs de prolétaires qui n’acceptent pas cette discipline, afin qu’ils renoncent à mettre en avant leurs programmes et à défendre leur perspective conservatrice ou contre-révolutionnaire; mais une fois ces catégories sont politiquement maîtrisées, qu’elles ont renoncé à une ‘restauration’ et accepté la domination et la direction prolétariennes, on cherchera à les intégrer dans la production sociale.

Car ni l’approche, ni la neutralité, ni l’hostilité de ces catégories ne peuvent être considérées comme des données invariables: leur attitude dépend de l’évolution de

la situation. C'est une des raisons qui rend parfaitement vaine la recherche d'une limite socio-économique entre le prolétariat et les classes moyennes. Il existe une limite et c'est la politique. Voilée en période de paix sociale, elle saute aux yeux en période de lutte, lorsque les forces sociales se désagrègent, s'alignent et se font face.

Si le sociologue ne peut pas découvrir la frontière entre le bourgeois et le prolétaire, la révolution communiste la découvre immédiatement: le prolétaire est avec la révolution, la bourgeoisie est contre la révolution!

Les classes intermédiaires restent. La place qu'elles auront dépend de leur attitude. La dictature du prolétariat à travers son État n'est pas basée sur une 'loi constitutionnelle' rigide, car l'organisation étatique du prolétariat à une époque où toutes les relations sociales et les catégories changent constamment, le droit de 'faire partie' ne descend pas à partir de critères juridiques démocratiques ou économiques, mais uniquement de l'alignement politique des classes, selon les hauts et les bas de la lutte, la base peut donc s'élargir mais parfois se rétrécir.

C'est pourquoi nous revendiquons l'importance et la centralité du parti totalitaire du prolétariat. Seules les couches sociales qui adhèrent pleinement au programme et aux tâches de la révolution forment l'armure de l'État dictatorial, sous la direction du Parti. Ils imposent la destruction du capitalisme à d'autres classes moyennes, neutralisées ou soumises, et qui n'ont droit à une vie politique que si elles suivent l'avant-garde révolutionnaire.

---

42 Pour prendre un exemple ridicule, considérons les pratiques des groupes d'extrême gauche, des écologistes, et plus généralement du milieu alternatif etc... chez lesquels règnent l'éternelle mythification de l'assemblée, de la communication horizontale, du 'tour de table', pour savoir ce que tout le monde pense, et qui se transforme en une ivresse inutile d'opinions individuelles... Bien plus ferme fut la stratégie léniniste: 'tout le pouvoir aux soviets', oui, mais quand les soviets étaient réellement sous la direction du parti révolutionnaire, un grand désappointement pour tous nos bons démocrates d'hier et d'aujourd'hui.

43 Cf. *Le programme révolutionnaire immédiat*, Il Programma Comunista, 1953 (Le fil rouge, n° 2 2017)

44 Nous parlons ici du temps entre la prise de pouvoir du parti prolétarien, la dictature du prolétariat et la transformation de la société socialiste. Évidemment, nous nions toute théorie qui parle d'un capitalisme qui se décompose seul ou qui se décompose. Le capitalisme est un système historique et il n'est pas éternel, ayant dit que l'impérialisme est entré dans sa phase suprême où toutes ses contradictions deviennent plus stridentes, et où la contradiction entre les forces productives et les anciennes relations sociales qui les

exploitent est toujours plus violente. «*Marx n'a pas prédit une montée du capitalisme suivie d'un déclin, mais au contraire une exaltation simultanée et dialectique de la masse de forces productives contrôlées par le capitalisme, de leur accumulation et de leur concentration illimitées, et en même temps la réaction antagonique des forces dominées, représentées par la classe prolétarienne. Le potentiel productif et économique général continue à monter jusqu'à ce que l'équilibre soit rompu: on a alors une phase révolutionnaire explosive, une chute brutale et de très courte durée, où les anciennes formes de production sont brisées et où les forces productives retombent, pour se réorganiser ensuite et reprendre une ascension plus puissante.*» *Le renversement de la praxis dans la théorie marxiste*, 1951, Parti communiste international, http://www.pcint.org/15_Textes_Theses/07_01_fr/1951-theorie-action-dans-doctrine-marxiste.htm

Défaites et bilan pour le parti de classe

Nous sommes loin d'une situation insurrectionnelle, mais notre travail de parti aujourd'hui est indissociable de nos tâches de demain, dérivant de l'alternative capitalisme ou communisme, du défi historique entre la bourgeoisie et le prolétariat[45]. Bien que ce soit la seule alternative de notre temps, cela n'implique pas que la bourgeoisie et le prolétariat soient seuls face à face.

Mais cela signifie que les autres classes n'ont pas leurs propres objectifs réalisables et que, par conséquent, leurs actions et batailles les plus violentes ne peuvent que fusionner avec la lutte de l'une des deux classes fondamentales; même s'ils croient se battre seuls, leur lutte finit par favoriser objectivement l'un ou l'autre des deux pôles.

Il est évident que la révolution est un processus complexe qui entraîne l'explosion de tous les antagonismes sociaux, la mobilisation de toutes les classes, souvent sur des positions confuses et oscillantes. Celui qui attend une pure révolution sociale ne la verra jamais, même lorsqu'elle se produit. C'est un mot révolutionnaire qui ne comprend pas la révolution elle-même.

La révolution est l'explosion armée de tous les opprimés et mécontents, y compris les fractions petites bourgeoises et les prolétaires arriérés - aucune révolution n'est possible sans une telle participation de masse. Ces secteurs apporteront inévitablement leurs préjugés, leurs faiblesses, leurs fantasmes réactionnaires et leurs erreurs dans le mouvement. Mais objectivement, ils attaqueront le capital. Le parti révolutionnaire du prolétariat pourra unifier cette masse informe et contradictoire et la diriger, conquérir le pouvoir, réprimer la caste politique, exproprier les spéculateurs et les capitalistes détestés de tous (quoique pour des raisons différentes!) Et exercer la dictature.

La révolution ne tombe pas subitement du ciel, elle est l'aboutissement d'une série de batailles de plus en plus violentes, à des fins de plus en plus claires. La bataille finale n'est pas prévue, de grandes et petites batailles sont menées, l'expérience et la force s'accumulent. Les opportunistes sont ceux qui attendent le jour x dénonçant comme des 'provocations' toutes les attaques partielles et fatalement destinées à être rejetées. Il est inévitable compte tenu du développement inégal et

contradictoire du capitalisme que les différentes batailles se déroulent dans des temps, quantités et qualités différentes. Or, c'est précisément dans les défaites que nous apprenons, que nous durcissons, que nous sélectionnons:

«*La diversité de temps, de forme et de lieu des insurrections qui est le plus sûr garant de l'ampleur et de la profondeur du mouvement général; ce n'est que par l'expérience acquise au cours des mouvements révolutionnaires inopportuns, isolés, fragmentaires et voués de ce fait à l'échec, que les masses acquerront de la pratique, s'instruiront, rassembleront leurs forces, reconnaîtront leurs véritables chefs, les prolétaires socialistes, et prépareront ainsi l'offensive générale, de même que les grèves isolées, les manifestations dans les villes ou de caractère national, les mutineries dans l'armée, les soulèvements paysans, etc., avaient préparé l'assaut général de 1905.*»

Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* 10.

L'insurrection irlandaise de 1916

Le prolétariat et son parti ne détiennent pas en eux-mêmes de 'certificats d'aptitude' à la révolution. Seule la confrontation de plus en plus étroite avec la contre-révolution garantit, dans une certaine mesure, continuité et cohérence organisationnelles. Chaque défaite doit donc être considérée comme un changement dans la confrontation historique entre les classes, comme un processus de simplification de l'activité politique par rapport à l'évolution des événements économiques et sociaux. Processus qui produit un changement qualitatif dans les relations de pouvoir au niveau historique, malgré ce qui semble être au niveau immédiat.

La gauche communiste 'italienne', se référant aux contre-révolutions, les définit sans ambiguïté comme les étapes nécessaires de l'enseignement au plus haut degré[46]. Et il ne se réfère pas seulement au rôle préparatoire qui découle des expériences pratiques, de la fonction de 'gymnase politique' utile au prolétariat. Elle renvoie tout d'abord au fait que les 'défaites' constituent une 'confirmation théorique' et une 'garantie historique de la révolution'. Qu'entendons-nous exactement par là?

Si nous faisons abstraction des aspects concrets, des formes particulières assumées par les défaites, nous observons un phénomène politique unique qui les

unit tous, une constante qui se répète et agit dans le temps. Chaque fois que l'action politique ne pouvait se situer sur le plan étroit de l'offensive de classe, elle était contrainte de battre en retraite face à la conservation bourgeoise. La Commune de 1871, par exemple, n'a pas eu la force de pousser l'offensive politique et militaire pour vaincre l'armée Versaillaise avant de se réorganiser, n'a pas tenu compte de l'effet perturbateur que l'expropriation de la Banque de France aurait provoqué et en a payé les conséquences sanglantes. L'Internationale Communiste a commis des erreurs tout aussi dévastatrices, mais surtout elle n'était pas en mesure de rejeter la social-démocratie (frontisme, antifascisme, interclassisme...).

Tant que la politique révolutionnaire n'est pas en mesure d'établir pratiquement une ligne de démarcation claire entre les classes, formalisant une tactique ('plan d'action systématique') qui peut également prédire les résultats futurs de l'initiative révolutionnaire, la bourgeoisie maintiendra toujours une avantage en face de la guerre entre les classes.

La 'garantie historique de la révolution' consiste précisément en cela. La bourgeoisie est forcée de révolutionner continuellement sa façon de produire et, pour défendre son ordre social, elle est également obligée de mettre en œuvre certaines des instances propres à la révolution, comme dans le cas du programme du *Manifeste du Parti communiste*, dont le réformisme avait hérité et largement réalisé; comme dans le cas du programme réformiste, hérité du fascisme. Dans cette dynamique, chaque succès obtenu par la bourgeoisie contribue à réduire la marge de manœuvre politique qui subsiste, celles que l'histoire n'a pas encore pu fermer.

Il est tellement évident que la série ne peut pas être infinie. En effet, il a atteint un point culminant, un point où même un nouveau bond en avant des forces sociales productives n'apporte pas d'avantages politiques décisifs aux forces de conservation sociale.

Aucune révolution ne peut réussir si l'appareil d'État de la bourgeoisie est pleinement efficace, avec un contrôle total des outils de propagande et de répression tels que les médias, le pouvoir judiciaire, la police, l'armée. Eh bien, de ce point de vue, même un paramètre comme celui de la 'méfiance sociale' perd toute configuration abstraite et générique pour devenir partie intégrante de la chaîne physique du changement social en cours. Des millions d'hommes qui descendent

dans la rue pendant dix ans d'affilée contre les gouvernements représentent un facteur matériel avec un pouvoir qu'aucun appareil de contrôle ne peut facilement affaiblir.

Le saut est de comprendre que le problème n'est plus celui de la reconnaissance faciale, des caméras vidéo, des policiers trop violents et antidémocratiques, pour s'opposer physiquement aux manifestants, c'est la dimension militaire des chars, des hélicoptères, etc... Qui détient le monopole de la violence l'exerce! Mais ces mêmes chars pourraient devenir moins efficaces pour l'État si certains d'entre eux découragés se retournaient contre leur propre armée...

Lors de la crise de 1929 aux États-Unis, après une première phase de découragement, les travailleurs ont massivement fait confiance à Roosevelt, voyant dans l'interventionnisme d'État keynésien un outil utile pour retrouver le niveau de vie antérieur. De même en Allemagne, des millions de chômeurs sont allés former la base électorale du parti nazi. Avec les mêmes motifs, les ouvriers français de 1936, avec leurs votes, contribuent à faire passer le Front populaire social-démocrate au gouvernement. En tout cas, tout a été ramené dans la sphère des relations bourgeoises sans qu'elles soient le moins du monde remises en cause.

Le paramètre 'méfiance' avec tout ce qu'il implique n'a pas touché significativement les populations des prolétaires sans réserves malgré la grande et durable dépression économique. Un signe que le système politico-idéologique résiste bien à l'impact négatif de la crise tout en maintenant une solide emprise préventive sur la société. De toute évidence, la bourgeoisie avait encore une marge de manœuvre relativement large. Nous ne voulons certainement pas présenter une image idyllique du capitalisme des années 1930. Cependant, la 'grande dépression' au lieu de desserrer les nœuds qui unissaient le prolétariat à l'environnement bourgeois, comme le font aujourd'hui les processus contradictoires de la crise actuelle, a fini, paradoxalement, par les resserrer davantage, renforçant l'illusion réformiste que l'État, en tant qu'entité au-dessus des partis, pourrait intervenir en agissant comme un outil indispensable pour lutter contre l'anarchie capitaliste privée.

La combinaison du réformisme social-démocrate et du réformisme fasciste, expérimentée avec succès dans les années 1920, supposait un équipement politique et syndical adapté et indispensable pour conquérir une série plus ou moins variée

de ‘garanties’ patrimoniales, sous forme de pensions, primes, assistance, sécurité sociale, etc. Aujourd’hui, ces réformes sont fortement remises en cause par la condition asphyxiée du capitalisme et des entités qui les ont adoptées et gérées.

Les partis, les institutions et les contraintes idéologiques du passé, soumis à des critiques incessantes et destructrices, en font les frais. Dans un paradoxe apparent, le résultat politique ne change pas si au lieu du phénomène abstentionniste, typique du mécontentement social, nous prenons en considération les votes que les différents partis recueillent et se partagent. La structure électorale classique, basée sur le schéma bipolaire droite-gauche, qui servait à légitimer un semblant d’alternative sur laquelle spéculer politiquement, n’existe pratiquement plus. Le cadre institutionnel est extrêmement fragmenté, nuancé, avec des agrégations gouvernementales qui se traduisent inévitablement par de faibles alliances transversales, parfois considérées dans d’autres temps comme scandaleuses.

C’est dans ce mélange indistinct, dans lequel toutes les parties finissent par se ressembler et s’homologuer, que la convergence se renforce vers un centre qui n’est plus même un lieu physique institutionnel de médiation, mais un court-circuit politique dans lequel divers groupes se retrouvent en plein désarroi dans le seul but de se préserver. Le sentiment répandu cesse de se conformer à celui de la classe dirigeante. La conviction que les phénomènes économiques et sociaux se sont révélés bien plus forts que la politique et l’État qui aurait dû les contrôler prend racine dans la société. L’idée dominante est que la sécurité sociale, à laquelle aspirent les populations, n’est pas une condition que l’Etat peut garantir. C’est pourquoi les partis et les institutions sont mis hors jeu. Un populisme réactionnaire résiste et se fait représentatif des peurs de la population en les nourrissant, mais en même temps sans évidemment pouvoir les éliminer. Le résultat général qui se dégage est celui d’un système de partis placé sur un plan distinct de ceux qui devraient être représentés par ces partis.

Le processus d’intégration, le degré maximum d’interdépendance de l’individu-citoyen vis-à-vis du système des partis et de l’État, avait atteint son apogée pendant la guerre froide qui avait déployé des millions de prolétaires derrière des rideaux artificiels en faveur de l’un ou de l’autre, un autre des deux principaux pays impérialistes.

La séparation du capital financier du capital industriel, son autonomisation et sa

vocation exaspérée anationale, redéfinit et simplifie encore le cadre général dans un processus de désintégration.

L'État-nation est réduit à une pure expression géographique et militaire, il subit les incursions du capital fictif international anonyme sur lequel il perd son influence politique, et se lance avec colère dans des guerres sur le front intérieur et extérieur pour défendre ses intérêts de classe (bourgeois).

Il est bien trop évident, dans un contexte général tel que celui brièvement décrit, qu'il ne s'agit pas d'une forme particulière de politique - néolibéralisme, keynésianisme, etc. - qui a échoué. C'est le système tout court qui a cessé de fonctionner, qui a cessé d'agir comme un lien de partage entre les individus et l'État. C'est la substance unitaire du mode de gouvernement, qui est passée du fascisme intact à l'antifascisme, qui a fait son temps et qui n'a aucune possibilité concrète de récupérer ou d'aller plus loin. Et cela rend la situation sociale particulièrement fluide, où les secteurs prolétariens se désintègrent aux côtés du mécontentement des classes moyennes, pourtant incapables de part leur nature même de prendre possession de l'avenir.

---

45 Nous réaffirmons, le cas échéant, que la lutte entre le capitalisme et le communisme n'est pas une lutte entre deux idées différentes. Marx appelle communisme tout le processus matériel du devenir. Le communisme est donc une réalité qui produit déjà des effets dans le présent et non un modèle fantastique qui se réalisera on ne sait quand. Ce n'est pas une utopie ou une philosophie, parmi d'autres: c'est le mouvement matériel vers une organisation sociale supérieure. Les communistes ne sont pas ceux qui 'veulent' le communisme, mais ceux qui le voient déjà à l'œuvre dans le processus incessant qui rend obsolète la forme socio-économique dans laquelle nous vivons et agissent en conséquence. Les communistes adhèrent à quelque chose qui existe réellement (le programme communiste), non à une doctrine philosophique, à l'une des nombreuses 'interprétations' du monde. Aujourd'hui, même en l'absence d'un parti formel, les communistes agissent dans un esprit de parti fidèle à l'orthodoxie de leur programme historique, mettant toujours en avant les besoins politico-militaires du mouvement. Ils luttent pour la transmission et la formation de militants communistes: avant-gardes révolutionnaires au contact de ce qui est possible, au regard des rapports de force entre les classes, avec le prolétariat et ses luttes.

46 *Armement et investissement*, Battaglia Comunista, 1951, Traduction française: http://www.sinistra.net/lib/bas/battag/ceke/cekekfizuf.html

Travailler pour notre classe

La condition fondamentale pour que les différents soulèvements et les mobilisations puissent converger et que les luttes partielles puissent se rejoindre dans une tempête générale est l'existence d'un mouvement de classe prolétarien autonome, puissant et décisif. C'est alors et seulement alors que le misère, la colère et les insurrections du 'peuple' pourront devenir utiles.

Cela ne signifie pas, qu'étant donné l'absence d'un mouvement de classe autonome du prolétariat, il faille se désintéresser des luttes. En revanche, l'attitude de ceux qui, pris d'impatience révolutionnaire, se lancent dans n'importe quelle lutte, peu importe qui la mène, quel que soit son but, prétendant découvrir de nouveaux objectifs révolutionnaires et de nouveaux sujets révolutionnaires, est nuisible et puérile. Voir à ce sujet l'exemple de l'opéraïsme italien, mais on pourrait dire la même chose de l'ultra-gauche française, qui, de la mythification du travailleur d'usine en est passé ensuite à celle du sous-prolétaire, puis au petit entrepreneur, pour en arriver à l'individu libre d'agir et de penser démocratiquement et en assemblée, selon la vieille, mais tenace, conception bourgeoise de l'homme... ou de la femme... mais surhomme... ou surfemme dégonfle toi! Démontrant une fois de plus leur contenu originel petit-bourgeois et opportuniste.

Notre rôle dans une situation défavorable n'est pas de désapprouver les révoltes des gens, mais de ne pas les exalter ou de nous mettre à leur remorque non plus! Ou de les ignorer. C'est surtout de mettre à profit ces luttes, d'évaluer les difficultés qu'elles créent à l'État bourgeois, les troubles et les clivages qu'elles provoquent pour l'encadrement idéologique, politique et physique de la société capitaliste, pour diffuser et faire pénétrer le programme communiste.

Le prolétariat est actuellement absent en tant que sujet politique. Il se manifeste sous de nombreuses formes fallacieuses, principalement économiques, mais pour passer de cette résistance élémentaire à sa dimension politique, les collisions devront être beaucoup plus fortes. Il est inévitable que les mouvements populaires, expression essentiellement politique des petits bourgeois, même avec des quotas massifs de prolétaires à l'intérieur, submergeront tout, sous le poids lourd de leurs objectifs démocratiques-réformistes-conservateurs-réactionnaires, donnant leur marque à toutes ces luttes. Mais il est évident que la dimension de l'insécurité, du

chaos qui traverse la planète est le résultat de chocs qui commencent à mettre en mouvement l'ensemble des classes sociales.

Nous apercevons l'aspect positif de ces éruptions perturbatrices, mais nous devons critiquer et combattre sans relâche les objectifs, l'idéologie et les illusions des mouvements petits-bourgeois afin de les opposer non pas à un économisme ouvrier grossier, mais au programme communiste.

Nous devons d'abord nous différencier de tous les autres, travailler pour notre classe, donner de la force et des armes à notre classe. La fonction des communistes et de leur parti est d'aider le prolétariat à s'éduquer à travers ses luttes, à préparer la révolution et son rôle de dirigeant, à s'organiser et à accumuler force et expérience pour accomplir ses tâches. Il doit donc constamment affirmer le caractère original du prolétariat, sa doctrine, ses finalités historiques, ses voies et moyens de lutte. Il doit constamment garder le prolétariat en alerte, lui montrant les multiples problèmes auxquels il sera confronté - allant de la plus simple des grèves à sa dimension militaire - et dans la mesure où l'expérience des luttes confirmera nécessairement ces prédictions et indications - les prolétaires s'aligneront sur les positions de classe défendues par le parti révolutionnaire, suivront ses directives et s'organiseront autour de lui.

Le prolétariat doit surtout mener cette lutte contre l'influence des classes moyennes. Mais c'est aussi le seul moyen de préparer ces classes à la révolution communiste. Les communistes dédaignent cacher leurs objectifs, si je ne cache rien[47], s'ils disent la vérité, c'est parce que c'est leur meilleure arme !

Nous n'avons pas peur d'être clairs, nous déclarons donc ouvertement aux classes moyennes ce que l'avenir leur réserve, la vanité de leurs aspirations, les mesures que le prolétariat devra prendre avec ou sans leur consentement - et non pas pour les convertir au communisme, pour les convaincre de renoncer à leurs positions, mais parce qu'elles rejoindront ou se soumettront plus facilement au prolétariat, plus l'expérience leur aura montré la justesse de ses prédictions historiques et la sincérité de sa propagande. Il serait absurde d'espérer une adhésion de masse au communisme des classes moyennes, et il est criminel d'en faire dépendre la révolution. Une autre chose est d'identifier les bandes en cours de prolétarisation et de leur permettre de faire expérience d'organisation et la lutte prolétarienne.

Dans les processus de crise, la prolétarisation de grandes masses de classes

moyennes est un fait incontestable associé à une augmentation de la masse des prolétaires sans réserve (actifs ou inactifs sur le marché du travail), et c'est le facteur central pour les communistes.

Les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière elle-même ne disparaissent jamais parce qu'elles sont un produit nécessaire à l'existence du capitalisme lui-même, elles sont à bien des égards les saboteurs internes que la bourgeoisie utilise contre les prolétaires.

Lutter pour le socialisme scientifique, accumuler des forces pour la révolution, ne signifie pas caricaturer la lutte en en faisant une opposition simpliste entre prolétaire et bourgeois, mais considérer la société dans son ensemble, préparer les prolétaires à la révolution et préparer d'autres couches sociales.

Le parti révolutionnaire n'a pas de programme spécial à l'usage des classes moyennes, mais assume leur ligne contradictoire et leur fonction sociale et politique. Le programme communiste ne se divise pas en différentes catégories, mais surmonte et élimine toutes les barrières de catégorie. Cette unification de l'humanité, le prolétaire l'annonce aujourd'hui afin de pouvoir la réaliser demain.

Le Fil Rouge, 2020

47 Cela ne signifie pas que les communistes dédaignent le travail illégal et clandestin nécessaire à l'accumulation et à la sauvegarde des forces révolutionnaires; il en est de même pour l'action armée.

Pour la critique de la philosophie postmoderne

Trois concepts émergent des philosophies postmodernes: le langage, le pouvoir et le savoir à partir desquels trois thèses sont formulées:

1. Le langage ne représente pas la réalité, le concept d'idéologie est donc inopérant. Chaque époque détermine ses propres jeux de langage.

2. Le pouvoir est intimement lié au savoir et ne peut être réduit à la contradiction que constitue la lutte des classes. Le pouvoir s'infiltre dans tous les champs de l'existence et n'a pas pour seule fonction de reproduire les rapports de production. Il existe différents types de pouvoirs qui ne fonctionnent pas sur le modèle pyramidal (infrastructure et superstructure). La seule lutte possible devenant la lutte contre le pouvoir au quotidien.

3. L'homme postmoderne ne croit plus en la vérité absolu. Il n'existe aucune vérité objective analysable par une méthode scientifique. Le savoir scientifique est une espèce de discours parmi d'autre qui trouve sa légitimation dans des métarécits, comme le serait celui de la société sans classe. La question n'est pas de savoir si un énoncé est vrai mais de comprendre quelles sont ses conséquences en termes de pouvoir et de savoir.

Il s'agit d'une pensée de l'indétermination maximale. Nous voyons bien en quoi ce positionnement théorique conduit à un rejet de l'explication systémique, du matérialisme historique et de son moteur, la lutte des classes révolutionnaire. Partant de l'idée que la lutte révolutionnaire ne répond pas à l'ensemble des demandes, le discours politique postmoderne postule une fragmentation des luttes en particularismes, ce qui est souvent qualifié de 'lutte pour le droit des minorités'. Ce problème des luttes minoritaires de la difficulté à lier des intérêts, des langages profondément différents constitue le cœur du problème. La *gauche radicale postmoderne* répond par 'l'intersectionnalité', la lutte au niveau local; nous questionnerons donc l'efficacité réelle de la théorie. En effet, les nouveaux philosophes indiquent que les marxistes n'auraient aucun intérêt à ce que les luttes

locales aboutissent, car elles ne feraient que diminuer le potentiel révolutionnaire d'une société donnée. C'est d'ailleurs de cet échec que naissent les théories postmodernes: échec des révolutions communistes et de la bureaucratie qu'elles auraient produites et défaite de la figure politique du prolétaire. Le communisme n'est qu'une modalité de pouvoir parmi d'autres. Nous regrouperons sous le terme de 'philosophie postmoderne' l'ensemble des théories politiques et philosophiques issues des nouveaux philosophes français (Deleuze, Foucault, Lyotard...). Etudier les théories postmodernes en tant que telles n'a aucun intérêt. Si nous proposons une réponse aux théories postmodernes c'est pour mettre en évidence que ces dernières constituent à la fois le cadre de pensée de la bourgeoisie capitaliste et de la gauche radicale. En somme, repérer nos ennemis là où ils sont le mieux caché. La postmodernité se pose comme dépassement de la modernité marxiste, Foucault lui-même se considérant comme 'plus matérialiste' que Marx. Nous chercherons à exposer ici en quoi 'la postmodernité' n'est qu'une phase de la modernité capitaliste analysable par le prisme de la dialectique historique.

Genèse de l'implantation aux Etats-Unis

Ce qui nous intéresse particulièrement, c'est le succès de la *French Theory* aux Etats-Unis qui explose dans les années 80, tout particulièrement celui de Derrida et de Foucault alors que ce culte pour ces figures intellectuelles est demeuré très passager en France. De quelle manière, pour quelle raison ces philosophies continentales se sont transportées sur le territoire roi de la philosophie analytique? Comment le jargonnage à la française s'est-il trouvé une terre d'accueil là où précisément la métaphysique avait été évacué pour l'attachement aux faits et à la logique?

Les années 40 sont un moment d'exil vers les Etats-Unis pour bon nombre d'intellectuels européens (Adorno, Arendt, Bloch, Brecht, Horkeimer, Lévi-Strauss et bien d'autres); c'est d'ailleurs à l'université de Columbia qu'ouvre l'Institut für Sozialforschung (la future école de Francfort). Parallèlement, c'est également l'âge d'or de la revue 'marxiste hétérodoxe' *Partisan Review*[48].

C'est véritablement au cours des années soixante que la préfiguration de ce que l'on appellera *French Theory* fera son entrée en territoire américain. En plein dans les trente glorieuses, la pensée réformiste se convertit au keynésianisme. Il est vrai que cette vitalité du capitalisme démentait les discours de révolutionnaires des années 20 qui avaient pensé se trouver dans la phase terminale de la vie du régime bourgeois ce qui poussa à questionner la capacité marxiste d'analyser les cycles économiques. A ce moment, la vision révolutionnaire demeure très restreinte. Nous entrons dans une phase de reconstruction liée à la fin de la seconde guerre mondiale, une extension de la forme étatique et une production standardisée. Malgré l'extraordinaire floraison économique, les contradictions sociales du capitalisme demeurent. Pendant que dans les ghettos américains se développait un mouvement des minorités noires, les grands changements sociaux amorcés par ces développements explosaient vers la fin des années 60 en mouvements particuliers. Les étudiants et les jeunes américains donnèrent le signal de départ à un mouvement international qui synthétisait une série de poussées sociales et culturelles: l'opposition à la guerre du Vietnam, une critique des valeurs traditionnelles de la société et de la culture occidentale (l'*american way of life*), la revendication de l'extension et de l'allongement du droit à l'instruction, de l'égalité

entre races et sexes, une réaction contre la déqualification des titres universitaires et du travail intellectuel, une vague sympathie pour les révolutions anti-impérialistes. Les luttes anticoloniales fondent un nouvel équilibre, une partie du monde avance dans un capitalisme moderne. Cela engendre la conscience de ne plus être unique, de pouvoir être remplacé (création d'une bourgeoisie noire). Nous sommes face à une véritable crise du système. Même si les références théoriques ne sont pas tout à fait les mêmes, il est intéressant de remarquer qu'au cours des années soixante les étudiants de Nanterre et de Columbia avaient des revendications similaires et se targuaient tous deux d'un vocabulaire 'anti-impérialiste'. Le colloque de 1966 à Baltimore marquera la rencontre entre cette pensée contestataire française et américaine avec un retour - pas si surprenant - à Nietzsche au détriment de Hegel. Jean Hyppolite lui-même débutera son intervention par un «*n'est-il pas trop tard aujourd'hui pour parler de Hegel?*». Derrida affirmera la nécessité de dépasser la rigidité du structuralisme reprit dans *L'Écriture et la différence*:

«*Tournée vers la présence, perdue ou impossible, de l'origine absente, cette thématique structuraliste de l'immédiateté rompue est donc la face triste, négative, nostalgique, coupable, rousseauiste, de la pensée du jeu dont l'affirmation nietzschéenne, l'affirmation joyeuse du jeu du monde et de l'innocence du devenir, l'affirmation d'un monde de signes sans faute, sans vérité, sans origine, offert à une interprétation active, serait l'autre face. Cette affirmation détermine alors le non-centre autrement que comme perte du centre. Et elle joue sans sécurité. Car il y a un jeu sûr: celui qui se limite à la substitution de pièces données et existantes, présentes. Dans le hasard absolu, l'affirmation se livre aussi à l'indétermination génétique, à l'aventure séminale de la trace*»[49].

Notons déjà que se recoupe dans cette citation les trois critiques fondamentales de ce que nous appelons les philosophies post-modernes: celle du sujet, de la représentation et de la continuité historique par ce retour nietzschéen à 'la joyeuse innocence du devenir'. Après les contestations étudiantes des années 60, les années 70 font face à un retour à l'ordre doublé d'une crise économique entre 1973 et 1975: c'est la fin du keynésianisme classique. Celle-ci n'ayant pas l'ampleur de la crise de 1929, elle n'a pas donné lieu à une reprise de la lutte des classes, c'est également la fin des partis de masses. Cela montre la limite de la structure de l'Etat social devenu incapable d'intégration, d'un Etat contrôlant la société. L'augmentation du

chômage et la fin du plein emploi influencent aussi les campus américains même les détendeurs de PHD ne sont pas sûrs de trouver un emploi. Les universités se transforment elles aussi en entreprise de service, fin du mirage de la libre recherche, bourgeois qui n'est plus révolutionnaire, déqualification, étudiants eux-mêmes poussent à des formes libérales. Ces dernières ne se présentent plus vraiment comme des garantes de l'ordre et des valeurs de l'american way of life, des universités d'excellences ouvrent des cours sur les études féministes pour attirer les étudiantes pendant que d'autres développeront la thématique des minorités sexuelles pour se rendre plus attirantes pour une nouvelle clientèle étudiante, se tiennent aussi aux programmes des cours sur la critique de l'idéologie! L'université elle-même se pose comme post-historique détachée d'une pensée dominante qui ironiquement est en parfait accord avec le discours de gauche radicale à la française.

Que pourrait répondre d'autre l'idéologie libérale américaine qu'un grand oui nietzschéen à la destruction de la continuité historique? En conséquence, nous voyons apparaître à la suite des contestations étudiantes et de la lutte pour les droits civiques un passage de la jeune bourgeoisie intellectuelle à des préoccupations existentielles. C'est l'âge d'or de la Beat generation et autres fadaises romantico-libertaires. Il s'agira alors de créer des contres cultures, des micro-communautés égalitaires, d'ouvrir son esprit par la prise de stupéfiants etc. Rien d'étonnant à ce que ce soit par la littérature que les intellectuels français pénètrent les universités américaines. C'est sur ce terrain fertile de l'individualisme radical que la French Theory va prendre racine.

---

48 *Partisan Review* est un trimestriel américain littéraire et politique publié de 1934 à 2003, avec une brève interruption entre octobre 1936 et décembre 1937. Comme plusieurs revues 'radicales' ou de 'gauche' publiées au cours de la guerre froide, elle est financée par la CIA par le biais de fondations qui servaient de façades.

49 Jacques Derrida, *La structure, le signe et le jeu dans le discours des sciences humaines*, dans *L'Écriture et la différence*, p. 427

La théorie et ses effets

Entrons maintenant un peu plus profondément dans les thèses défendues par ces philosophes. Bien entendu certains opposeront à notre critique la pluralité des théories développées par les auteurs. Grand bien nous fasse, le simple fait qu'il soit impossible de trouver une cohérence interne à l'ensemble de ces théories va dans notre sens. La diversité ne vient pas détruire l'idée d'un regroupement entre ces différents penseurs car les effets et les fondements de leur théorie sont les mêmes. Cette objection vient juste rappeler à quel point leur développement théorique manque de rigueur. Les idées décisives à retenir de ce champ philosophique sont:

- le refus de la vérité en tant qu'élaboration systémique et scientifique: il ne demeure plus que des 'dispositifs de vérité' transitoires;
- le refus d'une continuité historique (conséquence logique);
- une critique de l'idéologie dans sa conception marxiste et de ce qu'ils appellent parfois 'l'idéologie marxiste'.

Comme nous l'expliquions, les philosophies postmodernes sont toutes marquées par une critique de la vérité et de l'objectivité et cela indépendamment des inventions sémantiques des auteurs: remplacement du discours de vérité par les dispositifs de vérité chez Foucault, déconstruction du référent chez Derrida ou encore métarécits constituant chez Lyotard. L'idée consiste à postuler la relativité de la vérité comme effets de la domination et de déterminations historiques, déterminations historiques apparaissant de manière aussi mystérieuse qu'elles sont apparues… Au premier abord, cette thèse semble tout à fait matérialiste, la spécificité de la dialectique marxiste étant d'ancrer l'explication dans le sol. Foucault explique par exemple dans Les mots et les choses être plus matérialiste que les socialistes en expliquant que Marx n'est en aucun cas une rupture épistémologique mais un simple produit de son époque. Grande nouvelle, si on oublie qu'il s'agit là d'un discours tenu par Marx et Engels eux-mêmes.

Faisant parler les socialistes anglais et français auxquels il s'oppose, Engels écrit dans l'Anti-Düring:

«Si jusqu'ici, la raison et la justice effectives n'ont pas régné dans le monde, c'est qu'on ne les avait pas encore exactement reconnues. Il manquait précisément l'individu génial qui est venu maintenant et qui a reconnu la vérité; qu'il soit venu maintenant, que la vérité soit reconue juste maintenant, ce fait ne résulte pas avec nécessité de l'enchaînement du développement historique comme un évènement inéluctable, c'est une simple chance (...)»[50].

Si Marx a découvert la loi de la plus-value, ce n'est pas grâce à son génie ou encore parce qu'il serait un prophète tombé du ciel. C'est parce que le développement économique de son époque est arrivé à un stade qui permettait d'observer ce mécanisme (stade de déclin).

Cela dit, étudions donc la question en matérialiste et observons les effets concrets de cette critique de la vérité. Pour ces auteurs, remettre en question l'objectivité scientifique ne revient pas à la replacer dans le cadre d'une idéologie bourgeoise, elle-même effet de la lutte des classes produit de la succession des formes de productions.

La critique de l'objectivité s'est peu à peu posée comme critique de l'objectivité du mâle blanc hétérosexuel; nous voyons apparaître un retour au référent jusqu'à présent évacué par la philosophie. Il s'agira donc de remettre en cause, de déconstruire, ce référent blanc dans les sciences humaines et la littérature. La question proprement scientifique est, de manière prévisible, peu abordée, le référent blanc est-il à l'œuvre dans la loi de la chute des corps? Comme expliqué dans l'introduction, cette idée s'est parfaitement intégrée dans les universités et politiques minoritaires américaines. Les milieux de la gauche radicale européenne se voient contraints de réagir face à cette réalité qui expose nettement l'accord parfait entre libéralisme et *French Theory*. Ils s'étonnent et se défendent de se mésusage de la théorie alors que les universitaires et les politiques américaines n'ont fait que les pousser à leur point plus avancé. Certains se demandent comment a-t-on pu passer d'une théorie si rebelle à un intégration si efficace dans les politiques libérales. Pourquoi n'a-t-elle mené à une lutte générale contre la 'domination'?

Notre tâche est de montrer en quoi ces conséquences étaient déjà présentes en germes dans ces philosophies gauchistes.

---

50 F.Engels, *AntiDuring*, editions science marxiste

La question postcoloniale

«Ce qu'on appelle la pensée occidentale, cette pensée dont toute la destinée consiste à étendre son règne à mesure que l'Occident remplit le sien»

Derrida

L'ethnicité se formule dorénavant comme concept littéraire sans champs délimité, comme construction symbolique. Après que la modernité (donc Marx) ait balayé d'un trait les constructions idéologiques des métaphysiciens en ancrant la théorie dans le sol, nous voilà retourné dans cette infini critique de la représentation. Ces récits ethniques rappellent la notion d'épistéme foucauldienne sur laquelle nous reviendrons, les constructions symboliques étant le reflet d'une culture à un moment dominante sans pour autant expliquer ni pourquoi elle s'est imposée ni pourquoi elle a fini par disparaître (sans aucun lien avec le processus d'accumulation).

La continuité historique va donc être critiquée comme construction discursive (Les mots et les choses) à sens unique (Certeau). D'où la nécessité de produire une contre histoire, une histoire des sans voix de l'histoire. Cette critique est directement faîte au marxisme et à son universalisme. Pour résumer grossièrement, c'est parce que Marx est blanc qu'il ne possède pas la légitimité pour proposer une analyse scientifique internationale. Bref, les auteurs issus de la postcolonialité vont nous proposer une Autre histoire, 'une histoire des sans voix' qui viendra résoudre la rigidité stérile de l'explication marxiste. Reprenons une citation de Michel Foucault:

«C'est que le marxisme existe comme la cause de l'appauvrissement, le dessèchement de l'imagination politique dont je vous ai parlé tout à l'heure (...) C'est-à-dire que le marxisme en tant que science -dans la mesure où il s'agit d'une science de l'histoire, de l'histoire de l'humanité -est une dynamique aux effets coercitifs, à propos d'une certaine vérité. Son discours est une science prophétique qui diffuse une force coercitive sur une certaine vérité, non seulement en direction du passé, mais vers l'avenir de l'humanité. En d'autres termes, ce qui est important, c'est que l'historicité et le caractère prophétique fonctionnent comme des forces coercitives concernant la vérité»

Pour Foucault, le problème est donc moins de se dire qu'il est nécessaire de se libérer de ce type de marxisme, que de s'affranchir de la dynamique des rapports de pouvoirs liés à un marxisme qui exerce ces fonctions-là. Cette idée est intimement liée à celle de Lyotard concernant les méta-récits dont le marxisme serait un exemple frappant. Elle rejoint celle de l'appauvrissement de la pensée, cet argument est formulé en termes d'esprit de parti et critique la partialité de la théorie de Marx. Comme l'explique Lénine ce type de proposition tend à mettre de côté le caractère irréconciliable des grands courants philosophiques: à savoir le matérialisme contre l'idéalisme. Nous sommes parvenus à nous défaire d'un amas de concept vide de sens, de réel pour ne conserver que la réalité de la matière. Pour citer un de leur auteur fétiche «*Dieu est mort*» et nous ne jugeons pas nécessaire de continuer à questionner cette vérité. Si appauvrir la pensée consiste à rejeter en bloc une certaine partie de la philosophie alors nous revendiquons cette rigidité. Il n'est pas d'acte créateur mais une nécessité à l'avènement du socialisme qui ne peut prendre qu'une forme, unique, qui est celle proposé par le socialisme scientifique à savoir la suppression des classes. Penser qu'il est possible qu'émerge un nouveau type de vérité, une nouvelle formulation théorique de la 'cité idéale' demeure une entreprise utopique et réactionnaire. Le marxisme propose un cadre de pensée effectif et scientifique qui n'empêche en aucun cas le mouvement bien au contraire. Le mouvement est la puissance effective de la dialectique. En refusant tout objectivité, les philosophies post-modernes tombent dans un nihilisme stérile, aussi stérile que la vieille métaphysique. C'est en admettant la contradiction que la dialectique permet l'infini développement de la pensée. La critique de la dialectique est formulée de la manière la plus acceptable par Deleuze, évidemment inspiré de Nietzsche puis d'Heidegger avec son mur de la Différence abstraite[51]. Ce qui est reproché à la dialectique c'est encore une fois cette idée de la raison absorbant l'autre en elle et que tout ce qui serait en dehors serait de l'aliénation (même si Marx écrit «*Rien de ce qui est humain ne m'est étranger*» mais passons).

Il est amusant de remarquer que les auteurs français sont déjà critiqués aux Etats-Unis, Gayatri Spivak se demande même si la distance culturelle n'empêche pas Foucault et Deleuze «*d'imaginer le genre de pouvoir et de désir qui habite le sujet encore non nommé de cet Autre de l'Europe*»[52]. Désoccidentaliser le discours donc. A cela, nous répondrons que cette idée est hautement réactionnaire, pourquoi la diffusion massive et internationale du système capitaliste ne produirait-elle pas les mêmes effets partout? Nous sommes universalistes car le prolétariat est universel.

«*En général, la grande industrie engendra partout les mêmes rapports entre les classes de la société et, ce faisant, elle anéantit la particularités des nationalités singulières. Et enfin, tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux à part, la grande industrie créa un classe qui a le même intérêt dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà anéantie, une classe qui s'est déjà effectivement débarrassé de tout le vieux monde et qui en même temps lui fait face.*»

K.Marx, *Idéologie allemande*

Le capitalisme n'a pas de couleurs. Un simple regard objectif sur ce qu'est la Chine permet de balayer ces inepties. Allons expliquer à la nation chinoise que l'on explique sa puissance par une 'contamination de la pensée occidentale'. Demeurent-ils des différences essentielles entre les peuples? Les chantres des études postcoloniales se dressent contre une image rétrospective et totalisante, contre un programme réalisé et une continuité. Encore une fois, il s'agit d'une réaction de la bourgeoisie (colorée ou non car pour nous l'ennemi n'a pas non plus de couleur) contre le capital qui les nie. Nous sommes face à une tentative qui va du grotesque au racisme[53] pour légitimer leur existence.

Il convient maintenant d'expliquer en quoi ce type de théorie est dangereuse et surtout ce que répond le programme socialiste aux problématiques bien réelles des minorités ethniques.

Commençons par une citation de la gauche communiste 'italienne':

«*C'est donc une pure stupidité de dire que le marxisme étant la théorie de lutte de classe moderne entre capitalistes et ouvriers, et le communisme le mouvement qui dirige la lutte du prolétariat, nous nions toute portée historique aux forces sociales d'autres classes – les paysans par exemple – et aux tendances et pressions raciales et nationales, et que nous ne tenons aucun compte de ces facteurs dans la définition de notre action*».[54]

Non, la dimension symbolique de la domination ne parle pas au travailleur ou à n'importe quelle personne ayant les pieds ancrés dans le sol. Il est idiot de nier les barrières supplémentaires que le capital pose sur les minorités ethniques dans les pays développés et sur des continents entiers. Non, les travailleurs colorés et blancs n'occupent pas les mêmes emplois, l'accès même à l'emploi est différent.

Oui, les violences existent. La base est la concurrence pour diviser la classe. Le danger consiste à 'dématérialiser' les raisons du racisme. Détruire l'idéologie comme reflet des rapports de productions, horizontaliser le système d'explication et plonger à corps perdus dans la dimension symbolique de la domination fait courir le grave danger de nier la réalité des luttes anti coloniales et du racisme (mouvement pro capitaliste mais mouvement positif). Le matérialisme historique a permis d'expliquer de quelle manière les familles, groupes, races et peuples sont liés aux forces productives et conditionnées par leur développement. Le colonialisme et sa dynamique ont été analysé par le socialisme, il en a analysé ses phases, ses stratégies et a mis en évidence ses contradictions et oppositions.

Avec le recul des grandes batailles révolutionnaires et après l'héroïque défaite de 1848-1849 en Europe, alimentée par le 'souffle de la prospérité' dans les pays où l'économie capitaliste était florissante, les yeux de Marx et Engels regardaient avec un intérêt passionné les terres fermées dans un isolement sans histoire[55]. Les murailles séculaires de ces pays ont fini par être brisées par l'artillerie lourde du commerce. La perspective historique n'avait pas changé, l'arène des conflits décisifs entre le capital et le travail demeuraient en Europe, atelier central du monde. Mais l'épicentre de la crise, foyer de l'épidémie sociale déjà indiqué dans le *Manifeste*[56] se déplace à la suite de l'offensive commerciale britannique comme dans l'orgueilleux slogan des dominateurs de la mer: le commerce suit le drapeau. La périphérie du marché mondial était bouleversée par des forces productives colossales dont la violence militaire n'était qu'un aspect, 'la puissance économique', dira *Le Capital*[57]: la machine mécanique textile et le moteur à vapeur. Cette force productive se nourrit du bouleversement des rapports de production archaïque, agricoles et paysans, dans l'érosion des institutions patriarcales, dans la séparation entre producteurs et moyens de production. Celui-ci produit la rupture d'un isolement qui semblait être lié à un destin naturel. Dans cette insatiable famine, le capital a créé le paradoxe d'une société qui possède trop de richesses, trop de civilisation, trop d'industrie, trop de commerces, qui produit des cataclysmes encore plus violents et réduit les moyens pour prévenir son explosion.

C'est seulement dans une perspective lointaine que les nouveaux champs de bataille du commerce bourgeois seraient devenus, pour Marx et Engels, l'un des théâtres de la révolution communiste mondiale ; ils ne pouvaient le devenir avant que l'industrialisation des relations économiques et sociales fondées sur l'échange

de marchandises en ait jeté les bases (la vieille taupe a bien creusé), c'est-à-dire la grande production associée et le prolétariat moderne. Dans les pays qui sont de moins en moins éloignés, dans un monde de plus en plus petit, 'l'ordre' des canonnières anglaises essayait de s'imposer contre la résistance tenace, armée, de modes de vie et de production millénaires. La résistance qui a provoqué des révoltes de masses indigènes soudainement arrachées au petit monde des communautés familiales ou villageoises - fermées et peut-être archaïques, mais pas inhumaines - poussant la vague de désordre vers le continent antique (l'Europe), prospère et confiante. Ainsi, les 'harmonies économiques' rêvées par les libre-échangistes et les radicaux libéraux se seraient une fois de plus éclatées en de gigantesques déséquilibres et auraient proposé à la classe ouvrière l'alternative historique de l'assaut révolutionnaire au ciel. Ces émeutes auraient donné vie à ce qui aurait été le mouvement anticolonial qui, pour le dire dans les mots d'Engels «*avec tous leurs préjugés hautains, leur sang-froid, leur ignorance acquise, leur barbarie, mais toujours restés des guerres populaires*».

Férocement réprimés par ces soi-disant forces civilisatrices:

«*Les hommes politiques européens les plus libéraux et radicaux de la libre Grande-Bretagne [...] se transforment, quand ils deviennent gouverneurs de l'Inde, en véritables Gengis Khan*».

Lénine, *Substances inflammables dans la politique mondiale*, 1908

Pour Marx et Engels, c'était la confirmation supplémentaire que le capitalisme, régime d'échanges mercantiles et de la réduction au capital des relations humaines, n'était pas 'naturel', comme l'affirmait l'idéologie des classes dominantes, mais atteignait le stade de l'histoire comme le dernier maillon d'une évolution qu'il n'avait connu que dans de petites zones limitées dans l'espace et dans le temps et, pour s'imposer, il avait usé d'une violence d'autant plus féroce qu'il revendiquait des positions philanthropiques parées velours civilisateurs. La liberté du capital d'imposer sa loi était la liberté de l'ancien producteur indépendant de vendre son cuir 'à tanner'.

L'artillerie lourde du commerce a détruit non seulement les superstructures putréfiées du 'despotisme oriental', mais aussi les petites îles primitives de solidarité proto-communiste que sont les communautés villageoises (Inde), les unités domestiques patriarcales chinoises, plus tard les communes agricoles et les

coopératives artisanales en Russie, toutes ses formes reposaient sur l'absence de propriété foncière privée et personnelle et sur l'appropriation collective, sous diverses formes, du produit d'une activité associée. Ils ont rompu le cordon ombilical qui reliait l'individu au ventre de la mère d'une petite mais équilibrée famille humaine. La force de la dialectique marxiste, du socialisme scientifique, réside dans le dépassement de la condamnation d'un ordre social basé sur la la brutalité: la barbarie profonde et l'hypocrisie produit intrinsèque de la civilisation bourgeoise.

Au-delà des souffrances des populations qui sont le résultat nécessaire de l'expansion capitaliste nous voyons se développer des forces, 'instruments inconscients de l'histoire', magnifiée.

D'une part, en introduisant dans la vie stagnante de l'Asie et de l'Afrique, une dotation en moyens productifs destinés à valoriser les immenses richesses potentielles, ainsi que des moyens de communication et d'échange destinés à rapprocher les peuples, les tribus, et les hommes, arrachant de leur isolement les milles et milles unités fermées et impénétrables de communisme agraire primitif, élargissant les horizons du village indien ou du mir russe - le petit village était tout l'univers du paysan penché sur sa minuscule motte de terre - le rouleau compresseur de la bourgeoisie occidentale a inconsciemment (ou s'il en avait eu conscience, il aurait pu éviter de le faire) crée les bases matérielles et intellectuelles d'un monde qui ne serait plus le sien. Un autre aspect fondamental est que cette pénétration capitaliste dans un contexte précapitaliste se soit réveillée d'une léthargie millénaire très puissante mais humaine.

Elle pousse au développement d'un jeune prolétariat indigène et les oblige à prendre conscience de cette masse et à les unifier dans des révoltes qui ne soient plus localistes.

L'importance du mouvement anticolonial et son extension générale sont pleinement révélées après la révolution russe et la Première Guerre mondiale. Les thèses du congrès de Bakou en sont un exemple remarquable[58]. Les émeutes anticoloniales, même si elles étaient appelées à tort socialistes, représentaient un passage important: d'une part, elles renforçaient le prolétariat autochtone et, de l'autre, elles permettaient de réveiller du sommeil le prolétariat occidental endormi. Même si ces mouvements n'ont pas réveillé le prolétariat occidental cela

entraîna la création d'un prolétariat moderne en amplifiant son potentiel mondial. L'accumulation capitaliste et la division internationale relative du travail avec son pouvoir destructeur et créateur ont englobé les processus de monopole et de concurrence qui ont atteint la phase impérialiste, la phase suprême du capitalisme décrite par Lénine dans l'impérialisme. De nos jours, des continents comme l'Asie, l'Amérique du Sud et l'Afrique même si elle apporte encore lentement d'immenses contradictions qui rendent le capitalisme de plus en plus vieux et drogué. Caché sous ce tas de ruine, il demeure pour les exploités, s'ils ne regardent pas en arrière et ne se retirent pas avant la tâche que l'histoire leur a confiée, les moyens de l'absoudre. Le colonialisme (comme son pendant obligé le paternalisme) est le père du racisme moderne. Avant le colonialisme, les puissances européennes ne connaissaient quasiment pas le racisme sous sa forme institutionnalisée. En même temps que se développe le colonialisme, en même temps se développe le racisme, et l'idéologie que se forgent les classes possédantes et éduquées d'Europe pour justifier les conquêtes coloniales. Cette idéologie produira une conscience de race qui va profondément s'ancrer dans l'imaginaire collectif des classes supérieures d'Occident: la conscience d'appartenir à une race supérieure. La compréhension et la critique de cette idéologie et de cette conscience ne peuvent être entreprises à travers le prisme du moralisme. Le colonialisme n'a en fait qu'une seule morale qui est forcément raciste et stigmatisante pour les colonisés et les peuples de couleur, condamnés par elle à rester inférieurs, car si le colonialisme abandonnait cette morale, il minerait automatiquement la solidité du rapport colonial de domination. Ce n'est que par le soulèvement armé des peuples coloniaux que fut accompli la critique, en actes et donc réelle, du colonialisme et du racisme[59].

Par ailleurs répondre au colonialisme par la morale revient à défendre les valeurs démocratiques bourgeoises donc l'impéralisme. Nous renvoyons ici directement au texte de la guache communiste 'italien', Le principe démocratique publié dans le numéro.

---

51 Nous pouvons imaginer ce que replacé sur le terrain du concret le concept de différence pouvait signifier pour Heidegger...

52 Spivak, *Can the subaltern speak?*, p.280

53 Voyons à ce sujet Heidegger et son Dasein comme ancrage dans la terre, concept de son propre aveu

dans les 'carnets noirs' hautement antisémite.

54 *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*, 1953, *Il programma comunista*, http://www.sinistra.net/lib/bas/progra/vako/vakomfefaf.html

55 F. Engels, K. Marx, *Le colonialisme, éditions critiques*, F.Engels, K.Marx, *La chine*, editions 1018 http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/chine/chine.html

56 F. Engels, K. Marx, *Manifeste du Parti Communiste*, http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/manifeste_communiste/manifeste_communiste.html

57 K. Marx, *Le Capital*, http://www.palim-psao.fr/2016/03/karl-marx-le-capital-tome-i-en-pdf.html

58 Le congrès de Bakou pour la libération des peuples d'Orient s'est déroulé à Bakou, en Azerbaïdjan, en septembre 1920. «*Nous disons qu'il n'y a pas seulement au monde des hommes de race blanche […]. Outre les Européens, des centaines de millions d'hommes d'autres races peuplent l'Asie et l'Afrique. Nous voulons en finir avec la domination du capital dans le monde entier. Nous sommes convaincus que nous ne pourrons abolir définitivement l'exploitation de l'homme par l'homme que si nous allumons l'incendie révolutionnaire, non seulement en Europe et en Amérique mais dans le monde entier, si nous sommes suivis par cette portion de l'humanité qui peuple l'Asie et l'Afrique. L'Internationale Communiste veut que les hommes parlant toutes les langues se réunissent sous ses drapeaux. L'Internationale Communiste est convaincue qu'elle ne sera pas seulement suivie par des prolétaires d'Europe, et que, formant comme une immense réserve de fantassins, les lourdes masses paysannes de l'Asie, du proche et du lointain Orient vont s'ébranler à leur suite*» Zinoviev

59 Voir *Le Fil Rouge* n°3

Gender et queer studies ou l'illusion d'une émancipation interclassiste

Le postulat culturaliste s'est évidemment implanté dans la critique féministe qui a poussé une partie des féministes radicales vers les philosophies post-modernes (même si leurs bases théoriques étaient dès le départ déjà plus ou moins les mêmes). De la même manière que les peuples colorés constituaient le 'grand Autre' de l'Histoire, les femmes se constituent comme l'Autre d'une culture dite masculine. Selon cette position les femmes seraient légitimes à critiquer cette culture dominante par leur point de vue extérieur. Première erreur, déjà souligné par Engels dans le chapitre sur la liberté et la nécessité dans l'Anti-Düring: il n'existe jamais d'individu extérieur à la société; le fait même d'être un subalterne, pour reprendre leurs expressions, ne garantit en aucun cas une opposition à l'idéologie dominante bien au contraire. Nous sommes tous les produits des conditions historiques dans lesquelles nous vivons. Notre tâche n'est même pas de se 'déformater', cela est impossible. Il s'agit de formuler une analyse scientifique de cette réalité car la liberté de la volonté ne signifie pas autre chose que de décider en connaissance de cause. Il n'est pas de nouveau rapport à inventer avec les hommes, ni de nouvelles sexualités. Alexandra Kollontaï, ancienne dirigeante bolchevik, écrivait à propos des féministes de gauche:

«*Croyant naïvement à la possibilité de créer de nouvelles formes de rapports sociaux et conjugaux sur la toile de fond de la société de classe contemporaine, les féministes et les réformateurs sociaux du camp de la bourgeoisie cherchent à grand-peine ces nouvelles formes. Puisque la vie elle-même ne les a pas encore suscités, il faut les inventer coûte que coûte, il doit tout de même bien exister une forme parfaite de rapport entre les sexes, qui même dans la société actuelle résoudrait le problème de la famille.*»

Les féministes de gauche demeurent pour la conservation de la société existante ne comprenant pas qu'elles s'attaquent aux effets et non aux causes de leur oppression. Nous nous opposons aux féministes de gauche proposant une libération de la sexualité, un plus grand attachement à la compréhension du corps féminin et à sa représentation parce qu'elles substituent ces pratiques individuelles à la révolution. Et cela parce de nouvelles formes de rapports entre les sexes ne peuvent s'affirmer sans briser tout l'ordre social existant. Et pour rappel,

briser l'ordre social ne consiste pas à porter des paillettes ou exhiber sa poitrine.

En conséquence de cette proposition idéaliste d'un sujet qui observerait de l'extérieur une culture dominante, le champ théorique des études féministes doit prendre en compte uniquement 'les valeurs' des sujets d'études, les *subalternes*[60]. En somme constituer une parole de femmes pour parler des femmes. Remarquons, un retour nauséabond à la morale anhistorique que nous croyions être disparus couplé à l'idée que les femmes posséderaient des valeurs qui leur seraient propres. Quelles sont leurs propositions? Création d'espace safe? Salon de thé pour discuter des violences symboliques subies dans la journée? Contrairement à l'idée répandue par ces groupes, la question féminine est loin d'être une question secondaire dans la science marxiste. L'attitude pratique du parti à ce sujet a été clairement énoncé et est la même que celle concernant les revendications salariales. Oui, il est de notre devoir de nous battre pour des revendications immédiates dans une lutte défensive contre le capitalisme (du droit à l'avortement à la PMA pour toutes mais toujours dans la prévision de l'affrontement direct et armé contre les classes possédantes et leur régime. Nous disons donc non à 'la révolution par étape'. Citons Lénine pour affirmer à quel point la question féminine n'a jamais été accessoire à la lutte des classes:

«*Le travail d'agitation et de propagande parmi les femmes, la diffusion de l'esprit révolutionnaire parmi elles, sont souvent considérées comme des questions occasionnelles, comme des affaires qui ne regardent que les camarades femmes. Mais c'est vers ces camarades qu'on se retourne si le travail en ce sens n'est pas fait assez rapidement et énergiquement. Ce qui n'est pas une bonne chose. C'est du séparatisme en bonne et due forme, c'est du féminisme inversé! Qu'y a-t-il de faux à la-base de cette-attitude de nos sections nationales? En dernière analyse, il ne s'agit pas d'autre chose que d'une sous-évaluation de la femme et de son travail. C'est vraiment cela! Malheureusement, on peut encore dire de beaucoup de nos camarades hommes: 'grattez un communiste et vous y trouverez un philistin'. Évidemment, il vous faudra gratter à l'endroit sensible; leur conception de la femme (et nous pouvons ajouter aujourd'hui; il ne s'agit pas tellement de la 'conception' que beaucoup d'hommes ont de nos jours parce que, à les entendre dire, ils sont tous 'féministes'- mais de toutes les habitudes qu'il faudrait bouleverser pour assister à un réveil classiste des femmes!)*»[61].

La réelle égalité entre femmes et hommes constitue un des fondements

indiscutables de la révolution communiste. Et cela pour la simple raison qu'il est impossible d'exercer la dictature du prolétariat selon des directives communistes sans le soutien de millions de femmes. Comme nous l'avons déjà affirmé concernant la question raciale, jamais nous ne nions les difficultés supplémentaires que doivent affronter les femmes, même bourgeoises: difficulté d'accès à l'emploi qualifié et à l'emploi de manière générale, précarité accrue, violence domestique etc[62]. Mais notre tâche est de réaffirmer le lien entre émancipation féminine et lutte des classes. Non, la femme n'est pas anhistorique, l'ensemble des violences et oppressions qu'elle subit se ramènent à l'existence des classes. Si la femme est opprimée c'est parce qu'elle a longtemps été privée d'indépendance économique par rapport à son mari et donc ancré dans les liens archaïques de l'économie domestique. Les formes de soumissions actuelles ne sont que des résurgences de formes archaïques précédentes. Prenons l'exemple des armées bourgeoises où le processus de développement tend à nier les différences entre hommes et femmes. Cela est lié à la fois au développement technologique qui rend obsolète la différence physique entre les deux sexes et au besoin de recrutement de masse (exemple de l'Etat Israël pionner en ce qui concerne l'introduction des femmes dans l'armée). Pour des raisons d'efficacité, nous trouvons de plus en plus de femmes chefs militaires, car le travail militaire s'apparente de plus en plus à celui d'un ingénieur. Par cet exemple, nous remarquons que c'est surtout dans la dimension civile que les liens archaïques sont les plus persistants.

En 1920 nous affirmions que l'objectif fondamental était de lier les femmes à la prise de pouvoir et à la dictature du prolétariat que le communisme ne sera atteint que par une union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines de classes opposées. Les féministes des années 90 s'aperçoivent qu'ils est peut être délicat de mettre sur le même plan l'ensemble des femmes (grande découverte!). Néanmoins, comme aucune catégorie fixe n'est admise et qu'aucune hiérarchie n'est établie entre les dominations, 'Etre femme' se retrouve fragmenté en de multiples identités – genre, sexualité, ethnie – qui ont toutes une valeur pour elle-même. Nous tombons donc dans un profond relativisme culturel. Seules les personnes concernées peuvent s'exprimer sur une des facettes de leur identité: donc je suis, admettons une femme noire, avec mes ressentis de femme noire, indiscutables parce que provenant de moi en tant que sujet (nous reviendrons sur ce point plus tard) inanalysable d'un point scientifique (cela constituerait une

violence à mon égard). La tradition marxiste a été également porteuse de ce qui, mal compris, serait une forme de relativisme culturel. Dans l'Anti-Dühring, Engels, pour remettre en cause la constitution idéaliste d'une morale, faisait déjà remarquer que l'histoire de l'humanité a été la succession de morale profondément différentes. Par exemple, l'égalité entre tous ou la liberté semblent s'affirmer au cours de la modernité comme fondement moral de toute société acceptable alors que soutenir cette position dans l'Athènes du Vème siècle av JC aurait été une aberration. A partir de cette observation, le courant post-moderne tombe dans un nihilisme qui ne peut jamais être positif. Si Engels faisait observer les mutations de la morale, c'était pour la réancrer historiquement et réaffirmer le fait que la morale soit toujours une morale de classe reflet des rapports de productions. Une morale devient hégémonique à partir du moment où elle devient nécessaire au rapport économique en cours. Par conséquent, on ne peut renverser une morale dominante qu'en renversant les rapports de productions. Penser des identités abstraites et fragmentées c'est empêcher toute analyse de celles-ci. Contre les théories de l'identité fluide, nous n'affirmons pas la fixité des consciences de soi mais que nous avons les moyens de les étudier de manière rigoureuse à un moment historique donné. Et cela, même en étant un homme blanc, hétérosexuel et même d'origine bourgeoise!

La critique faîte au marxisme renvoie toujours à celle faîte à la dialectique à laquelle on oppose la différence insurmontable. Le marxisme en tant que système totalisant viendrait nier tous les particularismes et donnerait une vision idéologique de la réalité. Les post-modernes érigent un autel à la différence et sanctifie l'étrangeté, la dimension queer des individus et critiquent le marxisme pour se concentrer sur une classe 'entière'.

La critique féministe postmoderne repose à la fois sur le constat historique que «*le sujet comme entité identique à soi n'est plus*» et le système sexe-genre. Le première point consiste à comprendre que les identités sont construites par des discours. Parce que le langage construit la réalité, il s'agit de mettre l'accent sur la déconstruction de la langue, le 'phallogocentrisme'. De comprendre dans quelle mesure les 'pratiques régulatrices' de formation et de division du genre constituent l'identité en pensant l'identité comme un 'idéal normatif'. Dans ces théories, le langage vient valider un attendu normatif à savoir le fait d'être reconnu comme genre, dire par exemple «*C'est un garçon/une fille!*» à la naissance serait le premier

acte de langage permettant à l'individu d'être considéré comme personne (*becoming gendered*). Nous ne nous attarderons pas sur ce point mais signalons encore une fois le problème inhérent à ce type de pensée: quand bien même la notion de sujet identique à soi est critiqué, que l'ontologie essentielle soit remplacée par une 'ontologie relationnelle', le problème demeure la suspension de tout critère de vérité. Les philosophies postmodernes semblent conserver l'idée marxiste selon laquelle nous sommes déterminés par les conditions historiques dans lesquelles nous vivons (même s'ils proposeront une horizontalisation des déterminations) tout en niant l'idée fondamentale selon il demeure toujours une vérité objective stable. Comme il ne demeure plus aucune réalité matérielle dont nous soyons parfaitement certains, les postmodernes tombent toujours dans une forme d'extrême subjectivisme et sont donc incapable de mettre en œuvre une véritable organisation politique. En somme, ils ne conservent que la vérité relative alors le marxisme a permis la défense de l'objectivité tout en intégrant la relativité des vérités historiques. Nous lisons dans Matérialisme et empiriocriticisme de Lénine que les choses existent hors de nous. Nos perceptions et nos représentations en sont les images. Mais que la vérification de ces images, la distinction entre les vraies et les fausses images nous est fournie par la pratique.

«*Nos sensations, notre conscience,* (dit Lénine), *ne sont que l'image du monde extérieur, et l'on conçoit que la représentation ne peut exister sans ce qu'elle représente, tandis que la chose représentée peut exister indépendamment de ce qui la représente. La conviction naïve de l'humanité, le matérialisme la met consciemment à la base de sa théorie de la connaissance*»[63].

Nous voyons que la théorie du reflet vient affirmer la deuxième des *Thèses sur Feuerbach* (1845) de Marx où il explique que «*la question de l'attribution à la pensée humaine d'une vérité objective n'est pas une question de théorie, mais une question pratique. C'est dans la pratique que l'homme a à faire la preuve de la vérité*». Nous reconnaissons que dans le processus de développement de l'univers, le développement de chaque processus particulier est relatif, et que, par conséquent, la connaissance qu'ont les hommes d'un processus particulier à chaque degré de son développement n'est qu'une vérité relative et que c'est avec la somme d'innombrables vérités relatives que se constitue la vérité absolue. C'est par la pratique que nous pouvons atteindre une vérité absolue et nous ne craignons pas ce mot! Notre théorie de la connaissance n'a rien d'une ontologie essentialiste, les

copies de la réalité dont parle Lénine[64] n'ont rien à voir avec les images platoniciennes. La conception matérialiste moderne est dynamique, la théorie du reflet intègre les transformations d'une forme de mouvement en une autre forme, c'est-à-dire les processus d'évolution et de développement qui ont lieu dans la nature[65]. Pour citer Lénine:

«*Si le monde est (comme le pensent les marxistes) une matière qui se meut et se développe perpétuellement, et si la conscience humaine au cours de son développement ne fait que le refléter, que vient faire ici la 'statique'? Il n'est pas du tout question de la nature immuable des choses ni d'une conscience immuable, mais de la correspondance entre la conscience reflétant la nature et la nature reflétée par la conscience. C'est dans cette question, et seulement dans cette question, que le terme 'dogmatique' a une saveur philosophique toute particulière: c'est le mot dont les idéalistes et les agnostiques usent le plus volontiers contre les matérialistes, comme nous l'avons déjà vu par l'exemple de Feuerbach, matérialiste assez 'vieux'. Toutes les objections adressées au matérialisme du point de vue du fameux 'positivisme moderne' ne sont que des vieilleries*».

Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*

Pour le dernier point Gayle Rubin explique que le système sexe-genre est un «*ensemble de dispositions par lesquelles une société transforme la sexualité biologique en produits de l'activité humaine*». La société patriarcale utilise certains faits de la physiologie masculine et féminine (le sexe) comme base pour la construction d'un ensemble d'identités masculines et féminine et un comportement (le genre) qui sert à donner du pouvoir aux hommes et à enlever du pouvoir aux femmes, cela induit comment un homme ou une femme devrait être. Un comportement normal dépendra alors de la capacité de chacun à affiche les identités de genre et les comportements que la société lie avec le sexe biologique de chacun[66]. Soit. Le problème est qu'elles ne font jamais (ou très superficiellement) le lien entre la culture et la structure économique de la société et oublie presque la question fondamentale de la reproduction. Nous défendons également l'idée selon laquelle la situation dépendante de la femme n'est pas explicable par de quelconque 'qualités naturelles' (idée qui fait largement consensus au XXIe siècle). Mais nous précisons qu'elles sont attribuables au seul caractère du travail qui leur a été attribué dans une société donnée, la situation de la femme dans la société dépend

de sa participation dans la production. Prenons, la situation de la femme dans le communisme primitif où par la suite deux types d'organisation économique ce sont développés. Nous nous apercevons que là où la femme était la principale productrice du système économique (agriculture), elle était honorée et avait des droits importants. Mais si son travail pour le système économique revêtait une importance et une signification moindres (chasse et élevage), elle occupait une position de dépendante et devenait l'esclave de l'homme[67]. A cela, on pourrait rétorquer qu'au moment où nous écrivons, la femme a une place quasi aussi importante dans le système productif que les hommes et que nous ne sommes pas en mesure d'expliquer pourquoi elle continue à subir cette dépendance (salaire moins élevé, précarité…). Ce n'est là qu'une résurgence archaïque des siècles de dépendance économique, une soumission qui ne vient aucunement contredire l'explication économique.

La sexualité est ainsi devenue leur lieu privilégié de discussion, notamment en ce qui concerne la question homosexuelle. Elles parlent par exemple de politique postgénitale dans laquelle l'homosexualité masculine ou féminine (en ce qu'elles ne dépendent pas du contrat hétérosexuel) permettrait d'imaginer l'abolition de la catégorie de sexe ou de la faire proliférer[68] ou encore jeu performatif permettant une résistance à la norme du genre où la *drag queen* se transformerait presque en révolutionnaire. Comme elles n'ont pas de stratégie concrète pour renverser cette société, elles consacrent toute leur analyse à faire des critiques sur les aspects superstructurels – la culture, la langue etc – sans se soucier du capitalisme et du rôle du capitalisme dans le maintien de cette relation sexe/genre et donc de la nécessité d'inclure le renversement du capitalisme dans leur stratégie de libération. Les solutions proposées sont toujours réformistes, elles sont axées sur l'évolution des rôles, des traits, des attitudes, des valeurs morales et de la création d'une culture alternative et mettent l'accent sur leurs relations interpersonnelles. Dans l'espoir que se forme: «*une coalition des minorités sexuelles qui transcendera les catégories simples de l'identité*»[69]… Néanmoins, regardons de plus près les solutions proposées. Sur ce point, toutes les théories dérivent plus ou moins du concept foucaldien de biopolitique. De quoi s'agit-il exactement, qui exerce vraiment le pouvoir, personne ne le sait vraiment mais nous pouvons toute de même nous intéresser aux réponses concrètes proposées. Encore une fois, il s'agit toujours de revenir à une action locale ou à l'intersectionnalité s'intéressant plus aux 'relations de pouvoir' qu'aux systèmes totalisants. En réponse à cela, faisons

nous aussi parler les concernées et citons Anuradha Ghandy, (membre du comité central du Parti communiste maoïste indien[70]):

«*En effet, le post-modernisme est extrêmement divisant, car il favorise la fragmentation du peuple et accorde de l'importance aux identités sans aucun cadre théorique permettant de comprendre les raisons historiques de la formation de l'identité et pour relier les différentes identités. Donc, nous pouvons avoir un rassemblement de différentes ONG comme lors du Forum Social Mondial où tout le monde célèbre son identité – les femmes, les prostitués, les homosexuels, les lesbiennes, les populations tribales, les dalits, etc etc, mais il n'y a pas de théorie qui les pousse vers une compréhension globale, une stratégie commune. Chaque groupe devra résister à ses propres oppresseurs, selon comment il les perçoit. Avec un tel argument, logiquement, il ne peut y avoir aucune organisation, ou au mieux, elle pourra être spontanément organisée au niveau local et dans des coalitions temporaires. Préconiser une organisation en fonction de sa compréhension signifie reproduire le pouvoir – la hiérarchie, l'oppression. Essentiellement, elles laissent l'individu résister pour lui-même ou elle-même, et sont contre une résistance organisée et cohérente, et la résistance armée.*»

Ainsi, à la place d'un parti organisé, les penseurs postmodernes nous proposent pluralisme, individualisme, organismes individualisés. Encore une fois, ces théoriciens si radicaux semblent utiliser le même langage que ce qu'ils pensent combattre. Pire, le capitalisme est encore plus en avance et défait (comme nous l'avons déjà exposé) lui-même, de plus en plus, de la question du genre...

---

60 Toute personne ou groupe de personnes qui sortirait du cadre de l'hétérosexualité, blanche, bourgeoise, masculine.

61 Vladimir I. Lénine, *Sur l' émancipation de la femme*, Moscou, Éditions du progrès, 1973, p. 119

62 «*Le mouvement communiste féminin doit être un mouvement de masse, une partie du mouvement général de masse, non seulement du prolétariat, mais de tous les exploités et de tous les opprimés, de toutes les victimes du capitalisme et de toute forme d'esclavage (...). Aucune organisation particulière pour les femmes communistes : une femme communiste est tout autant membre du parti qu'un homme communiste. Il ne doit pas y avoir à leur sujet de dispositions particulières. Cependant, nous ne devons pas nous cacher le fait que le parti doit avoir des locaux, des groupes de travail, des commissions, des comités, des organes ou ce qui lui plaira,*

avec le devoir spécifique de réveiller les masses féminines, de maintenir avec elles les contacts et de les influencer. Il est évident que cela exige un travail systématique (…). Je ne me réfère pas seulement aux femmes prolétaires qui travaillent en usine ou à la maison. Les paysannes pauvres, les petites bourgeoises sont aussi victimes du capitalisme et le sont de façon encore plus forte depuis l'éclatement de la guerre. La mentalité antipolitique, antisociale, arriérée de ces femmes, l'isolement dans lequel les confine leur activité, tout leur mode de vie: ce sont des faits qu'il serait absurde, absolument absurde, de négliger. Nous avons besoin d'organismes appropriés pour conduire le travail parmi les femmes. CELA N'EST PAS DU FEMINISME: C'EST LA VOIE PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE.» Lénine

63 *Matérialisme et empiriocriticisme*, Lénine, p. 84-85, edition Sciense marxiste.

64 *Matérialisme et empiriocriticisme*, Lénine.

65 *Anti Düring*, Engels.

66 *Les courants philosophiques dans le mouvement féministe*, Anuradha Ghandy, 2006.

67 A. Kollontaï, *Situation de la femme dans le communisme primitif*, 1925 (*La révolution, le fémiisme, l'amour et la liberté*, A. Kollontai, Le temps des cerises).

68 Monique Wittig

69 *Trouble dans le genre* (Judith Butler)

70 Principale organisation de la guérilla maoiste aujourd'hui présente en Inde. http://www.bannedthought.net/India/PeoplesMarch/

Technologie et écologie

Reste la question de la technique en lien avec celle de l'écologie. Pour en revenir à nos auteurs fétiches, on parlera de dispositif chez Foucault, de machine chez Deleuze ou encore de tekhné chez Derrida. Et cela toujours avec la même question: Et si l'homme était seulement l'une des figures de la technique? En un mot, il s'agit toujours du rejet d'une sujet humain central couplé à une critique radicale de l'anthropocentrisme. On voit alors émerger les idées fantasques de véganismes, d'anti-spécisme etc que nous ne jugeons pas utile de développer ici. Comme l'écrivait déjà Engels en expliquant que tous les éléments que le procès de dissolution de l'ancien monde avait libéré, étaient attirés, les uns après les autres, dans le cercle, d'attraction du christianisme primitif:

«*(...) Et ainsi que vers le parti ouvrier de tous les pays affluent tous les éléments n'ayant plus rien à espérer du monde officiel, ou qui y sont -- brûlés tels que les adversaires de la vaccination, végétariens, les anti-vivisectionnistes, les partisans de la médecine des simples, les prédicateurs des congrégations dissidentes dont les ouailles ont pris le large, les auteurs de nouvelles théories sur l'origine du monde, les inventeurs ratés ou malheureux, les victimes de rééls ou d'imaginaires passe-droits, les imbéciles honnêtes et les deshonnêtes imposteurs, -- il en allait de même chez les chrétiens. Tous les éléments que le procès de dissolution de l'ancien monde avait libéré, étaient attirés, les uns après les autres, dans le cercle, d'attraction du christianisme, l'unique élément qui résistait à cette dissolution -- précisément parce qu'il en était le produit tout spécial, et qui, par conséquent, subsistait et grandissait alors que les autres éléments n'étaient que des mouches éphémères. Point d'exaltation, d'extravagance, d'insanité ou d'escroquerie qui ne se soit produite dans les jeunes communautés chrétiennes et qui temporairement et en de certaines localités n'ait rencontré des oreilles attentives et de dociles croyants. Et comme les communistes de nos premières communautés, les premiers chrétiens étaient d'une crédulité inouïe à l'égard de tout ce qui semblait faire leur affaire, de sorte que nous ne savons pas, d'une façon positive, si du grand nombre d'écrits que Pérégrinus a composés pour la chrétienté il ne se soit pas glissé des fragments par ci, par là, dans notre Nouveau Testament*»[71].

Contribution à l'histoire du christianisme primitif, Engels

Pour trouver un ennemi 'plus sérieux', nous sommes obligés de nous tourner vers la théorie libertaire, notamment celle de l'écologie sociale et celle des TAZ, c'est- à-dire Temporary Autonomous Zones (peu importe la dénomination, nous parlons ici de toute tentative de création d'utopie localiste. Les liens sont évidents entre théorie postmoderne et libertaire. Prenons l'exemple de Boochkin concernant l'écologie sociale que nous pouvons résumer en 5 thèses:

1. L'idée selon laquelle il y aurait une mauvaise utilisation de la technique: de méchants dominants s'approprieraient des techniques potentiellement salvatrices pour l'humanité en les dévoyant.
   Ils ne font ici que reprendre la formule de Proudhon selon laquelle nous avons inventé des choses pour l'égalité mais qu'elles se seraient malheureusement tournées contre l'égalité créant ainsi une absolutisation des inventions, cela fondé sur une incompréhension complète des processus historiques à l'œuvre[72].

2. Un rejet des doctrines prophétiques et des théories parfaites pour des «*tentatives de création nourries par le débat*»: en somme utopisme et localisme. C'est ce point que nous aborderons le plus dans cette partie.

3. Un rappel des multiples facettes des systèmes de dominations (genre, race, classe etc), toujours dans la perspective de dépasser l'universalisme pour une approche multisituée avec la même utilisation de concept comme 'structure de pouvoir'.

4. Un rejet du postulat de la rationalité et de l'idée de 'remettre en ordre la marginalité' (*cf* théorie queer).

5. Un rejet de l'idée réactionnaire du «*mâle* [qui] *a réduit la nature en servante de l'être masculin*» (absolutisant sans même s'en rendre compte une catégorie morale que serait la 'masculinité' ou la virilité.

Revenons sur le point deux. Que sont donc ces TAZ ou 'zones piétonnes du capitalisme'? Elles sont toutes des tentatives de création d'hétérotopies fondée sur la confiance entre ses membres. Retour au galop de la morale que ces théoriciens se targuent d'avoir pourtant évacué. Encore une fois, le lien est aisé avec les théories postmodernes. Le concept d'hétérotopie étant fondamental dans la théorie

politique de Foucault pour ne citer que lui. L'hétérotopies se définit comme des lieux à l'intérieur d'une société qui obéissent à des règles qui sont autres. Celles-ci peuvent être ou espace de perfection ou espace d'illusion. Dans les deux cas, nous sommes face encore une fois à une idée profondément idéaliste. Nous dirons plutôt ou illusion de vivre dans un monde archaïque précapitaliste ou point avancé du capitalisme. L'idée de créer une hétérotopie est d'abord naïvement volontariste: une manifestation sensible des modes de pensées idéaliste quand les réussites et échec ne sont pas associés aux conditions historiques inéluctables mais aux volontés individuelles; et surtout localiste. Ils ne s'aperçoivent même pas qu'en refusant la notion de parti, en lui enlevant sa fonction de premier organe de la révolution, en affirmant que 'le peuple' n'a pas besoin d'une telle tutelle pour s'organiser, ils détruisent la possibilité même pour le prolétariat de s'émanciper. Le problème a déjà été traité il y a plus d'un siècle par Marx dans *Misère de la philosophie contre Proudhon absolutisant la nature de l'homme*. Il est écrit:

«*Il est prouvé que c'est le libre arbitre de l'homme qui donne lieu à l'opposition entre la valeur utile et la valeur d'échange*».

Retour à l'idéalisme. En plus, d'exalter l'échange individuelle, le marché et le libre arbitre du vendeur et de l'acheteur. Il affirme qu'il suffit que la valeur d'échange de toute marchandise devienne égale à celle du travail qu'elle contient pour que soit éliminé tout iniquité sociale. Il s'agissait déjà d'un retour à l'économie bourgeoise et d'une mise en place d'un gouvernement des producteurs. C'est-à-dire la mise en place sur un plan local d'une société par action étendue à tous les producteurs qui y travaillent Lénine avait déjà attaqué cette idée de gouvernement des producteurs. Elle proposait d'abord d'englober prolétaire et petit producteur (s'écartant de la question fondamentale de la lutte des classes). Par ailleurs, elle compte encore une fois sur la confiance entre ses futurs membres, donc dans la masse d'où la suppression de la nécessité du parti. Et nous affirmons que la confiance et la bienveillance n'est pas suffisante pour défaire la masse de ses réflexes corporatistes, réactionnaires depuis longtemps incorporés[73].

Ces entreprises utopistes, localistes ne peuvent donner lieu qu'à deux mouvements:

- Précapitaliste: Délimitons une zone dans laquelle nous cultiverons des carottes entre amis, dans l'intention de moins consommer et mieux (c'est

d'ailleurs une habitude de demander de moins consommer au classes populaires)

- Procapitaliste, et c'est le mouvement le plus important pour nous.

Ces deux mouvements sont tout à fait fonctionnels au capitalisme, en cela rien de nouveau non plus. Au cours de années 1990, internet s'est proposé comme 'TAZ par excellence', ilot de liberté, anonyme, indéterminé, d'où pouvait émerger des alternatives virtuelles.

Or, il est évident que même le virtuel a une réalité absorbée dans le système. Prenons enfin l'exemple des bitcoins. Les monnaies[74] sont présentées comme de l'argent non lié au 'système' utilisant un langage post-moderne. Il n'y a pas de banque centrale qui garantit leur échange avec une marchandise ou la conversion en monnaie légalement reconnue. N'ayant aucune représentation physique, sinon la quantité de bits qu'elle représente dans les ordinateurs (inventée en bits, en fait), cette pièce exprime une nouvelle étape dans le processus, déjà avancé, de dématérialisation de l'argent induit par le développement capitaliste qui confirme les prévisions du socialisme scientifique et montre la sénilité et la fragilité du capitalisme. Au lieu de saisir la contradiction capitaliste, les théorisations post-modernes vantent son développement libéré et libertaire…

Le lien avec l'or a longtemps représenté la garantie que les billets émis par les banques représentaient réellement le chiffre imprimé sur une feuille de papier sans valeur intrinsèque; lorsque les banques centrales ont repris le monopole de l'émission, elles se sont totalement libérées de l'obligation de conversion sur le marché intérieur, tandis qu'au niveau international la balance des paiements a compensé le transfert d'or qui a conservé sa fonction de monnaie mondiale. Ce système a apparemment été complètement surmonté avec la déclaration d'inconvertibilité dollar / or (1971). Dès lors, l'argent a circulé librement sur les marchés mondiaux et les pays dont la balance des paiements est excédentaire accumulent des réserves monétaires sous forme de devises acceptées dans le commerce international, le dollar dominant.

Qu'y a-t-il derrière le dollar, pour en faire un papier si convoité qu'il remplisse les coffres des États? Il y a la légitimité de la Banque centrale américaine, et derrière les vertus de cela, il y a la puissance économique et politique des Etats-Unis, bien

représentée par les dotations très matérielles des bombardiers, des missiles nucléaires et surtout des porte-avions ici et là dans le monde.

La garantie bancaire est donc basée sur les États. En apparence, personne ne garantit les bitcoins et leur valeur est déterminée par qui les achète et qui les vend, et aucun Etat ne fixe le prix. À cela s'ajoutent deux facteurs décisifs, à savoir que le programme prévoit un nombre fini de production (21 millions) et que la puissance de traitement des ordinateurs nécessaires pour générer des bitcoins est toujours plus importante. Donc, si la demande augmente, la valeur augmente, il sera donc de plus en plus difficile de générer de nouveaux bitcoins (puissance de traitement) et la quantité de crypto-monnaie disponible ne fera que diminuer. Il s'ensuit que la valeur augmentera considérablement.

Les États ne savent toujours pas comment y faire face. Pour l'instant, seuls la Chine et les Etats-Unis sont intervenus. La banque centrale chinoise a interdit son utilisation par le secteur financier, tandis qu'aux Etats-Unis, le fondateur du site Silk Road, une sorte de marché noir en ligne pour les drogues et les armes où des transactions ont eu lieu en bitcoin, a été arrêté. Une partie de la valeur mondiale pourrait être absorbée dans la crypto-monnaie, elle ne se modifie pas pour autant. Les États ne peuvent pas se permettre de perdre le contrôle du capital. Certes, si le mécanisme continue son cours, la crypto-monnaie deviendra comme les tulipes dans les années 1600, quand un bulbe valait le prix d'une maison[75]. Il est également intéressant de noter que l'ensemble du mécanisme de génération et d'échange est basé sur des plates-formes peer-to-peer (P2P). Nous lisons sur le site bitcoin.org: «*Bitcoin utilise la technologie peer-to-peer pour ne pas fonctionner avec une autorité centrale ou des banques; la gestion des transactions et l'émission de bitcoins est effectuée collectivement par le réseau. Bitcoin est open-source; sa conception est publique, personne ne possède ou ne contrôle Bitcoin et tout le monde peut participer au projet. Grâce à certaines de ses propriétés uniques, Bitcoin permet des utilisations passionnantes qui ne pouvaient être couvertes par aucun autre système de paiement précédent*». Avec Marx, ce sont précisément les catégories économiques sur lesquelles est basée une entreprise qui vont la faire exploser. Le P2P nie le capitalisme au même titre que l'autonomisation du capital d'une force motrice se transforme en une force destructrice, devenant un élément de négation de la loi de la valeur.

Avec le développement du crédit, la possibilité d'émettre de l'argent ne dépend que

partiellement des banques centrales qui, si nécessaire, sont amenées à de nouvelles émissions massives pour soutenir la valeur de l'énorme masse de prêts accordés et de prêts contractés au sein du réseau inextricable de relations entre les banques et les entités économiques publiques et privées. Tout cela est le résultat du processus de libéralisation entamé dès la déclaration d'inconvertibilité, qui a jeté les bases de l'expansion de la masse monétaire mondiale à l'appui d'un développement décentralisé qui permettrait une augmentation de plus en plus importante des capitaux en dehors des frontières des anciens pays industrialisés. Mais une monnaie exempte de contrôle centralisé de l'Etat ne dépasse pas les limites étroites de la société de classes. Aussi 'démocratique' soit-elle, la nouvelle monnaie est toujours de l'argent, ou du moins vise à le devenir. En tant que telle, son existence reste inextricablement liée à la valeur, et donc à une société basée sur l'échange commercial qui, à un niveau donné de développement de la production sociale, ne peut se fonder que sur l'exploitation du travail humain.

L'argent - enseigne Marx - n'est pas une 'chose', mais en tant qu'expression de valeur, il incarne une relation sociale. Si l'argent existe (sous quelque forme que ce soit), il ne peut être qu'une expression de la loi de la valeur; si la valeur existe, alors l'appropriation frauduleuse d'une partie de la valeur produite socialement existe dans le mode de production actuel. Et si tout cela, en tant que phénomène, existe, il s'ensuit que nous sommes encore plongés dans une société d'exploitation, où une grande masse de valeur produite par les prolétaires est expropriée par les producteurs et drainée vers les capitalistes et le capital.

Sur cette base, si l'argent, quelle que soit sa forme, est l'expression d'une société marchande et de classe, le phénomène de la crypto-monnaie, même s'il est né comme l'expression de tendances anti-autoritaires, est fonctionnel au capital. En particulier, à l'ère de la domination omniprésente du capital financier, il est destiné à être englouti dans le processus, bien exprimé dans l'idéologie néolibérale, qui tend à enlever à l'Etat des secteurs d'activité de plus en plus larges.

La production d'une nouvelle monnaie est inhérente à une tendance boulimique du capitalisme qui tend à plier tous les aspects de l'existence pour en tirer profit. Les monnaies de bits fonctionnent très bien comme moyen de paiement et se prêtent donc parfaitement comme outil de spéculation, d'autant plus que la Fed a accepté sa cotation en bourse.

La valeur des crypto-monnaies est extrêmement volatile. Les crypto-monnaies attirent des capitaux spéculatifs: mais elles sont encore loin de se proposer comme monnaies alternatives aux monnaies ayant cours légal. Cela ne signifie pas que dans certains circuits, plus ou moins opaques, elles peuvent déjà remplir la fonction de monnaie à tous égards. En ce sens, l'anonymat des utilisateurs de la chaîne, garanti par le cryptage, protège à la fois le hacker susmentionné et le mafieux qui utilise le système pour blanchir de l'argent sale ou transférer des marchandises suspectes, et préserve le spéculateur bourgeois 'légal' de l'ennuyeux méfiez-vous du fisc; et si l'on considère que les capitaux sont majoritairement entre les mains des organisations bourgeoises et criminelles, il est clair que ces deux derniers sujets portent un toast heureux à la mauvaise conduite du pauvre 'anti-autoritaire' style Anonymous.

Pendant ce temps, les principales banques - ne pouvant risquer d'être coupées d'un processus de désintermédiation similaire à celui qui, via le Web, a soustrait des parts de marché aux télécommunications et au commerce de détail - étudient les perspectives des blockchains et les opportunités qu'elles peuvent offrir dans les domaines monétaires et financiers. Un avantage incontestable des plates-formes qui déplacent la crypto-monnaie est l'économie de coûts de transaction, de commissions, etc. Finalement, tout le potentiel de cette technologie, comme cela se passe dans les usines automatisées, finit non pas à libérer l'homme de la fatigue et du contrôle, mais par l'amener à un état de dépendance et d'oppression encore pire. En bref, le bitcoin ne peut pas échapper aux contradictions inhérentes à l'argent en tant que relation sociale.

À l'heure actuelle, les crypto-monnaies représentent donc, sur les marchés financiers, une nouvelle opportunité d'investissement spéculatif. Mais toutes ces représentations multiformes de la monnaie, lorsqu'une crise survient, tendent à être converties en monnaie effective garantie par une banque centrale solide, représentative d'une force économique et politico-militaire capable de garantir la valeur de cette monnaie. Dans la fuite générale des titres de créance, les bitcoins et toutes les représentations cryptiques similaires de la valeur seraient parmi les premiers à être brutalement dévoilés dans leur véritable essence. Même la monnaie la plus solide, en présence d'une crise générale qui s'étend de la finance à la production, cherchera à ancrer dans l'or, la manifestation la plus matérielle et la plus concrète, du consentement unanime, de la valeur. Cela est confirmé par le fait

que les principales banques centrales européennes, celles de Chine, de Russie et d'autres émergentes, se sont engagées, à partir de la crise de 2008, à remettre dans leurs coffres l'or déposé auprès de la Fed et de la Banque d'Angleterre. Que cette rentrée soit en cours sans battage médiatique renforce l'hypothèse selon laquelle elle est la manifestation active d'une méfiance croissante dans le système monétaire mondial actuel centré sur le dollar - en raison de l'insoutenabilité du déficit extérieur et de l'énorme dette américaine - et une réévaluation de l'or comme garant ultime des relations monétaires et économiques internationales. Les faits ont la tête dure...

De ces prétentions radicales et anticapitalistes apparaissent donc un stade avancé du capitalisme en tout point commun à la dynamique du capitalisme vert ouvrant la possibilité d'un nouveau cycle d'accumulation mais toujours destructeur. Le même non sens est à l'œuvre dans la *green economy* et les théories libertaires et cela pour les mêmes raisons exposés plus haut.

Le Fil Rouge, 2020

71 https://www.marxists.org/francais/marx/94-chris.htm

72 Nous renvoyons ici à la lettre de Marx à Annenkov pour plus de précisions (28 decembre 1846). Dans l'edition K.Marx, *Misérie de la philosophie*, Payot.

73 Pour la critique de la société des producteurs faite par Lénine, nous renvoyons au *Le Fil rouge* n°2.

74 Sur l'interprétation de la monnaie et de l'argent: *Dimenticare babilonia*, *N+1*, n.43, 2018 et *Théorie marxiste de la monnaie*, *Programme Communiste*, n.45-46 1969.

75 *La bulle des tulipes* de 1637 a été la première crise financière majeure déclenchée par l'utilisation d'instruments financiers à des fins spéculatives et a impliqué l'ensemble du système économique européen de l'époque. Dans la seconde moitié des années 1500, les bulbes de tulipes ont commencé à être exportés de la Turquie vers l'Europe et la Hollande a été le pays qui a favorisé leur propagation. À la fin des années 1500, la culture des tulipes a commencé aux Pays-Bas. Les variétés moins courantes de cette fleur ont rapidement été considérées comme des produits de luxe, très recherchées par la bourgeoisie et les riches marchands (on parlait de 'tulip mania'), et échangées, à prix croissants, à la bourse d'Amsterdam et aux enchères dans les diverses villes néerlandaises, dont Haarlem. À l'époque, le bulbe de tulipe était considéré comme un investissement solide, car il représentait un 'concentré de fleurs futures'; il a donc été utilisé comme une forme embryonnaire de 'futur' sur la tulipe. L'expansion commerciale des Pays-Bas a favorisé le développement de cette bulle: les fleuristes ont commencé à réserver les bulbes à l'avance aux agriculteurs par le biais de contrats à prix forfaitaires ex ante à honorer à maturité. En d'autres termes, les 'droits sur le bulbe' ont été négociés, c'est-à-dire les contrats à terme sur tulipes, ne versant immédiatement qu'un acompte du prix final et payant le solde à la livraison du bulbe à fleurs. Les prix ont rapidement suivi une tendance totalement étrangère à la réalité et cela jusqu'à vendre un bien immobilier pour acheter les droits sur les bulbes les plus gros et les plus précieux. Les achats avec livraison future de bulbe n'ont été effectués que dans le but de participer au 'jeu à la hausse' des prix afin de pouvoir profiter, par la vente, de l'augmentation induite des prix eux-mêmes. De cette façon, la bulle de tulipes a été construite et continue de croître.

La bulle des tulipes a abouti à la célèbre vente aux enchères d'Alkmaar du 5 février 1637, au cours de laquelle des centaines de lots de bulbes ont été vendues pour un montant monétaire de 90 000 florins (l'équivalent d'environ 5 millions d'euros), c'est-à-dire chaque bulbe vendu au prix moyen égal au revenu de plus d'un an et demi d'un maçon de l'époque.

Dans les jours qui ont suivi, la fièvre des tulipes s'est soudainement transformée en panique: il suffisait qu'à Haarlem une vente aux enchères de bulbes ait été abandonnée pour provoquer une vente de panique incontrôlée et faire chuter les prix du marché à travers le pays. Malgré les efforts des opérateurs, la demande pour les variétés jugées jusque-là nouvelles et attractives s'est raréfiée et largement insuffisante pour

répondre à la forte demande commerciale: le marché des tulipes s'est complètement effondré et les négociations ont été interrompues. Dans une telle situation, ceux qui avaient acheté les bulbes (fleuristes) par le biais de contrats (contrats à terme) se sont retrouvés contractuellement tenus de leur payer un montant considérablement plus élevé que les prix réels à l'époque, au profit des agriculteurs (qui possédaient les bulbes) qui avaient les contrats à terme ont le droit de recevoir des prix très élevés pour les bulbes qui ne valent presque plus rien.

Le principe démocratique

L'emploi de certains termes dans l'exposition des problèmes du communisme engendre bien souvent des équivoques du fait des sens différents qu'on peut leur donner. C'est le cas des mots démocratie et démocratique. Dans ses affirmations de principe, le communisme marxiste se présente comme une critique et une négation de la démocratie; d'autre part les communistes défendent souvent le caractère démocratique, l'application de la démocratie au sein des organisations prolétariennes: système étatique des conseils ouvriers, syndicats, parti. Il n'y a évidemment là aucune contradiction, et rien qu'on puisse opposer à l'emploi du dilemme: démocratie bourgeoise ou démocratie prolétarienne, en tant que parfait équivalent de la formule: démocratie bourgeoise ou dictature prolétarienne.

La critique marxiste des postulats de la démocratie bourgeoise se fonde en effet sur la définition des caractères de la société actuelle divisée en classes; elle démontre l'inconsistance théorique et le piège pratique d'un système qui voudrait concilier l'égalité politique avec la division de la société en classes sociales déterminées par la nature du mode de production.

La liberté et l'égalité politiques qui, d'après la théorie libérale, s'expriment dans le droit de vote, n'ont de sens que sur une base excluant la disparité des conditions économiques fondamentales: c'est pourquoi nous communistes, nous en acceptons l'application à l'intérieur des organisations de classe du prolétariat, en soutenant qu'il faut donner un caractère démocratique à leur fonctionnement.

On pourrait souhaiter que des termes différents soient employés dans l'un et l'autre cas, afin de ne pas engendrer d'équivoques et d'éviter de revaloriser un concept chargé de suggestions, et que nous nous efforçons difficilement de démolir. Même si l'on y renonce, il est cependant utile d'examiner de manière un peu plus approfondie le contenu même du principe démocratique en général, y compris lorsqu'on l'applique à des organisations homogènes du point de vue de classe. Ceci pour éviter le risque d'ériger à nouveau le principe de démocratie en une 'catégorie' a priori, en un principe de vérité et de justice absolues qui serait un intrus dans toute notre construction doctrinale, au moment même où nous nous efforçons par notre critique de chasser tout le mensonge et l'arbitraire qui forment le contenu des

théories ‘libérales’.

Une erreur de doctrine est toujours à la base d’une erreur de tactique politique ou, si on veut, elle en est la traduction dans le langage de notre conscience critique collective. C’est ainsi que toute la politique et la tactique pernicieuses de la social-démocratie se reflètent dans l’erreur de principe présentant le socialisme comme l’héritier d’une partie substantielle de la doctrine que le libéralisme a opposée aux vieilles doctrines politiques basées sur le spiritualisme.

En réalité, bien loin d’accepter et de compléter la critique que le libéralisme démocratique avait opposée aux aristocraties et aux monarchies absolues de l’ancien régime, le socialisme marxiste l’a au contraire démolie de fond en comble dès ses premières formulations.

Il ne l’a évidemment pas fait, disons-le tout de suite, pour revendiquer un héritage des doctrines spiritualistes ou idéalistes contre le matérialisme voltairien des révolutionnaires bourgeois, mais pour démontrer qu’en réalité les théoriciens du matérialisme bourgeois se faisaient des illusions lorsqu’ils croyaient être sortis des brumes de la métaphysique appliquée à la sociologie et à la politique et des non-sens de l’idéalisme avec la philosophie politique de l’Encyclopédie; en fait, tout comme leurs prédécesseurs, ils devaient être soumis à la critique véritablement réaliste des phénomènes sociaux et de l’histoire édifiée avec le matérialisme historique de Marx.

Du point de vue théorique, il est également important de démontrer que pour approfondir le fossé entre socialisme et démocratie bourgeoise, pour rendre à la doctrine de la révolution prolétarienne son contenu puissamment révolutionnaire dévoyé par les falsifications de ceux qui forniquent avec la démocratie bourgeoise, il n’est nullement nécessaire de réviser nos principes dans un sens idéaliste ou néo-idéaliste: il suffit simplement de se reporter à la position prise par les maîtres du marxisme face aux mensonges des doctrines libérales et de la philosophie matérialiste bourgeoise.

Pour rester dans notre sujet, nous montrerons que la critique de la démocratie par le socialisme était en substance une critique de la critique démocratique des vieilles philosophies politiques; le marxisme nie leur prétendue opposition universelle et démontre qu’en réalité elles se ressemblent en théorie, de même qu’en pratique le prolétariat n’a pas eu beaucoup à se louer de ce que la direction de

la société soit passée des mains de la noblesse féodale monarchiste et religieuse à celles de la jeune bourgeoisie commerciale et industrielle. Et la démonstration théorique du fait que la nouvelle philosophie bourgeoise, loin d'avoir triomphé des vieilles erreurs des régimes despotiques, n'était elle-même qu'un monument de sophismes nouveaux, correspondait concrètement à la négation contenue dans l'apparition du mouvement révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire la réfutation de la prétention bourgeoise d'avoir établi pour toujours l'administration de la société sur des bases pacifiques et indéfiniment perfectibles, grâce à l'instauration du droit de vote et du parlementarisme.

Les vieilles doctrines politiques fondées sur des concepts spiritualistes ou même sur la révélation religieuse prétendaient que les forces surnaturelles qui gouvernent la conscience et la volonté des hommes avaient assigné à certains individus, à certaines familles, à certaines castes, la tâche de diriger et d'administrer la vie collective, en leur confiant par investiture divine le précieux dépôt de l''autorité'. A cette assertion, la philosophie démocratique qui s'affirma parallèlement à la révolution bourgeoise opposa la proclamation de l'égalité morale, politique, juridique, de tous les citoyens, qu'ils fussent nobles, ecclésiastiques ou plébéiens, et elle voulut transférer la 'souveraineté', du cercle étroit de la caste ou de la dynastie, au cercle universel de la consultation populaire fondée sur le droit de vote, qui permet à la majorité des citoyens de désigner selon sa volonté les dirigeants de l'État.

Les foudres que les prêtres de toutes les religions et les philosophes spiritualistes ont lancé contre cette conception ne suffisent pas à la faire reconnaître comme une victoire définitive de la vérité sur l'erreur obscurantiste, même si le 'rationalisme' de cette philosophie politique a longtemps semblé être le dernier mot en fait de science sociale et d'art politique, et même si beaucoup de prétendus socialistes s'en sont proclamés solidaires.

L'affirmation selon laquelle le temps des 'privilèges' est révolu depuis qu'on a instauré un système fondant la hiérarchie sociale sur le consentement de la majorité des électeurs ne résiste pas à la critique marxiste, qui projette une tout autre lumière sur la nature des phénomènes sociaux. Cette affirmation ne peut apparaître comme une séduisante construction logique que si on admet au départ que le vote, c'est-à-dire l'avis, l'opinion, la conscience de chaque électeur, a le même poids au moment de déléguer ses pouvoirs pour l'administration des affaires

collectives. Combien une telle conception est peu réaliste et peu ‘matérialiste’, cela ressort déjà du fait qu’elle considère chaque individu comme une ‘unité’ parfaite au sein d’un système composé d’autant d’unités potentiellement équivalentes et que, au lieu d’apprécier l’opinion de cet individu en fonction de ses multiples conditions de vie, c’est-à-dire de ses rapports avec les autres hommes, elle la théorise a priori dans l’hypothèse de la ‘souveraineté’ de l’individu. Ceci équivaut encore à situer la conscience des hommes en dehors du reflet concret des faits et des déterminations du milieu, à la considérer comme une étincelle allumée, avec la même providentielle équité, dans chaque organisme, sain ou délabré, affamé ou harmonieusement satisfait dans tous ses besoins, par un indéfinissable être suprême qui dispense la vie.

Cet être suprême ne désigne plus le monarque, mais il confère à chacun une faculté égale de le désigner. En dépit de son rationalisme de façade, la théorie démocratique repose sur une prémisse qui ne le cède en rien pour la puérilité métaphysique à ce ‘libre arbitre’ qui, d’après la loi de l’au-delà catholique, vaut aux hommes la damnation ou le salut. Dans la mesure où elle se situe hors du temps et des contingences historiques, la théorie démocratique n’est donc pas moins entachée de spiritualisme que ne le sont, au plus profond de leur erreur, les philosophies de l’autorité révélée et de la monarchie de droit divin.

A qui voudrait pousser plus loin cette confrontation, il suffira de se souvenir que la doctrine politique démocratique a été présentée, bien des siècles avant la grande révolution et la déclaration des droits de l’homme et du citoyen, par des penseurs qui se situaient entièrement sur le terrain de l’idéalisme et de la philosophie métaphysique, et que d’ailleurs, si la grande révolution abattit les autels du dieu chrétien au nom de la Raison, ce fut pour faire de cette dernière, volontairement ou non, une nouvelle divinité.

Ce présupposé métaphysique incompatible avec le caractère de la critique marxiste est le propre, non seulement de la doctrine échafaudée par le libéralisme bourgeois, mais de toutes les doctrines constitutionnelles et des plans de société nouvelle fondés sur la ‘vertu intrinsèque’ de certains schémas de rapports sociaux et étatiques. En édifiant sa propre doctrine de l’histoire, le marxisme a en fait démoli du même coup l’idéalisme médiéval, le libéralisme bourgeois et le socialisme utopique.

A ces constructions arbitraires de constitutions sociales, aristocratiques ou démocratiques, autoritaires ou libérales, comme à la conception anarchiste d'une société sans hiérarchie et sans délégation de pouvoirs, qui procède d'erreurs analogues, le communisme critique a opposé une étude bien plus fondée de la nature et des causes des rapports sociaux, considérés dans leur évolution complexe tout au long de l'histoire humaine, une analyse attentive de leurs caractères dans l'époque capitaliste actuelle, et une série d'hypothèses raisonnées sur leur évolution ultérieure, auxquelles vient maintenant s'ajouter la formidable contribution théorique et pratique de la révolution prolétarienne russe.

Il serait superflu de développer ici les conceptions bien connues du déterminisme économique et les arguments qui en justifient l'emploi dans l'interprétation des faits historiques et du mécanisme social.

L'apriorisme propre aux conservateurs ou aux utopistes est éliminé par l'introduction des facteurs relevant de la production, de l'économie et des rapports de classe qui en découlent, ce qui permet d'arriver à une explication scientifique des faits d'ordre juridique, politique, militaire, religieux, culturel, qui constituent les diverses manifestations de la vie sociale.

Nous nous contenterons de retracer sommairement l'évolution au cours de l'histoire du mode d'organisation sociale et de regroupement des hommes, non seulement dans l'État, représentation abstraite d'une collectivité unifiant tous les individus, mais aussi dans les différents organismes qui dérivent des rapports entre les hommes.

A la base de l'interprétation de toute hiérarchie sociale, étendue ou limitée, il y a les rapports entre les différents individus, et à la base de ces rapports il y a la division des tâches entre ces individus.

A l'origine, nous pouvons imaginer sans erreur grave l'existence d'une forme de vie complètement inorganisée de l'espèce humaine. Encore peu nombreux, les individus peuvent vivre des produits de la nature sans lui appliquer de techniques ni de travail et dans ces conditions chacun pourrait, pour vivre, se passer de ses semblables. Les seuls rapports existants sont ceux de la reproduction, qui sont communs à toutes les espèces; mais pour l'espèce humaine (et pas seulement pour elle, d'ailleurs) ceux-ci suffisent déjà à constituer un système de rapports avec sa hiérarchie propre: la famille. Celle-ci peut se fonder sur la polygamie, sur la

polyandrie, sur la monogamie.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail de l'analyse: disons seulement que la famille représente bien un embryon de vie collective organisée, fondée sur une division des tâches découlant directement des facteurs physiologiques, puisque, tandis que la mère nourrit et élève les enfants, le père se consacre à la chasse, à la conquête du butin, à la protection de la famille contre les ennemis extérieurs, etc.

Dans cette phase initiale où la production et l'économie sont presque totalement absentes, ainsi d'ailleurs que dans les phases ultérieures où elles se développent, il est vain de s'arrêter à la question abstraite de savoir si on est en présence de l'unité-individu ou de l'unité-société.

L'unité de l'individu a sans aucun doute un sens du point de vue biologique, mais on ne peut en faire le fondement de l'organisation sociale sans tomber dans l'élucubration métaphysique: du point de vue social, en effet, toutes les unités n'ont pas la même valeur, et la collectivité naît de rapports et de groupements dans lesquels le rôle et l'activité de chaque individu ne constituent pas une fonction individuelle mais collective, déterminée par les multiples influences du milieu social. Même dans le cas élémentaire d'une société inorganisée ou d'une non-société, la simple base physiologique qui produit l'organisation familiale suffit déjà à réfuter la conception arbitraire qui fait de l'Individu une unité indivisible (au sens littéral du terme) et susceptible de se combiner, sur un plan supérieur, avec d'autres unités semblables, sans cesser de s'en distinguer ni de leur être, en un certain sens, équivalente. Dans ce cas, l'unité-société n'existe évidemment pas non plus, puisque les rapports entre les hommes, même réduits à la pure notion de l'existence d'autrui, sont extrêmement limités et restreints au cercle de la famille ou du clan.

Nous pouvons tirer d'avance la conclusion qui s'impose d'elle-même: l''unité-société' n'a jamais existé et n'existera probablement jamais, si ce n'est comme une 'limite' dont l'abolition des frontières de classes et d'États permettra de se rapprocher progressivement.

Partir de l'unité-individu pour en tirer des déductions sociales et échafauder des plans de société, ou même pour nier la société, c'est partir d'un présupposé irréel qui, même dans ses formulations les plus modernes, n'est au fond qu'une reproduction modifiée des concepts de la révélation religieuse, de la création, et de la vie spirituelle indépendante des faits de la vie naturelle et organique.

A chaque individu la divinité créatrice ou une force unique régissant les destinées de l'univers a donné cette investiture élémentaire qui en fait une molécule autonome, bien définie, douée de conscience, de volonté, de responsabilité, au sein de l'agrégat social, indépendamment des facteurs accidentels dérivant des influences physiques du milieu. Cette conception religieuse et idéaliste n'est modifiée qu'en apparence dans la doctrine du libéralisme démocratique ou de l'individualisme libertaire: l'âme en tant qu'étincelle de l'Etre suprême, la souveraineté subjective de chaque électeur, ou l'autonomie illimitée du citoyen de la société sans lois sont autant de sophismes qui, aux yeux de la critique marxiste, pèchent par la même puérilité, aussi résolument 'matérialistes' qu'aient pu être les premiers libéraux bourgeois et les anarchistes.

Cette conception trouve son pendant dans l'hypothèse également idéaliste de la parfaite unité sociale, du monisme social, fondée sur la volonté divine qui gouverne et administre la vie de notre espèce.

Pour en revenir au stade primitif de vie sociale que nous étions en train de considérer et à l'organisation familiale que nous y avions découverte, nous sommes amenés à conclure que nous pouvons nous passer de ces hypothèses métaphysiques que sont l'unité-individu et l'unité-société pour interpréter la vie de l'espèce et le processus de son évolution. En revanche, nous pouvons affirmer positivement que nous sommes en présence d'un type de collectivité organisée sur une base unitaire, qui est précisément la famille.

Nous nous gardons bien de faire de celle-ci un type fixe ou permanent, et plus encore de l'idéaliser comme forme modèle de collectivité sociale, comme on peut le faire de l'individu dans l'anarchisme ou dans la doctrine de la monarchie absolue; nous constatons simplement l'existence de la famille comme unité première de l'organisation humaine, unité à laquelle d'autres succéderont, qui se modifiera elle-même sous bien des aspects, qui deviendra un élément constitutif d'autres organismes collectifs, ou disparaîtra, on peut le supposer, dans des formes sociales très avancées. Nous ne ressentons pas le moindre besoin de nous déclarer par principe pour ou contre la famille, pas plus que, par exemple, pour ou contre l'État; ce qui nous intéresse, c'est de saisir dans la mesure du possible le sens de l'évolution de ces types d'organisation humaine.

Quand nous nous demandons s'ils vont disparaître un jour, c'est de la façon la plus

objective, car il n'entre pas dans notre esprit de les considérer comme sacrés et intangibles, ni comme pernicieux et à détruire, le conservatisme et son contraire (c'est-à-dire la négation de toute forme d'organisation et de hiérarchie sociales) étant, du point de vue critique, aussi faibles l'un que l'autre, et aussi stériles en résultats.

Laissant de côté l'opposition traditionnelle entre les catégories individu et société, nous suivons dans l'étude de l'histoire humaine la formation et l'évolution d'autres unités: les collectivités humaines organisées, regroupements humains vastes ou restreints, fondés sur une division des tâches et une hiérarchie, et qui apparaissent comme les facteurs et les acteurs de la vie sociale. Ces unités peuvent être, dans un certain sens seulement, comparées à des unités organiques, à des organismes vivants dont les cellules, ayant des fonctions et des valeurs différentes, sont représentées par les hommes ou par des groupes humains élémentaires. Il n'y a toutefois pas analogie complète car, tandis que l'organisme vivant a des limites bien définies et subit un processus biologique au cours duquel il se développe, puis meurt, les unités sociales organisées n'ont pas de limites fixes et se renouvellent continuellement, se mêlant les unes aux autres, se décomposant et se recomposant simultanément.

Si nous nous sommes arrêtés sur le premier exemple, fort évident, de l'unité-famille, c'est pour démontrer la chose suivante: si ces unités que nous considérons sont évidemment composées d'individus et si leur composition même est variable, elles n'en agissent pas moins comme des 'totalités' organiques et intégrales, si bien que vouloir les décomposer en unités-individus n'a aucun sens réel et relève du mythe.

L'élément famille a une vie unitaire qui ne dépend pas du nombre des individus qu'il renferme, mais de leurs rapports: ainsi, pour prendre un exemple banal, une famille composée du chef, des épouses et de quelques vieillards impotents n'a pas la même valeur qu'une autre, comprenant, outre le chef, plusieurs fils jeunes et valides.

A partir de cette première forme d'unité organisée d'individus qu'est la famille, où on trouve le premier exemple de division des tâches, les premières hiérarchies, les premières formes d'autorité, de direction de l'activité des individus et d'administration, l'évolution humaine passe par une foule d'autres formes

d'organisation toujours plus complexes et plus vastes. La raison de cette complexité croissante réside dans la complexité croissante des rapports et des hiérarchies sociales naissant de la différenciation toujours accrue des tâches, elle-même étroitement déterminée par les systèmes de production que la technique et la science mettent à la disposition des activités humaines pour fournir un nombre toujours plus grand de produits (au sens le plus large du terme) aptes à satisfaire les besoins de sociétés humaines plus importantes et évoluant vers des formes supérieures de vie.

Une analyse qui voudrait saisir le processus de formation et de modification des différentes organisations humaines ainsi que le jeu de leurs rapports au sein de toute la société, doit se fonder sur la notion du développement de la technique productive et des rapports économiques qui naissent de la répartition des individus entre les différentes tâches exigées par le mécanisme productif.

La formation et l'évolution des dynasties, des castes, des armées, des États, des empires, des corporations, des partis peuvent et doivent être suivies à travers une étude fondée sur ces éléments-là. On peut penser qu'au sommet de ce développement complexe apparaîtra une forme d'unité organisée dont les limites coïncideront avec celles de l'humanité et qui réalisera une division rationnelle des tâches entre tous les hommes, et on peut discuter du sens et des limites qu'aura le système hiérarchique d'administration collective dans cette forme supérieure de vie sociale de l'humanité.

Pour en venir à l'examen de ces organismes unitaires dont les rapports internes sont fondés sur ce qu'on appelle couramment le 'principe démocratique', nous distinguerons pour simplifier entre les collectivités organisées recevant leur hiérarchie du dehors et celles qui la sélectionnent elles-mêmes en leur propre sein.

Selon la conception religieuse et la pure doctrine de l'autorité, la société humaine serait, à toutes les époques, une collectivite-unité recevant sa hiérarchie des puissances surnaturelles: nous ne reviendrons pas sur la critique d'une pareille sottise métaphysique, qui est contredite par toute notre expérience. C'est la nécessité de la division des tâches qui fait naître de façon naturelle la hiérarchie, et il en va évidemment ainsi dans la famille. En se transformant en tribu et en horde, celle-ci doit s'organiser pour lutter contre d'autres organisations: le commandement doit être confié aux éléments les plus aptes à tirer le meilleur parti

des énergies communes, et c'est ainsi que se forment des hiérarchies militaires. Ce critère du choix dans l'intérêt commun est apparu des milliers d'années avant l'électoralisme démocratique moderne, puisque à l'origine les rois, les chefs militaires et les prêtres étaient élus. A la longue, cependant, d'autres critères de formation des hiérarchies l'emportèrent, donnant lieu à des privilèges de caste transmis par hérédité familiale, ou encore par l'initiation à des écoles, sectes et cultes fermés, la possession d'un grade motivée par des aptitudes et des fonctions particulières étant en général, du moins dans la pratique normale, le meilleur moyen d'influer sur la transmission de ce grade.

Nous n'avons pas l'intention de suivre ici tout le processus de formation des castes, puis des classes, au sein de la société. Disons seulement que leur apparition ne répond plus seulement à la nécessité logique d'une division des tâches, mais au fait que certaines couches occupant une position privilégiée dans le mécanisme économique finissent par monopoliser le pouvoir et l'influence sociale. D'une façon ou d'une autre, toute caste dirigeante se donne à elle-même une organisation, une hiérarchie, et il en va de même pour les classes économiquement privilégiées.

Pour nous limiter à un seul exemple, l'aristocratie terrienne du moyen âge, en se coalisant pour la défense de ses privilèges communs contre les assauts des autres classes, construisit une forme d'organisation culminant dans la monarchie, qui concentrait dans ses mains des pouvoirs publics à la formation desquels les autres couches de la population restaient complètement étrangères. l'État de l'époque féodale est l'organisation de la noblesse féodale appuyée par le clergé.

Le principal instrument de coercition de ces monarchies militaires est l'armée: ici, nous sommes en présence d'un type de collectivité organisée dont la hiérarchie est constituée du dehors, puisque c'est le roi qui décerne les grades et que l'armée est fondée sur l'obéissance passive de tous ses membres. Toute forme d'État concentre dans une autorité unitaire la capacité d'organiser et d'encadrer toute une série de hiérarchies exécutives: armée, police, magistrature, bureaucratie.

Ainsi, l'unité-État utilise matériellement l'activité d'individus de toutes les classes, mais elle est organisée sur la base d'une seule ou de quelques classes privilégiées qui possèdent le pouvoir d'en constituer les différentes hiérarchies. Les autres classes, et en général tous les groupes d'individus pour qui il n'est que trop évident que l'organisation d'État existante ne garantit nullement, en dépit de ses

prétentions, les intérêts et les exigences de tous, cherchent à se donner des organisations propres pour faire prévaloir leurs propres intérêts, en partant d'une constatation élémentaire: l'identité de la position occupée par leurs membres dans la production et la vie économique.

Si, en ce qui concerne évidemment les organisations qui se donnent elles-mêmes leur propre hiérarchie, nous nous demandons de quelle manière cette hiérarchie doit être désignée pour assurer au mieux la défense des intérêts collectifs de tous les membres de l'organisation et pour éviter la formation en son sein de couches privilégiées, nous nous voyons proposer la méthode fondée sur le principe démocratique: consulter tous les individus et se servir de l'avis de la majorité pour désigner ceux d'entre eux qui devront occuper les différents échelons de la hiérarchie.

La critique d'une telle proposition doit être beaucoup plus sévère lorsqu'on prétend l'appliquer à l'ensemble de la société telle qu'elle est aujourd'hui, ou à certaines nations, que lorsqu'il s'agit de l'introduire au sein d'organisations beaucoup plus restreintes, comme les syndicats prolétariens et les partis.

Dans le premier cas elle est à repousser sans hésitation car elle ne repose sur rien, puisqu'elle ne tient pas le moindre compte de la situation des individus dans l'économie, et qu'elle suppose la perfection intrinsèque du système, sans prendre en considération les développements et les évolutions que connaît la collectivité à laquelle on l'applique.

La division de la société en classes que le privilège économique distingue nettement enlève toute valeur à la décision majoritaire. Notre critique réfute la théorie mensongère selon laquelle la machine de l'État démocratique et parlementaire sorti des constitutions libérales modernes serait une organisation de tous les citoyens dans l'intérêt de tous les citoyens. Du moment qu'il existe des intérêts opposés et des conflits de classe, il n'y a pas d'unité d'organisation possible, et malgré l'apparence extérieure de la souveraineté populaire l'État reste l'organe de la classe économiquement supérieure et l'instrument de défense de ses intérêts.

Malgré l'application du système démocratique à la représentation politique, la société bourgeoise nous apparaît comme un ensemble complexe d'organismes unitaires: beaucoup d'entre eux, qui sont issus des couches privilégiées et tendent à la conservation de l'appareil social actuel, se regroupent autour du puissant

organisme centralisé qu'est l'État politique; certains autres peuvent être indifférents ou avoir une attitude changeante à l'égard de l'État; d'autres enfin naissent au sein des couches économiquement opprimées et exploitées, et sont dirigés contre l'État de classe. Le communisme démontre donc que l'application juridique et politique formelle du principe démocratique et majoritaire à tous les citoyens alors que persiste la division en classes par rapport à l'économie, ne suffit pas à faire de l'État une unité organisative de toute la société ou de toute la nation. Officiellement, c'est ce que la démocratie politique prétend être: en réalité, elle est introduite en tant que forme convenant au pouvoir spécifique de la classe capitaliste et à sa véritable dictature, aux fins de la conservation de ses privilèges.

Il n'est donc pas nécessaire de s'attarder longuement à réfuter l'erreur qui consiste à attribuer le même degré d'indépendance et de maturité au "vote" de chaque électeur, qu'il s'agisse d'un travailleur épuisé par l'excès de fatigue physique ou d'un riche jouisseur, d'un habile capitaine d'industrie ou d'un malheureux prolétaire ignorant les raisons de sa misère et le moyen d'y remédier, en allant une fois de temps en temps, à de longs intervalles, solliciter l'avis des uns et des autres, et en prétendant que le fait d'avoir accompli cette fonction souveraine suffit à assurer le calme et l'obéissance de quiconque se sentira dépouillé et maltraité par les conséquences de la politique et de l'administration de l'État.

Il est donc clair que le principe de démocratie n'a aucune vertu intrinsèque, qu'il ne vaut rien en tant que principe et qu'il est plutôt un simple mécanisme d'organisation, fondé sur cette simple et banale présomption arithmétique: les plus nombreux ont raison et les moins nombreux ont tort. Voyons maintenant si et dans quelle mesure ce mécanisme sert et suffit au fonctionnement d'organisations comprenant des collectivités plus restreintes, non divisées par des antagonismes économiques, et considérées dans leur processus de développement historique.

Ce mécanisme démocratique est-il applicable dans la dictature du prolétariat, c'est-à-dire dans la forme d'État née de la victoire révolutionnaire des classes rebelles au pouvoir des États bourgeois, de telle sorte qu'on pourrait définir cette forme d'État, du fait de son mécanisme interne de délégation des pouvoirs et de formation des hiérarchies, comme une 'démocratie prolétarienne'? La question doit être abordée sans préjugés. Il se peut qu'on arrive à la conclusion que le mécanisme démocratique est utilisable, avec certaines modalités, tant que l'évolution même des choses n'en aura pas produit de plus adapté; mais il faut bien se convaincre que

nous n'avons pas la moindre raison d'établir a priori le concept de souveraineté de la 'majorité' du prolétariat.

Au lendemain de la révolution, celui-ci n'est pas encore une collectivité totalement homogène et ne constitue pas une seule et unique classe. En Russie, par exemple, le pouvoir est aux mains des classes ouvrière et paysanne, mais pour peu que l'on considère tout le développement du mouvement révolutionnaire, il est facile de montrer que la classe du prolétariat industriel, beaucoup moins nombreuse que les paysans, y joue cependant un rôle bien plus important: il est donc logique que dans les conseils prolétariens, dans le mécanisme des soviets, la voix d'un ouvrier ait beaucoup plus de valeur que celle d'un paysan.

Nous n'avons pas l'intention ici d'examiner à fond les caractéristiques de la constitution de l'État prolétarien. Nous ne le considérons pas sous un aspect immanent, comme les réactionnaires le font de la monarchie de droit divin, les libéraux du parlementarisme fondé sur le suffrage universel, les anarchistes du non-État. L'État prolétarien, en tant qu'organisation d'une classe contre d'autres classes qui doivent être dépouillées de leurs privilèges économiques, est une force historique réelle qui s'adapte au but qu'elle poursuit, c'est-à-dire aux nécessités qui sont sa raison d'être. A certains moments l'impulsion pourrait lui être donnée aussi bien par les plus larges consultations de masse que par l'action d'organes exécutifs très restreints munis des pleins pouvoirs; l'essentiel est de donner à cette organisation du pouvoir prolétarien les moyens et les armes nécessaires pour abattre le privilège économique bourgeois et les résistances politiques et militaires bourgeoises, de façon à préparer ensuite la disparition des classes elles-mêmes, et les modifications toujours plus profondes de ses propres tâches et de sa propre structure.

Une chose est sûre: tandis que la démocratie bourgeoise n'a pas d'autre but réel que de priver les grandes masses prolétariennes et petites-bourgeoises de toute influence dans la direction de l'État, réservée aux grandes oligarchies industrielles, bancaires et agrariennes, la dictature prolétarienne, elle, doit pouvoir entraîner dans la lutte qu'elle incarne les couches les plus larges de la masse prolétarienne et même semi-prolétarienne. Mais seuls ceux qui sont influencés par des préjugés peuvent s'imaginer que pour atteindre ce but il suffit d'instaurer un vaste mécanisme de consultation électorale: cela peut être trop, ou le plus souvent ? Trop peu, car on inciterait ainsi beaucoup de prolétaires à s'en tenir à cette forme de

participation en s'abstenant de prendre part à des manifestations plus actives de la lutte de classe. D'autre part, l'acuité de la lutte dans certaines phases exige une promptitude de décision et de mouvement, et une centralisation de l'organisation des efforts dans une direction commune. C'est pourquoi, comme l'expérience russe nous le montre avec toute une série d'éléments, l'État prolétarien fonde son appareil constitutionnel sur des caractéristiques qui sont en rupture ouverte avec les canons de la démocratie bourgeoise: les tenants de celle-ci hurlent à la violation des libertés, alors qu'il ne s'agit que de démasquer les préjugés philistins par lesquels la démagogie a toujours assuré le pouvoir des privilégiés.

Dans la dictature du prolétariat, le mécanisme constitutionnel de l'organisation d'État n'est pas seulement consultatif, mais en même temps exécutif, et la participation aux fonctions de la vie politique, sinon de toute la masse des électeurs, du moins d'une large couche de leurs délégués, n'est pas intermittente mais continue.

Il est intéressant de constater qu'on y parvient sans nuire, bien au contraire, au caractère unitaire de l'action de tout l'appareil d'État, grâce précisément à des critères opposés à ceux de l'hyper-libéralisme bourgeois: c'est-à-dire en supprimant pratiquement le suffrage direct et la représentation proportionnelle, après avoir foulé aux pieds, comme nous l'avons vu, l'autre dogme sacré du suffrage égalitaire.

Nous ne prétendons pas établir ici que ces nouveaux critères introduits dans le mécanisme représentatif, ou fixés dans une constitution, le soient pour des raisons de principe: dans des circonstances nouvelles, ils pourraient être différents. De toute façon, nous tenons à bien faire comprendre que nous n'attribuons à ces formes d'organisation et de représentation aucune valeur intrinsèque: ce que nous voulons démontrer se traduit dans une thèse marxiste fondamentale que l'on peut énoncer ainsi: 'la révolution n'est pas un problème de formes d'organisation'. La révolution est au contraire un problème de contenu, un problème de mouvement et d'action des forces révolutionnaires dans un processus incessant, que l'on ne peut théoriser en le figeant dans les diverses tentatives de 'doctrine constitutionnelle' immuable.

De toute façon, dans le mécanisme des conseils ouvriers, nous ne trouvons pas ce critère propre à la démocratie bourgeoise, qui veut que chaque citoyen désigne

directement son délégué à la représentation suprême, le parlement.

Il existe au contraire différents degrés de conseils ouvriers et paysans, qui vont s'élargissant territorialement jusqu'au Congrès des soviets. Chaque conseil local ou de district élit ses délégués au conseil supérieur, de même qu'il élit sa propre administration, c'est-à-dire l'organe exécutif correspondant. A la base, dans les conseils urbains ou ruraux, toute la masse est consultée; dans l'élection des délégués aux conseils supérieurs et aux autres charges, en revanche, chaque groupe d'électeurs vote non pas selon le système proportionnel, mais selon le système majoritaire, en choisissant ses délègues d'après les listes proposées par les partis. D'ailleurs, comme il s'agit le plus souvent d'élire un seul délégué, qui fait le lien entre un degré inférieur et un degré supérieur de conseils, il est évident que le scrutin de liste et la représentation proportionnelle, ces deux dogmes du libéralisme formel, tombent d'eux-mêmes. A chaque échelon, les conseils doivent donner lieu à des organismes non seulement consultatifs mais aussi administratifs, étroitement lies à l'administration centrale: il est donc naturel qu'à mesure qu'on s'élève vers des représentations plus restreintes, on rencontre non point ces assemblées parlementaires de bavards qui discutent interminablement sans jamais agir, mais des corps restreints et homogènes aptes à diriger l'action et la lutte politique, et à conduire toute la masse ainsi encadrée de manière unitaire sur la voie révolutionnaire.

Ces aptitudes, qu'absolument aucun projet constitutionnel ne peut automatiquement renfermer par lui-même, viennent compléter ce mécanisme grâce à la présence d'un facteur de tout premier ordre, dont le contenu dépasse de très loin la pure forme organisationnelle, et dont la conscience et la volonté collectives et agissantes permettent de fonder le travail sur les nécessités d'un long processus qui avance sans cesse: ce facteur est le parti politique. Celui-ci est l'organe dont les caractéristiques se rapprochent le plus de celles d'une collectivité unitaire homogène et solidaire dans l'action.

En réalité, il ne comprend dans ses rangs qu'une minorité de la masse, mais les traits qui le distinguent de tous les autres organismes de représentation à base très large sont précisément de nature à démontrer que le parti représente mieux que tout autre organe les intérêts et le mouvement collectif. Dans le parti politique est réalisée la participation continue et ininterrompue de tous les membres à l'exécution du travail commun, ainsi qu'une préparation à la résolution des

problèmes de lutte et de reconstruction dont le gros de la masse ne peut avoir conscience qu'au moment où ils se présentent. Pour toutes ces raisons, il est naturel que dans un système de représentation et de délégations qui n'est pas celui du mensonge démocratique mais se fonde sur une couche de la population que des intérêts communs fondamentaux poussent sur la voie de la révolution, les choix tombent spontanément sur les éléments proposés par le parti révolutionnaire, qui est armé pour répondre aux exigences de la lutte et pour résoudre des problèmes auxquels il a pu et il a su se préparer.

Nous montrerons plus loin que, pas plus que pour aucun autre organisme, nous ne considérons ces facultés du parti comme le simple effet du critère particulier qui a présidé à sa constitution. Le parti peut être ou ne pas être adapté à sa tâche, qui est d'impulser l'action révolutionnaire d'une classe; ce n'est pas n'importe quel parti politique en général, mais un parti bien précis, le parti communiste, qui peut répondre à cette fonction; et le parti communiste lui-même n'est pas garanti à l'avance contre les mille dangers de la dégénérescence et de la dissolution. Les caractères positifs qui mettent le parti à la hauteur de sa tâche ne résident pas dans le mécanisme de ses statuts, ni dans ses mesures d'organisation interne en elles-mêmes: ils se réalisent à travers son propre processus de développement et sa participation aux luttes et à l'action, en tant que formation d'une orientation commune autour d'une certaine conception du processus historique, d'un programme fondamental qui se précise comme une conscience collective et, en même temps, d'une sûre discipline d'organisation. Le développement de ces idées est contenu dans les thèses sur la tactique du parti présentées au Congrès du Parti Communiste d'Italie, et qui sont connues du lecteur[76].

Pour en revenir à la nature du mécanisme constitutionnel de la dictature prolétarienne, nous avons déjà dit qu'il était exécutif aussi bien que législatif à tous les échelons; il nous faut ajouter quelque chose afin de préciser à quelles tâches de la vie collective répondent les fonctions et les initiatives exécutives de ce mécanisme, qui expliquent et justifient sa formation ainsi que les rapports existant au sein de son mécanisme élastique en continuelle évolution.

Nous nous référons à la période initiale du pouvoir prolétarien, dont les quatre ans et demi que la dictature prolétarienne vient de vivre en Russie nous offrent une image. Nous ne voulons pas nous aventurer à rechercher quel sera le système définitif de représentation dans une société communiste non divisée en classes. A

mesure en effet que nous nous en rapprochons, il se dessine une évolution que nous ne pouvons pas prévoir totalement, mais dont nous pouvons seulement entrevoir qu'elle ira dans le sens d'une fusion des divers organes, politiques, administratifs, économiques, en même temps que de l'élimination progressive de tout élément de coercition, et de l'État lui-même en tant qu'instrument de pouvoir d'une classe et en tant qu'arme de lutte contre les autres classes survivantes.

Dans sa période initiale, la dictature prolétarienne a une tâche extrêmement lourde et complexe que l'on peut subdiviser en trois sphères d'action: politique, militaire et économique. Le problème militaire de la défense contre les assauts intérieurs et extérieurs de la contre-révolution, tout comme celui de la reconstruction de l'économie sur des bases collectives, se fondent sur l'existence et sur l'application d'un plan systématique et rationnel d'utilisation de tous les efforts, dans une activité qui tout en utilisant les énergies de toute la masse, mieux: pour les utiliser avec le meilleur rendement doit parvenir à être fortement unitaire. En conséquence, l'organisme qui mène en première ligne la lutte contre l'ennemi extérieur et intérieur, c'est-à-dire l'armée (et la police) révolutionnaire, doit être fondé sur une discipline et une hiérarchie centralisées dans les mains du pouvoir prolétarien: l'armée rouge reste donc elle aussi une unité organisée recevant sa hiérarchie du dehors, en l'occurrence du gouvernement politique de l'État prolétarien, et on peut en dire autant de la police et des tribunaux révolutionnaires.

Le problème de l'appareil économique que le prolétariat vainqueur édifie pour poser la base du nouveau système de production et de distribution a des aspects plus complexes. Nous ne pouvons que nous limiter à rappeler que la caractéristique qui distingue cette machine administrative rationnelle du chaos de l'économie privée bourgeoise est la centralisation.

La gestion de toutes les entreprises doit se faire dans l'intérêt de la collectivité tout entière et en liaison avec les exigences de tout le plan de production et de distribution. D'autre part, l'appareil économique, et avec lui l'organisation de ceux qui y sont attachés, se modifie continuellement du fait non seulement de son développement graduel, mais aussi des crises inévitables dans une période de si vastes transformations accompagnées de luttes politiques et militaires.

Ces considérations nous mènent à la conclusion suivante: dans la période initiale de la dictature prolétarienne, si les conseils des différents échelons doivent

désigner leurs délégués aux organes exécutifs locaux en même temps qu'aux organes législatifs des échelons supérieurs, il faut laisser au centre la responsabilité absolue de la défense militaire et, de façon moins rigide, de la campagne économique, tandis que les organes locaux servent à encadrer politiquement les masses pour les faire participer à la réalisation des plans, et à les gagner à l'encadrement militaire et économique, en créant ainsi les conditions d'une activité des masses la plus large et la plus continue possible autour des problèmes de la vie collective, et en la canalisant vers la formation de cette organisation fortement unitaire qu'est l'État prolétarien.

Ces considérations, sur lesquelles nous ne nous étendrons pas davantage, n'ont certes pas pour but de dénier aux organes intermédiaires de la hiérarchie étatique toute possibilité de mouvement et d'initiative: mais nous avons voulu montrer qu'il n'est pas possible de théoriser le schéma de leur formation comme celui d'une adhésion précise aux tâches effectives, militaires ou économiques, de la révolution, en constituant les groupes d'électeurs prolétariens sur la base des entreprises productives ou des divisions de l'armée.

Le mécanisme de ces groupes n'agit pas en venu d'aptitudes spéciales qui seraient inhérentes à son schéma et à son ossature: les unités qui regroupent les électeurs. à la base peuvent donc être formées d'après des critères empiriques; en fait, elles se formeront d'elles-mêmes d'après des critères empiriques, parmi lesquels il peut y avoir la convergence sur le lieu de travail, ou dans le quartier, au sein de la garnison, au front, ou dans d'autres situations de la vie quotidienne, sans qu'aucune puisse être a priori exclue ou au contraire érigée en modèle. Mais de toute façon les organes représentatifs de l'État prolétarien restent fondés sur une subdivision territoriale de circonscriptions au sein desquelles se font les élections.

Toutes ces considérations n'ont rien d'absolu, et cela nous ramène à notre thèse selon laquelle aucun schéma constitutionnel n'a valeur de principe, et la démocratie majoritaire, au sens formel et arithmétique du terme, n'est qu'une méthode possible pour coordonner les rapports qui se présentent au sein des organismes collectifs. De quelque point de vue qu'on se place, il est impossible de lui attribuer un caractère de nécessité ou de justice intrinsèque: ces expressions n ont pour nous, marxistes, aucun sens, et d'ailleurs notre propos n'est pas de remplacer l'appareil démocratique que nous critiquons par un schéma d'appareil d'État qui serait exempt par lui même de défauts et d'erreurs.

Il nous semble en avoir assez dit sur le principe dé démocratie dans son application à l'État bourgeois, où il prétend embrasser toutes les classes, et aussi dans son application à la classe prolétarienne exclusivement, en tant que base de l'État après la victoire révolutionnaire. Il nous reste à dire quelque chose sur l'application du mécanisme démocratique aux organisations qui existent au sein du prolétariat avant (et aussi après) la conquête du pouvoir: les syndicats économiques et le parti politique.

Nous avons établi plus haut qu'une véritable unité d'organisation n'est possible que sur la base d'une homogénéité d'intérêts entre les membres de cette organisation. Puisque l'on adhère aux syndicats et au parti sur la base d'une décision spontanée de participer à un certain type d'actions, il est indiscutable qu'ici on peut examiner le fonctionnement du mécanisme démocratique et majoritaire sans le soumettre à une critique du type de celle qui lui dénie absolument la moindre valeur lorsqu'il s'agit de l'État bourgeois et de sa fallacieuse unification constitutionnelle des différents classes. Cependant, ici non plus, il ne faut pas se laisser fourvoyer par le concept arbitraire de la "sainteté" des décisions de la majorité.

Par rapport au parti, le syndicat se caractérise par une identité plus complète des intérêts matériels et immédiats de ses membres: dans les limites de la catégorie, il atteint une grande homogénéité de composition et, d'organisation à adhésion volontaire, il peut tendre à devenir une organisation à laquelle adhérent automatiquement ou obligatoirement, comme c'est le cas dans l'État prolétarien à une certaine phase de son développement, tous les travailleurs d'une catégorie ou d'une industrie donnée.

Il est certain que dans ce domaine le nombre reste l'élément décisif et que la consultation majoritaire a une grande valeur, mais on ne peut s'en tenir à prendre schématiquement ses résultats en considération, il faut aussi tenir compte des autres facteurs qui interviennent dans la vie de l'organisation syndicale: une hiérarchie bureaucratisée de fonctionnaires qui l'immobilisent sous leur tutelle, et les groupes d'avant-garde que le parti politique révolutionnaire y constitue pour la conduire sur le terrain de l'action révolutionnaire. Dans cette lutte, les communistes démontrent souvent que les fonctionnaires de la bureaucratie syndicale violent l'idée démocratique et se moquent de la volonté de la majorité.

Il est juste de le dénoncer parce que ces chefs syndicaux de droite affichent une

mentalité démocratique et qu'il faut les mettre en contradiction avec eux-mêmes, comme on le fait avec les libéraux bourgeois chaque fois qu'ils forcent et qu'ils falsifient la consultation populaire, sans nous imaginer pour autant que si elle était librement effectuée cette consultation résoudrait les problèmes qui pèsent sur le prolétariat. Il est juste et opportun de le faire parce que dans les moments où les grandes masses se mettent en mouvement sous la pression de la situation économique, il est possible d'écarter l'influence des fonctionnaires syndicaux, qui est une influence extra-prolétarienne (bien que non officiellement) de classes et de pouvoirs étrangers à l'organisation syndicale, et d'augmenter l'influence des groupes révolutionnaires.

Mais dans tout cela il n'y a pas de préjugés 'constitutionnels' et, pourvu qu'ils soient compris de la masse et puissent lui démontrer qu'ils agissent dans le sens de ses intérêts les mieux compris, les communistes peuvent et doivent se comporter de façon élastique par rapport aux canons de la démocratie interne syndicale.

Par exemple, il n'y a aucune contradiction entre les deux attitudes tactiques qui consistent, d'une part, à assumer la charge de représenter la minorité dans les organes dirigeants du syndicat tant que les statuts nous le permettent et, d'autre part, à affirmer que cette représentation statutaire doit être supprimée pour donner aux organes exécutifs une plus grande efficacité, une fois que nous les avons conquis.

Tout ce qui doit nous guider dans cette question, c'est l'analyse attentive du processus de développement des syndicats dans la phase actuelle: il s'agit d'accélérer leur transformation, d'organes des influences contre-révolutionnaires sur le prolétariat, en organes de lutte révolutionnaire; et les critères d'organisation interne n'ont pas de valeur en eux-mêmes, mais seulement en tant qu'ils se rattachent à cet objectif.

Il nous reste à faire l'analyse de l'organisation parti, dont nous avons cependant déjà touché un mot à propos du mécanisme de l'État ouvrier. Le parti ne part pas d'une identité d'intérêts économiques aussi complète que le syndicat; en revanche, il fonde l'unité de son organisation non pas sur la base de la catégorie, comme ce dernier, mais sur la base bien plus large de la classe tout entière.

Ceci est vrai non seulement dans l'espace, puisque le parti tend à devenir international, mais aussi dans le temps, puisqu'il est l'organe spécifique dont la

conscience et l'action reflètent les exigences de la victoire tout au long du processus d'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Ce sont ces considérations bien connues qui nous obligent à avoir à l'esprit, quand nous étudions les problèmes de structure et d'organisation interne du parti, tout le processus de sa formation et de sa vie en rapport avec les tâches complexes auxquelles il répond.

A la fin de cet exposé déjà long, nous ne pouvons pas entrer dans les détails à propos du mécanisme qui devrait régir au sein du parti la consultation de la masse des adhérents, leur recrutement, la désignation des responsables dans toute la hiérarchie.

Il est certain que pour le moment le mieux est de s'en tenir, en général, au principe majoritaire. Mais comme nous l'avons souligné avec insistance, il n'y a aucune raison d'ériger cet emploi du mécanisme démocratique en principe. A côté de tâches consultatives analogues aux tâches législatives des appareils d'État, le parti a des tâches exécutives qui, aux moments suprêmes de la lutte, correspondent à celles d'une armée, et qui exigent donc le maximum de discipline hiérarchique.

De fait, dans le processus complexe qui nous a amenés à la constitution de partis communistes, la formation de la hiérarchie est un fait réel et dialectique qui a de lointaines origines et qui correspond à tout le passé d'expérience, de fonctionnement du mécanisme du parti.

Nous ne pouvons pas affirmer que les choix de la majorité du parti soient a priori aussi heureux que ceux d'un juge infaillible et surnaturel qui donnerait leurs chefs aux collectivités humaines, comme le dieu auquel croient ceux pour qui la participation du Saint-Esprit aux conclaves est une donnée de fait. Même dans un organisme où, comme dans le parti, la composition de la masse est le résultat d'une sélection, à travers l'adhésion spontanée volontaire et le contrôle du recrutement, la décision de la majorité n'est pas par elle-même la meilleure, et si elle vient contribuer à un meilleur rendement de la hiérarchie opérante, exécutive, du parti, c'est seulement par effet de la coïncidence des efforts dans un travail unitaire et bien orienté. Nous ne proposerons pas ici de remplacer ce mécanisme par un autre et nous n'examinerons pas en détail ce que pourrait être ce nouveau système. Mais il est certain qu'on peut admettre un mode d'organisation qui se libérerait de plus en plus des conventions du principe démocratique, et qu'il ne faudrait pas le rejeter

au nom de phobies injustifiées si on pouvait un jour démontrer que d'autres éléments de décision, de choix, de résolution des problèmes sont plus conformes aux exigences réelles du développement du parti et de son activité dans le cadre du déroulement historique.

Le critère démocratique est pour nous, jusqu'ici, un élément matériel et accidentel dans la construction de notre organisation interne et la formulation de nos statuts de parti: il n'en est pas la plate-forme indispensable. C'est pourquoi, quant à nous, nous n'érigerons pas en principe la formule organisative bien connue du 'centralisme démocratique'. La démocratie ne peut pas être pour nous un principe; le centralisme, lui, en est indubitablement un, puisque les caractères essentiels de l'organisation du parti doivent être l'unité de structure et de mouvement. Le terme de centralisme suffit à exprimer la continuité de la structure du parti dans l'espace; et pour introduire l'idée essentielle de la continuité dans le temps, c'est-à-dire la continuité du but vers lequel on tend et de la direction dans laquelle on avance à travers des obstacles successifs qui doivent être surmontés, mieux, pour relier dans une même formule. ces deux idées essentielles d'unité, nous proposerions de dire que le parti communiste fonde son organisation sur le 'centralisme organique'. Ainsi, tout en gardant de ce mécanisme accidentel qu'est le mécanisme démocratique ce qui pourra nous servir, nous éliminerons l'usage de ce terme de "démocratie" cher aux pires démagogues mais entaché d'ironie pour les exploités, les opprimés et les trompés, en l'abandonnant, comme il est souhaitable, à l'usage exclusif des bourgeois et des champions du libéralisme dans ses divers accoutrements et ses poses parfois extrémistes.

Amadeo Bordiga, 28 février 1922

76 Il s’agit des *Thèses de Rome* (1922), http://www.sinistra.net/lib/pre/rasseg/wiei/wieiafizuf.html

Le cycle historique de la domination politique bourgeoise

Parallèlement au développement historique du monde capitaliste de production, il faut considérer celui des formes du pouvoir politique de la bourgeoisie.

Comme Engels l'a établi, le communisme scientifique est fondé sur deux grandes découvertes dues à Marx. La première est la loi de la plus-value montrant que l'accumulation du capital repose sur l'extorsion continuelle d'une fraction de leur force de travail aux prolétaires. La seconde est la théorie du matérialisme historique qui voit dans les rapports économiques de production la cause et l'explication non seulement des événements politiques, mais de toute la superstructure idéologique caractérisant les diverses époque de l'histoire et les divers types de société.

A la lumière de la nouvelle méthode et de la nouvelle doctrine, les fondateurs du socialisme scientifique eux-mêmes n'apparaissent plus comme de purs idéologues venus révéler de nouveaux principes aux foules pour les éclairer et les entraîner à leur suite. Ce sont des hommes de science travaillant sur les données de l'histoire et la structure réelle de la société présente et qui, dans cette recherche, se sont efforcés de se libérer de tous les préjugés du passé pour fonder un système de lois expliquant l'évolution historique et permettant de prévoir de façon scientifique et non pas mystique les grandes lignes du développement futur.

La lutte séculaire de la bourgeoisie dans le domaine économique et ses efforts pour déloger les classes féodales et théocratiques de leur position-clef dans le gouvernement de l'état, ce formidable heurt d'intérêts qui aboutit finalement à la révolution armée et porta la bourgeoisie au pouvoir, a eu son reflet dans une lutte parallèle d'idées et de théories.

La doctrine des vieilles classes dominantes reposait sur les principes de la révélation et de l'autorité, parce que c'était une base commode pour édifier le droit et la coutume sociale permettant à l'oligarchie des guerriers, des nobles et des prêtres de contrôler les masses. Aux époques les plus reculées, la vérité était réputée enfermée dans des Tables immuables qu'on croyait dictées par des puissances supérieures à la raison humaine et qui fixaient les normes de la vie collective.

A une époque plus récente, on la cherchait dans la lettre des textes de savants et de maîtres antiques vénérés dont on attendait une réponse à toutes les nouvelles questions du savoir et de l'action.

La critique de la philosophie moderne à ce principe d'autorité a été une arme de la bourgeoisie révolutionnaire naissante qui, dans tous les domaines, entreprit audacieusement de répandre le doute sur toutes les conceptions traditionnelle...
A l'autorité, elle opposa la raison, minant le dogme religieux pour mieux miner l'état féodal, c'est-à-dire la monarchie de droit divin fondée sur la solidarité de classe de la noblesse terrienne et de l'Eglise.

Elle forma ainsi une nouvelle idéologie qu'elle sacra vérité universelle et définitive et dont elle célébra le triomphe sur les mensonges de l'obscurantisme religieux et absolutiste. A la lumière de la critique marxiste, cependant, cette idéologie apparaît simplement comme une nouvelle construction répondant à des rapports de classe nouveaux et aux besoins de la classe nouvellement parvenue au pouvoir.

Dans le domaine politique, la bourgeoisie livra un assaut révolutionnaire à l'Etat féodal et se servit du pouvoir conquis pour briser toutes les entraves au développement des forces de production dont elle était elle-même l'expression. La lutte aboutit à une guerre civile, une guerre de classe entre les gardes blancs de l'Ancien Régime et les milices révolutionnaires bourgeoises. Dans l'exemple classique de la révolution de 1789, le Tiers-Etat qui, au début, réclamait simplement sa part dans les institutions publiques jusqu'alors monopolisées par l'aristocratie et le clergé, en arriva rapidement à priver ces classes réactionnaires de toute influence politique. Une nouvelle minorité de patrons de manufactures et de grands commerçants se substitua aux anciennes minorités privilégiées. C'est un aspect essentiel de la révolution que les penseurs et les partis du nouveau régime n'ont pas reconnu ouvertement pour cette bonne raison que, tout en agissant dans le sens dicté par les intérêts de la nouvelle classe, ils ne le comprenaient pas eux-mêmes.

Utilisant la force du Quart-Etat, c'est-à-dire des non-possédants et des travailleurs dans la lutte physique, ce mouvement révolutionnaire bourgeois prétendait s'inspirer, dans l'idéologie, de principes répondant à des intérêts généraux. Ceux-ci étaient présentés comme des valeurs absolues et universelles qui devaient régir tout l'avenir de l'humanité; on ne comprenait pas qu'ils n'étaient que des formes

transitoires correspondant à un tournant déterminé dans les rapports sociaux. On se moquait des vieilles superstitions et des vieux mythes; mais au nom du doute scientifique, de la liberté de critique et de la raison, on proclamait un mythe nouveau, celui des valeurs et concepts universels. C'est ainsi que dans leurs déclarations révolutionnaires, les bourgeois victorieux parlaient des droits de l'homme et du citoyen en général, et proclamaient l'avènement de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité pour tous les hommes.

En tout cas, lors de ce grand bouleversement historique, le Quart-Etat, c'est-à-dire la grande masse des travailleurs sacrifiés au bien-être des privilégiés, aristocrates ou bourgeois, ne pouvait ni disposer des armes critiques qui lui auraient permis de comprendre la portée réelle de la révolution en cours, ni hésiter à soutenir la bourgeoisie dans son assaut héroïque au passé.

Dans cette phase, la bourgeoisie ne voyait aucune contradiction entre les revendications philosophiques de liberté de pensée et d'action pour tous les hommes et l'emploi de la dictature et de la terreur pour empêcher une contre-révolution intérieure ou une intervention étrangère de restaurer l'ancien régime. Le sans-culotte athée et encyclopédiste prétendait mener une croisade pour la déesse Liberté, mais il ne trouvait pas incompatible de supprimer en même temps pour l'ennemi de classe la liberté de défendre ses vieux privilèges, en faisant un usage systématique de la guillotine. De même, tout en croyant à la promesse de liberté pour tous, le prolétariat naissant aida la bourgeoisie arrivée au pouvoir à réprimer impitoyablement les contre-révolutionnaires.

Après la lutte armée pour le pouvoir, la première phase de la domination politique bourgeoise consiste donc dans l'exercice d'une dictature de classe pour extirper tous les vestiges de l'ancienne société et réprimer toute tentative de restauration. Elle a revêtu de multiples aspects selon les pays considérés, présentant une alternance de contre-offensives réactionnaires et de vagues révolutionnaires qui ont fini par l'emporter.

Dans les pays économiquement les plus développés, elle a généralement été suivie d'une seconde phase de longue durée pendant laquelle les horreurs et les excès de la révolution ont été progressivement relégués dans l'ombre. Exerçant désormais sans conteste son contrôle politique sur la société, la nouvelle classe dominante a réussi à trouver les formes de domination les plus aptes à faire croire à une

harmonie entre sa gestion du monde et sa métaphysique de liberté, de justice et d'égalité.

En droit pur, il n'existe plus de castes séparées. Tous les citoyens sont théoriquement dans le même rapport avec l'Etat. Ils ont un pouvoir égal de se faire représenter en son sein par ceux qu'ils préfèrent et qui représentent leurs opinions et leurs intérêts. C'est l'âge d'or du système parlementaire et de la démocratie bourgeoise; on proclame que l'égalité juridique et politique est une conquête fondamentale qui a ouvert la voie d'une amélioration continue des relations sociales et qui exclut de nouveaux heurts révolutionnaires et la répétition des tragédies de la Terreur.

Depuis plusieurs générations déjà, la critique prolétarienne a démasqué radicalement ce mensonge colossal. Son analyse des rapports économiques réels a démontré que la liberté politique et juridique n'est que la liberté de vendre sa propre force de travail qui est en réalité une nécessité implacable, la majorité des hommes n'ayant pas d'autre moyen d'échapper à la faim.

En politique, l'Etat n'est pas l'expression de la volonté d'une majorité populaire, mais le comité de défense des intérêts de la bourgeoisie dominante en faveur de laquelle le mécanisme parlementaire fonctionne exclusivement.

En philosophie, le règne de la raison n'est qu'une tromperie. L'homme ne peut pas user librement de son cerveau quand la liberté et la possibilité de satisfaire les exigences physiologiques et matérielles qui conditionnent toute la dynamique de l'individu lui font défaut; la limite ainsi imposée à sa raison est autrement rigoureuse que celle des vieux interdits religieux ou des rigueurs de la police absolutiste!

Selon l'interprétation romantique de la littérature bourgeoise de cette seconde phase, il y avait dans chaque village une lumière: l'instituteur, et un éteignoir: le prêtre. Le mensonge de cet éducationnisme et de ce culturisme démocratiques réside dans le fait qu'on ne peut pas attendre de l'homme qu'il se forme une opinion libre et consciente avant d'avoir pu satisfaire ses besoins et défendre ses intérêts. Scientifiquement, logiquement, c'est exactement le contraire qui doit se produire: d'abord manger, et seulement ensuite, peut-être, se former des opinions.

Non seulement la critique théorique des révolutionnaires, mais les faits de

l'histoire la plus récente sont en train de reléguer parmi les fantômes du passé ces hypocrisies de l'idéologie démocratique. Non seulement la panacée du système représentatif bourgeois n'a jamais fait cesser les heurts entre classes aux intérêts opposés à l'intérieur des divers pays, mais le développement des nouvelles formes économiques du capitalisme monopoliste et les luttes pour la suprématie coloniale ont précipité les peuples dans des crises profondes et dans des massacres de loin plus sanglants que la révolution bourgeoise. Non seulement le capitalisme a eu besoin de la lutte armée pour s'ouvrir les voies de l'histoire, mais il emploie et sécrète la violence à chaque stade de son développement.

A mesure que le potentiel industriel augmentait et que les armées du travail croissaient en nombre, la conscience critique du prolétariat se précisait et ses organisations se renforçaient. C'est pourquoi en même temps que son libéralisme économique, la bourgeoisie a été obligée d'abandonner son apparente tolérance des idées et des organisations politiques, et de gouverner autoritairement: c'est en cela que réside le sens général de l'époque présente.

Cette nouvelle orientation dans la gestion bourgeoise du monde répond au fait indéniable que les progrès de la science et de la technique ont progressivement privé toutes les activités humaines de l'autonomie qu'elles pouvaient encore conserver dans des sociétés moins modernes, et partant moins complexes; dans tous les domaines, les initiatives plus ou moins isolées ont fait place à un réseau de rapports d'interdépendance qui se resserre continuellement et s'étend graduellement au globe entier. L'initiative privée, qui a accompli des prodiges avec les audaces des premiers navigateurs et la féroce témérité des colonisateurs de régions lointaines, recule aujourd'hui devant la coordination des activités qui se vérifie aussi bien dans la gestion des services collectifs, dans la recherche scientifique ou dans tout autre domaine que dans la production et la distribution des marchandises. Dans une société disposant de la navigation aérienne, des radiocommunications, du cinéma, de la télévision, toutes inventions d'application exclusivement sociale, une quelconque initiative autonome est impensable.

Depuis des décades, la pratique gouvernementale de la classe dominante évolue donc elle aussi, et à un rythme toujours accéléré, vers un contrôle plus étroit et une direction unitaire de la société qui se traduisent par une centralisation croissante de l'Etat.

Cette forme politique est une superstructure du monopolisme et de l'impérialisme. Lénine l'avait prévue dès 1916 lorsqu'il écrivait que les formes politiques de la dernière phase capitaliste ne peuvent être que de tyrannie et d'oppression.

Cette phase qui, dans le monde moderne, tend généralement à remplacer le libéralisme classique n'est autre que le fascisme.

Ce serait une énorme erreur scientifique et historique de confondre cette nouvelle forme qui est à la fois une conséquence et une condition de la survivance de l'oppression capitaliste et qui est imposée par les temps modernes avec une réaction menaçant de rétablir un despotisme d'ancien régime1 dans la plus grande partie du monde, la bourgeoisie a mis hors de combat et anéanti les forces féodales depuis plus d'un siècle!

Quiconque subit tant soit peu l'influence d'une telle interprétation, et obéit tant soit peu aux préoccupations qui en résultent est en dehors du camp et de la politique communistes.

La nouvelle forme dans laquelle le capitalisme administrera le monde tant que la révolution prolétarienne ne l'aura pas renversé apparaît au cours d'un processus que les méthodes banales et scolastiques de la critique petite-bourgeoise sont impuissantes à déchiffrer.

Les marxistes n'ont jamais tenu compte des objections qui ont été faites à l'instauration du pouvoir prolétarien dans la Russie tsariste et semi-féodale sous le prétexte qu'elle aurait dû d'abord se produire dans un pays industriel et avancé: il savaient bien que les batailles de classe se succèdent à l'échelle et sous l'effet de forces mondiales, éclatant là où les circonstances historiques, comme par exemple la guerre, la défaite, la survivance excessive de régimes décrépits, la bonne organisation du parti prolétarien etc., les favorisent.

Il y a encore moins lieu de s'étonner si le fascisme succède au libéralisme dans les formes et selon les transitions les plus variées chez les différents peuples, car il s'agit d'une transformation beaucoup moins radicale que la révolution, seule changeant la forme de la domination, et non pas la classe dominante.

Du point de vue économique, le fascisme se définit donc comme une tentative du capitalisme de se contrôler et de se freiner lui-même, c'est-à-dire d'amortir, grâce à une disciplination centrale, les effets les plus alarmants des contradictions

économiques qui conduisent le système à la ruine.

Du point de vue social, c'est une tentative de la bourgeoisie, absolument individualiste à sa naissance, de se donner une conscience collective de classe et d'opposer ses propres organisations politiques et militaires aux forces de classe menaçantes constituées au sein du prolétariat.

Politiquement, le fascisme est le stade où la classe dominante dénonce l'inutilité de la tolérance libérale, revendique la méthode de gouvernement par un seul parti et liquide les anciennes hiérarchies de serviteurs du capital trop gangrenés par l'usage de la fiction démocratique.

Idéologiquement, enfin, il ne renonce ni ne peut renoncer à invoquer des valeurs universelles mythiques; quoiqu'il les ait dialectiquement niés, il fait siens les postulats libéraux de la collaboration des classes, parle de nation et non de classe, proclame l'égalité juridique de tous les individus et continue à faire passer son appareil d'Etat pour une émanation de toute la collectivité sociale. Tout cela prouve non seulement qu'il n'est pas une révolution, mais qu'il ne constitue même pas une ressource universelle et sûre de la contre-révolution bourgeoise.

La nouvelle mythologie bourgeoise ne sera plus fondée sur la Liberté et l'Egalité, mais sur la Nation, la Patrie, la Race, et sur un Etat presque déifié.

Contre les embarras théoriques et philosophiques, la ressource restera d'invoquer les éternelles valeurs de l'esprit, grâce à laquelle le philistin bourgeois a toujours essayé d'échapper à la dénonciation réaliste et scientifique de son idéologie; ce pourra être 'l'esprit inné en l'homme', ou bien un esprit émanant de la divinité, celle-ci s'étant toujours montré complaisante à l'hypocrisie des oppresseurs et parasites de toutes sortes.

En tout cas, tous les pays capitalistes devront passer par cette phase: économiquement, avec le monopolisme et le capitalisme d'Etat; socialement, avec l'attaque ouverte des gardes blancs aux organisations de classe du prolétariat révolutionnaire; politiquement, avec la suppression plus ou moins rapide de la bouffonnerie du parlementarisme pluripartite; idéologiquement, enfin, en invoquant de prétendues idées universelles et en investissant tels ou tels individus de 'missions suprêmes'. Le capitalisme sait bien qu'il n'y a pas d'autre choix: ou bien disperser la classe révolutionnaire et empêcher son offensive; ou bien

disparaître dans la catastrophe finale.

On a eu une première manifestation historique de cette troisième phase en Italie, non pas à cause de particularités du développement capitaliste dans ce pays, mais à cause d'un concours de conditions internationales qui ont influé sur les événements intérieurs: une victoire qui valait une défaite dans la guerre de 1915-18; une crise économique due à la forte densité de population et au manque de débouchés pour les marchandises et la force de travail; une poussée des classes exploitées qui entendaient suivre une politique indépendante et extrémiste; une instabilité relative de l'appareil d'état, etc.

La seconde manifestation, qui s'est présentée en Allemagne a été d'une toute autre portée. Là, sur la base d'un appareil productif, dont la défaite militaire n'avait pas diminué la puissance, le capitalisme a tenté de brûler les étapes pour briser l'étau dans lequel ses rivaux l'avait enfermé qui exaspérait la lutte sociale intérieure. Nulle part ailleurs le dilemme posé en 1919 par Lénine devant l'Internationale ne s'est posé de façon aussi brutale: organisation mondiale de l'économie par le capitalisme, ou par les travailleurs - dictature impitoyable de la bourgeoisie, ou dictature du prolétariat.

Dans son *Impérialisme*, Lénine a montré qu'il était réactionnaire d'imaginer que le capitalisme puisse économiquement retourner aux premières formes du capitalisme libéral. Aujourd'hui, il faut ajouter qu'il l'est tout autant, en politique, d'espérer un retour au libéralisme et à la démocratie et de croire qu'ils peuvent l'emporter sur la méthode dictatoriale du fascisme dont, à un certain point de l'évolution, la bourgeoisie a besoin pour écraser les organisations de classe autonomes du prolétariat.

La perspective révolutionnaire est tout l'opposé: la phase totalitaire épuisera rapidement ses ressources contre-révolutionnaires et prendra fin avec l'irruption révolutionnaire de la classe ouvrière. Bien loin de verser des larmes sur la disparition sans appel de libertés bourgeoises mensongères, celle-ci doit employer sa force à détruire la liberté de posséder, d'opprimer et d'exploiter. Des temps héroïques de la révolution antiféodale en passant par la phase pacifiste du libéralisme jusqu'à sa lutte finale actuelle pour défendre les institutions, les privilèges et l'exploitation patronaux, le monde capitaliste n'a jamais eu d'autre drapeau.

Les fascistes ont perdu la dernière guerre, mais le fascisme l'a gagnée. Les principaux Etats capitalistes ayant sauvé leur intégrité et leur continuité historique de cette effroyable crise, le monde bourgeois a pu faire un effort grandiose pour maîtriser les forces qui le menacent. Usant de la tromperie démocratique à une échelle gigantesque, il n'en a pas moins mis sur pied un système qui lui permet de contrôler de plus en plus étroitement les processus économiques, d'immobiliser et de priver de la moindre indépendance tout mouvement social et politique capable de troubler l'ordre constitué. En dépit de leur victoire sur Napoléon, les légitimistes avaient hérité de l'organisation sociale et juridique issue de la révolution: de la même façon, et même s'ils le nient dans de vaines déclarations de principe, les vainqueurs des fascistes et des nazis seront contraints (à plus ou moins brève échéance, de façon plus on moins claire) de reconnaître par leurs actes mêmes qu'ils ont hérité des vaincus les méthodes totalitaires et autoritaires, les seuls possibles pour administrer un monde terriblement convulsé par la seconde guerre impérialiste.

Cette vérité fondamentale résulte beaucoup plus des efforts quotidiens du capitalisme pour organiser son contrôle économique, social et politique du monde que d'analyses critiques ardues et en apparence paradoxales.

Autrefois individualiste, nationale, libérale, et isolationniste, la bourgeoisie tient aujourd'hui ses congrès mondiaux; de même que la Sainte-Alliance tenta d'arrêter la révolution bourgeoise par une internationale de l'absolutisme, le monde capitaliste contemporain essaie de constituer la sienne, qui ne peut être que centraliste et totalitaire.

Réussira-t-elle dans sa tâche historique essentielle, qui n'est nullement d'empêcher la résurrection du fascisme, mais de contenir et de briser la force révolutionnaire de l'Internationale prolétarienne?

Prometeo, 1947

Le cycle historique de l'économie capitaliste

Le mode capitaliste de production existait déjà sous les régimes féodaux, semi-théocratiques et de monarchie absolue. Sa caractéristique économique est le travail associé, dans lequel les opérations nécessaires à la fabrication d'un produit sont confiées à des ouvriers différents qui les accomplissent successivement, et ne sont donc plus réalisables par un seul individu.

Résultat de nouvelles inventions et découvertes, ce fait technique a pour conséquence économique la victoire de la manufacture sur l'atelier artisanal produisant moins et plus cher, et pour conséquence juridique le fait que le travailleur cesse d'être le maître du produit de son travail et ne peut donc plus le porter au marché. C'est le détenteur des outils complexes permettant l'emploi du travail associé qui devient le propriétaire du produit; il verse une rétribution en argent à ceux qui ont coopéré à la production.

Ainsi apparaissent le capitalisme et le salarié là où n'existait jusqu'alors qu'un seul personnage: l'artisan. Mais les lois de la vieille société empêchent que cette différenciation sociale se généralise: des règles réactionnaires s'opposent à la transformation des techniques et de l'organisation des différents métiers; le développement de l'industrie qui menace la domination des propriétaires terriens est freiné; les marchandises ne peuvent circuler librement ni à l'intérieur des différentes nations ni à l'extérieur.

La révolution bourgeoise naît de ce contraste: c'est une guerre sociale déclenchée et conduite par les capitalistes pour se libérer de leur dépendance à l'égard des vieilles classes dominantes; pour libérer les forces de production des vieux interdits, et la masse des artisans et des petits possédants à la fois de la servitude et des interdits: pour qu'ils puissent devenir des salariés, il faut, en effet, qu'ils soient rendus libres de porter leur force de travail sur le marché.

Telle est la première phase de l'époque bourgeoise. Le mot d'ordre du capitalisme est alors la liberté illimitée de toutes les activités économiques, l'abrogation de toutes les lois, la suppression de tous les obstacles que le pouvoir politique opposait au droit de produire, d'acheter, de faire circuler et de vendre contre argent toutes les marchandises, y compris la force de travail.

Les premières décades du grandiose développement capitaliste constituent la phase libérale du régime. Les entreprises se multiplient et prennent de. proportions gigantesques; les armées du travail deviennent progressivement plus nombreuses; les marchandises produites atteignent des quantités colossales.

Marx a donné dans Le Capital l'analyse de ce type classique d'économie libérée de toute entrave étatique, ainsi que des lois de son développement. Il a expliqué les crises de surproduction auxquelles conduit la course effrénée au profit et les secousses brutales qu'elles provoquent périodiquement: baisse des prix, fermeture et faillite d'entreprises précipitant des groupes entiers de travailleurs dans la misère la plus noire.

Comme classe sociale, le capitalisme a-t-il la possibilité de réagir à ces contradictions économiques inguérissables qui lui sont propres, au cours de son histoire aux aspects locaux variés où alternent avances et reculs? La réponse de la critique marxiste classique est que jamais la classe bourgeoise ne possédera de théorie sûre ni de connaissance scientifique du devenir historique. Du fait de sa nature et de sa raison d'être, elle ne pourra pas davantage discipliner les forces irrésistibles que, comme l'apprenti-sorcier, elle a elle-même suscitées.

Cette réponse ne doit cependant pas être comprise de façon scolastique, c'est-à-dire dans ce sens que le capitalisme serait privé de toute possibilité de prévoir et même seulement de retarder les catastrophes auxquelles ses exigences vitales le conduisent. Au cours de son second stade historique, il a sans doute rempli sans aucun frein sa mission, qui était de donner le maximum de puissance à son monstrueux appareil de production, et il ne renoncera jamais à produire toujours davantage; mais il peut lutter pour écouler la masse croissante des produits qui autrement l'étoufferaient, et il le fait en étendant son marché jusqu'aux limites du monde connu. C'est ainsi qu'il entre dans sa troisième phase, celle de l'impérialisme.

Dans cette troisième phase apparaissent de nouveaux phénomènes économiques ayant leur incidence propre, le tout revenant à offrir certaines solutions aux crises partielles périodiques de l'économie bourgeoise.

Marx avait certainement prévu ce stade, puisque le développement de la production capitaliste et la conquête des marchés lointains sont des phénomènes historiques parallèles apparus en même temps que le régime lui-même, la découverte des

grandes voies de communication commerciales ayant été un des principaux facteurs du triomphe du capitalisme. Mais c'est dans l'étude classique de Lénine *L'Impérialisme, stade ultime du capitalisme* que l'on trouve l'analyse des caractéristiques de cette troisième phase, d'ailleurs conduite avec la méthode de Marx.

Déjà évidentes pendant la préparation à la première guerre mondiale, elles n'ont fait que s'accentuer depuis. Le système capitaliste a soumis à une révision importante les règles dont il s'inspirait dans sa phase libérale. Le déversement des produits sur le marché mondial s'est accompagné d'une tentative imposante de contrôler les oscillations de prix qui perturbaient l'économie jusqu'à provoquer parfois l'effondrement d'entreprises colossales. Abandonnant l'individualisme économique et l'autonomie absolue de l'époque classique, les entreprises bourgeoises se syndiquèrent, des cartels de production, des *trusts* surgirent.

Les firmes produisant la même marchandise se lièrent par des pactes rigoureux afin de monopoliser la distribution et de fixer à volonté les prix. Puis, comme la plupart des produits d'une industrie donnée sont en même temps la matière première de l'industrie située au-dessus dans le processus de transformation, des cartels verticaux se constituèrent, par exemple pour contrôler la production de certaines machines, et pour fixer les prix de tous les produits successifs, de l'industrie extractive de base jusqu'au dernier échelon de l'industrie de transformation, en passant par les articles semi-finis. En même temps, les banques se développèrent et se concentrèrent.

Appuyées sur les plus puissants groupes industriels de chaque pays, elles se mirent à contrôler et à dominer les producteurs moins importants, formant partout de véritables oligarchies financières toujours plus restreintes et fermées. Comme Lénine l'a indiqué dans son *Impérialisme*, ce capitalisme financier revêt un caractère toujours plus parasitaire.

A ce stade, le bourgeois n'a plus sa figure classique de capitaine d'industrie suscitant des forces nouvelles grâce à l'utilisation de la technique moderne et à l'organisation intelligente et habile du travail associé. Il n'est plus dieu le père dans son usine, comme le féodal l'était dans son fief, c'est-à-dire ce créateur romantique en qui les travailleurs doivent reconnaître plus encore un chef qu'un patron puisque c'est lui qui opère la fusion entre leur travail et le mécanisme dont il

détient le secret.

Le directeur de l'usine moderne est lui aussi un salarié, quoique plus ou moins co-intéressé aux bénéfices, un serf doré, mais un serf tout de même. Le bourgeois moderne, par contre, n'est pas un technicien de la production, mais un affairiste touchant les dividendes d'actions qu'il détient sans avoir peut-être jamais mis le pied dans une usine; un membre de la petite oligarchie financière exportant non plus des marchandises, mais des capitaux et des titres, liasses de papier qui lui assurent le contrôle du monde.

Toujours soumise au dynamisme de la concurrence entre firmes, la classe dominante se sert des règlements monopolistes pour la limiter quand elle se sent au bord de la faillite. Les grands centres de l'affairisme bancaire décident pour elle du sort des différentes entreprises, fixant les prix, vendant au besoin au-dessous du prix 'normal' et faisant terriblement osciller les valeurs boursières.

Bref, la bourgeoisie fait des efforts gigantesques pour constituer des organes de contrôle qui freineront l'économe, niant du même coup la liberté illimitée qui fut le credo des premières théories économiques capitalistes.

Pour bien comprendre les dernières manifestations de cette troisième phase, on doit comme Lénine la rattacher aux développements politiques dont elle s'accompagne, fixer le rapport entre capital financier monopoliste et état bourgeois, montrer enfin comment la tragédie des grandes guerres et la tendance générale à l'oppression nationale et sociale en dérive.

Prometeo, 1947

Bibliographie

- *Communisme et fascisme*, Parti Communiste International, (Nouvelle édition, 2001)
- *Comunismo e fascismo*, Quaderni Internazionalisti
- *Marxismo contro fascismo e antifascismo*, Quaderni Internazionalisti
- *Marxisme et classes moyennes*, Parti Communiste International, 2018
- *Defense de la continuite du programme communiste*, Éditions programme communiste
- *Il gramscismo malattia di ogni età del comunismo*, Edizioni il programma comunista
- C. Riechers, *Gramsci e le ideologie del suo tempo*, Graphos, 1993
- M. Rogers, *Les années terribles* (1926-1945), Editions Ni patrie ni frontières
- A. Peregalli, *Il comunismo di sinistra e Gramsci*, Dedalo libri, 1978
- P. Mattick, *Intégration capitaliste et ropture ouvrière*, Edi Paris, 1972
- *Storia della sinistra comunista* (I-II-III-IV), Edizioni il programma comunista
- Lénine, *L'imperialisme*, Éditions science marxiste
- K. Marx, *Le Capital*, Folio essais
- N. Boukharine, *L'abc du communisme*, Les nuits rouges
- A. Cervetto, *La difficile question des temps*, Éditions science marxiste
- E. Nolte, *Le fascisme dans son époque*, 1963, réédition, Julliard, 1970, vol. 3
- W. Reich, *La psychologie de masse du fascisme*, 1933, réédition, Payot, 1972.
- N. Poulantzas, *Fascisme et dictature*. La IIIe Internationale face au fascisme, Maspero, 1970

- D. Guerin, *Fascisme et grand capital*, La Découverte, 2001
- A. Tasca, *Naissance du fascisme*, Paris, Gallimard, 1967
- J. Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétations*, Paris,Gallimard
- A. Rosmer, *Moscou Sous Lénine*, Les Bons Caractères, 2009
- E. Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme?* Histoire et interprétation, Gallimard, 2004.
- P. Broué, *Les trotskystes et le problème de la guerre*, l'École Française de Rome, 1987
- A. Kollontai, *La revolution, le féminisme*, l'amour et la liberte, Temps de cerises, 2017
- S. Wolikow, *L'Internationale communiste (1919-1943): Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Atelier, 2010
- A. Gandhy, *Pour un féminisme prolétarien révolutionnaire*, Editions Parti Communiste maoïste
- L. Trosky, *Contre le fascisme*, editions Syllepse, 2015

Revues

- *Prospettiva Marxista*
- *Il Partito Comunista*
- *La gauche communiste*
- *Le proletaire*
- *Il Programma Comunista*
- *N+1*
- *Echanges*
- *El comunista*
- *Monthly review*
- *L'internationaliste*

Web

- insee.fr
- statista.com
- ilo.org
- marxists.org
- libcom.org
- sinistra.net
- archivesautonomies.org
- labornotes.org
- kapitalism101.wordpress.com